

EN OUGANDA

Violents affrontements à Kampala entre gouvernementaux et rebelles

LIBRE PAGE 36

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

3,50 F

Algérie, 2 Da ; Maroc, 2,50 Dir ; Tunisie, 250 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 14 Sch. ; Belgique, 23 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 275 F CFA ; Danemark, 6,50 kr ; Espagne, 70 pes. ; E.-U., 40 p. ; Grèce, 45 dr. ; Iran, 125 rs. ; Irlande, 70 p. ; Italie, 1000 L. ; Liban, 325 P. ; Luxembourg, 23 f. ; Norvège, 4,75 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 45 esc. ; Royaume-Uni, 275 F CFA ; Suède, 4,75 kr. ; Suisse, 1,30 S. ; T.-M., 25 francs ; Venezuela, 20 B.

Tarif des abonnements page 2

A. RUE DES ITALIENS
75002 PARIS CEDEX 02
Tél. : Paris 01 55 57 72
C.C.P. 4391 - 25 PARIS
Tél. : 246-72-23

Un entretien avec le chancelier Schmidt

« Tout dirigeant ouest-allemand garde toujours à l'esprit nos seize millions de compatriotes qui vivent de l'autre côté de la ligne de partage »

Retrouailles franco-allemandes

Le sommet franco-allemand organisé mercredi 24 et jeudi 25 février à Paris, bien qu'il soit le trente-neuvième du genre, ne saurait être réduit à une simple réunion de routine. M. Schmidt et Mitterrand, certes, se sont déjà rencontrés à plusieurs reprises depuis le 10 mai, ne serait-ce qu'à l'occasion du trentième sommet, l'été dernier à Bonn. Les relations franco-allemandes étaient demeurées cordiales, encore qu'un ton au-dessous de ce qu'elles étaient au temps de M. Giscard d'Estaing, mais elles semblaient encore dans une période de redressement.

Elles se sont maintenant précisées et améliorées, les mécanismes ont été mis en œuvre en place, et la grande rencontre semestrielle entre les deux délégations se présente aujourd'hui comme la première vraie manifestation d'une coopération qui a retrouvé sa vitesse de croisière. L'épreuve est d'autant plus intéressante à suivre que la situation internationale justifie largement, de toute façon, un effort de concertation entre Paris et Bonn.

La nouvelle dégradation des rapports Est-Ouest après le coup de Varsovie a ébranlé, dans l'Europe et l'Amérique, à des interprétations, des réactions, des analyses parfois fort divergentes. Ces divergences, en réalité, se manifestent davantage entre opinions publiques respectives (et donc dans la presse) qu'entre gouvernements. Mais on comprend que M. Mitterrand et Schmidt tiennent à montrer à l'occasion du sommet que l'entente entre Paris et Bonn se porte bien. Et qu'elle permet non pas l'alignement de l'un sur l'autre — ce ne fut jamais son objet — mais une certaine harmonisation des points de vue, comme l'ont assuré avec quelque solennité, lors de leur rencontre préparatoire à la semaine dernière à Bonn, MM. Genscher et Cheysson.

Déjà recherchée en temps ordinaire, cette harmonisation est aujourd'hui indispensable si, comme on semble le souhaiter des deux côtés, la coopération entre la France et la R.F.A. doit demeurer la clé de voûte de la construction européenne. Sans doute le temps des relations privilégiées Paris-Bonn est-il passé. Mais la réaffirmation de la bonne entente entre Français et Allemands, et surtout de leur volonté d'agir de concert sur la scène européenne, peut contribuer à éviter aux institutions communautaires le risque de l'effacement.

A Paris, comme à Bonn, on estime que les échéances difficiles qui s'annoncent pour la Communauté — s'agissant en particulier de la fixation prochaine des prix agricoles ou de l'interminable controverse sur la contribution budgétaire britannique — exigent, pour pouvoir être franchies sans dommage, que la concertation entre la France et la R.F.A. soit sans faille. D'autant plus qu'elles feront suite aux négociations, pour le moins délicates, qui viennent d'avoir lieu à Bruxelles sur le S.M.E., et qui ont abouti à la dévaluation du franc belge et de la couronne danoise. Face à la politique monétaire des Etats-Unis, mais aussi aux risques que fait courir à l'Europe la conjonction de ses propres « éprouvantes nationales », le président de la République et le chancelier vont pouvoir aider le Vieux Continent sinon à parler d'une même voix, du moins à limiter ses discordances.

Le chancelier Schmidt est attendu mercredi 24 février en fin de matinée à Paris, où il prendra part au trente-neuvième sommet franco-allemand avec sept de ses ministres.

Il doit notamment, après un déjeuner de travail à l'Élysée, s'entretenir avec M. Pierre Mauroy. Parmi les dossiers examinés par les deux délégations figurent les projets de char et d'hélicoptère de combat franco-allemands.

Avant de signer la capitale française, le chancelier Schmidt nous a accordé, à Bonn, l'interview dont nous publions le texte ci-dessous.

— Le développement du pacifisme en Allemagne occidentale, la prudence avec laquelle vous avez réagi au coup de Varsovie, ont soulevé quelques questions en France. Nous voudrions d'abord vous demander, si n'y a pas un risque de voir la République fédérale sombrer dans une sorte d'isolementisme, de nationalisme ? Vous n'êtes d'ailleurs pas d'accord avec cette analyse, mais pouvez-vous nous expliquer votre position ?

— Effectivement je ne suis pas d'accord. Je ne suis d'accord ni sur la terminologie ni sur l'idée que de tels dangers existent. Bien sûr, tout dirigeant politique allemand garde toujours à l'esprit les seize millions d'Allemands qui vivent de l'autre côté de la ligne de partage. Tout Français devrait comprendre cela car si la France était divisée, chaque Français penserait lui aussi à son compatriote de l'autre côté. Quelqu'un qui ne se comporterait pas ainsi serait immoral. Mais cela ne conduit pas à une sorte de neutralisme.

— C'est parce que les seize millions d'Allemands qui vivent en Allemagne fédérale ne veulent pas passer sous le système communiste qu'ils ont rejoint l'Alliance atlantique et qu'ils y restent fidèles. De récents sondages d'opinion ont montré que près de 80 % des Allemands de l'Ouest sont favorables à une étroite alliance avec l'Occident. C'est une énorme majorité. Il serait intéressant de savoir s'il existe une aussi forte majorité en France en faveur de l'Alliance. C'est là un fait que les Allemands absorbent presque tous les jours des informations de provenance de l'autre partie de l'Allemagne, qui ne sont pas dans la plupart des cas, très agréables, et qui sont au contraire, la plupart du temps, terribles. Ils sont conscients de ce qui est en jeu pour eux.

— En ce qui concerne le pacifisme, il est possible que parmi les jeunes intellectuels nous ayons un plus fort pourcentage d'objecteurs de conscience que dans d'autres pays. C'est probable, je ne connais pas les chiffres exacts pour les Etats-Unis, mais ils n'auraient aucune signification puisque les Etats-Unis ont aboli la conscription. C'est une solution plus facile que d'imposer ce fardeau à la jeunesse.

— La distinction est très difficile à faire.

— Je le comprends. Mais la même situation existe en Allemagne de l'Est. Il y a aussi des manifestations d'un mouvement pour la paix dans la partie communiste du pays. Et c'est naturel. Dans les deux parties du pays, les gens savent qu'ils vivent sur le théâtre central d'une guerre potentielle. Dans les deux parties du pays, les gens savent

L'avenir de Roussel-Uclaf

L'Etat va dans un premier temps acquérir 34 % du capital actuellement contrôlé par le groupe Hoechst

M. Mauroy devait recevoir, ce mardi 23 février à 11 heures, à l'hôtel Matignon, les administrateurs généraux nommés mercredi dernier à la tête des cinq groupes industriels et des dix-huit banques qui viennent d'être nationalisés. Les nouveaux P.-D.G. de la B.N.P., du Crédit lyonnais et de la Société générale, ainsi que ceux qui ont été nommés récemment chez Usinor et Sacilor, assistent également à cette réunion.

Le gouvernement se préoccupe aussi du dernier volet de son programme de nationalisation : celui concernant les trois sociétés à participation étrangère importantes, voire majoritaires. Si pour C.I.L.-Honeywell Bull et I.T.T.-France les négociations sont particulièrement difficiles, un accord aurait été conclu lundi soir sur Roussel-Uclaf avec le groupe allemand Hoechst.

Aux termes de cet accord, l'Etat acquerra dans un premier temps 34 % du capital de Roussel-Uclaf — minorité de blocage, — cette participation devant être ultérieurement de 50 %. La cotation de l'action Roussel-Uclaf a été suspendue le 23 février.

Le gouvernement français, représenté par M. Dreyfus, ministre de l'Industrie, et le groupe allemand Hoechst, numéros un mondial de la chimie, avec un chiffre d'affaires de 90 milliards de francs, seraient parvenus, tard dans la soirée du mardi 23 février, à un protocole d'accord sur l'avenir de Roussel-Uclaf (1), société contrôlée à hauteur de 51,6 % par la firme de Francfort et qui figurait sur la liste des nationalisations.

Aux termes de cet accord, l'Etat français devrait acquérir à terme 50 % du capital de Roussel-Uclaf. Cette opération devant se dérouler en trois étapes.

Dans un premier temps, l'Etat français deviendrait, avec 34 %, le second plus gros actionnaire de Roussel-Uclaf.

(1) Roussel-Uclaf est le deuxième groupe pharmaceutique en France avec un chiffre d'affaires de 6 milliards, dont la moitié dans le médicament.

Les termes de cet accord devaient en principe être rendus publics le 24 février en fin de matinée, après le sommet qui doit avoir lieu à Paris entre M. Mitterrand et Schmidt. Ce sont donc les deux chefs d'Etat qui scelleront cet accord qui ne débouche pas sur la nationalisation actualisée. Hoechst, il est vrai, n'était pas un partenaire ordinaire. Son poids financier et politique est considérable outre-Rhin.

ANDRÉ DESSOT.
(Lire la suite page 33.)

AU JOUR LE JOUR

Il est exclu de faire payer le changement aux déportés, aux petits, aux émigrés. Il serait d'ailleurs suicidaire de « taper » sur les paysans, économiquement dangereux de s'en prendre aux chefs d'entreprises, aux artisans, aux commerçants. Ce ne serait pas gentil de

CATÉGORIES

prendre les fonctionnaires dans le mouvement et s'en prendre aux familles. Quant aux cadres, ce ne serait pas le moment. A part cela, il doit bien rester trois douzaines de Français à qui faire porter le poids de la solidarité.

BRUNO FRAPPAT.

L'ouverture du congrès de la F.N.S.E.A.

Le trente-sixième congrès de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles s'ouvre, ce mardi 23 février, au Touquet (Pas-de-Calais). Le jeudi 25 février, Mme Cresson y prendra la parole.

Compte tenu de l'importance des négociations en cours au niveau européen sur les prix et la réforme de la politique agricole, comme au niveau national avec le débat sur les offices fonciers et par produits, compte tenu encore

du climat d'hostilité entretenu par la F.N.S.E.A. à l'égard du ministre, la confrontation entre Mme Cresson et le président de la principale centrale syndicale agricole sera déterminante pour l'avenir des relations entre les agriculteurs et le pouvoir.

D'autre part, M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., s'adressera, mercredi, aux congressistes.

POINT DE VUE

Dans une interview accordée le 13 février 1982 à Paris-Match, François Guillaume, président de la F.N.S.E.A., déclare : « Les

Les socialistes et l'agriculture

par YVES TAVERNIER (*)

socialistes ne se sont jamais intéressés à l'agriculture. Une telle accusation surprend.

Je ne saurais retenir l'hypothèse d'une volonté d'opposition politique de la part du principal responsable d'une organisation qui se veut strictement professionnelle. Certes, la Fédération nationale des exploitants agricoles est animée principalement par des hommes dont les sympathies politiques pour la droite sont connues, mais personne ne peut imaginer qu'ils utilisent leurs adhésions à des fins qui leur sont étrangères.

La seule explication acceptable est que M. Guillaume méconnaît profondément l'histoire de la paysannerie française. Je voudrais ici compléter son information afin de mieux éclairer son jugement.

Dès la fin du dix-neuvième siècle, par la voix de Jean Jaurès, les socialistes français ont défini leur conception du monde agricole.

Selon eux, le paysan travaillait indépendant, maître pour l'essentiel de ses instruments de production, qui vit du fruit de son

(*) Délégué de l'économie, rapporteur du budget de l'agriculture à l'Assemblée nationale (la Seuil).

POINT

Le pouvoir sur trois fronts

Avec la tenue de la « table ronde » sur l'encadrement, le gouvernement tente de faire face au troisième front qui menace le pari de la gauche.

Pour les deux premiers, ceux du patronat et des paysans, il s'y est déjà employé, le chef de l'Etat lui-même montant en ligne : il a vu M. Gattaz, le président du C.N.P.F., trois fois en moins de deux mois ; il a reçu M. Guillaume, le président de la F.N.S.E.A., pour évoquer la colère paysanne, et M. Manu vient de lui demander un entretien.

Patrons, agriculteurs et cadres sont des catégories sociales distinctes, non homogènes, qui ont cependant deux caractéristiques communes : elles n'ont pas voté, en majorité, pour le changement ; ceux qui, parmi elles, l'ont fait, entraînant par leur vote la victoire du 10 mai, peuvent souffrir d'une déception d'autant plus grande que leur pari — voter à gauche — leur paraissait audacieux.

Pour dialoguer avec ses trois catégories, le pouvoir a mené une stratégie identique qui revenait en fait à diminuer leur représentation traditionnelle : le C.N.P.F., la C.G.C., la F.N.S.E.A. Depuis, dans les deux premiers cas, il s'efforce de faire machine en arrière, reconnaissant la légitimité de ces organisations, mais la pente sera dure à remonter.

Le dilemme, pour le gouvernement, c'est qu'il doit, coûte que coûte, réaliser un compromis historique avec les entrepreneurs et les cadres, car la réussite du plan socialiste en dépend, tant pour lutter contre le chômage et l'inflation que pour relancer la consommation. Mais dans le même temps il ne peut pas décevoir l'électorat de gauche, celui qui aspire à un changement plus rapide et dont la déillusion, qui ne peut, certes, se manifester plus lentement, serait tout aussi dangereuse pour la pérennité de la force tranquille.

En fait, le récent appel de M. Chevènement à un élargissement de la majorité peut être aussi entendu comme une invite à ses collègues du gouvernement à mieux gérer le capital des confiances diverses accordées le 10 mai.

La réduction de la durée du travail

LA C.F.D.T., F.O. ET LA C.G.C. SIGNENT L'ACCORD DANS LA MÉTALLURGIE
(Lire page 36.)

UN LIVRE DE PHILIPPE DECRAENE

Inventaire africain

L'Afrique a été longtemps inconnue, sauf sur la mode de l'imaginaire, elle reste méconnue, sauf lorsque l'événement ou la catastrophe naturelle en dramatise l'actualité. La poussée des indépendances a provoqué l'attention, de la fin des années 50 jusqu'au cours des années 60, puis ce fut la rétrospective d'intérêt entre la curiosité exotique, le désenchantement et l'indifférence. Tout se passe hors du continent africain comme si son histoire ne ressemblait à aucune autre, comme si l'actualité y était plus incongrue et les morts de moins de poids.

Il devient urgent de corriger ces perversions de la perception, de reconnaître (et connaître) l'énorme travail de transformation accompli au cours des deux dernières décennies, d'évaluer la créativité africaine au-delà des incapacités non réduites, de prendre la mesure des décolonisations non achevées.

GEORGES BALANDIER.

(Lire la suite page 5.)

M. SIMON NORA
PROCHAIN DIRECTEUR DE L'ENA
(Lire page 7)
l'article d'André Passeron.)

JEAN RASPAIL

Robert Laffont

LES HUSSARDS

Cinq histoires exemplaires

S'inventer une cause à sa mesure et la défendre hautement quitta à en mourir, mais à en mourir gaiement.

idées

Pour une « nouvelle donne »

par JEAN CORDIER (*)

Les cadres

La « table ronde » sur l'encadrement qui se tient, ce 23 février, sous la présidence de M. Mauroy attire l'attention sur les problèmes nombreux que rencontrent aujourd'hui les cadres. Pierre Vanlerenberghe réclame l'ouverture d'un dialogue destiné à définir les termes d'un contrat entre le pays et eux. Jean Cordier évoque le cas des cinquante mille cadres de direction directement affectés par la crise et croit lui aussi à la nécessité d'un contrat qui porterait sur le bon usage de la politique économique. Enfin, Eric Zebrowski se penche sur la situation particulièrement difficile, à ses yeux, des cadres autodidactes.

Il y a environ cinquante mille. Parce qu'ils occupent dans les entreprises du secteur privé, les postes à risques, les postes de direction effective, on les nomme les cadres de direction. Ces hommes et femmes du haut de l'échelle de la catégorie des cadres dits supérieurs sont soit mandataires sociaux : présidents-directeurs généraux, gérants, directeurs généraux, soit tout simplement des directeurs : directeurs de la recherche, de la production, du marketing, des finances, des relations humaines. 90 % de ces responsables sont des salariés purs, ne possédant que quelques actions symboliques ou parts de la société qui les emploie. Pour eux le risque, en cas de faillite, c'est la perte de leur « situation ». Un événement qui peut avoir des suites dramatiques pour les éléments de plus de cinquante ans dont les chances de se recaser sont très faibles. Pour les mandataires sociaux, en de semblables circonstances, le risque est double : se retrouver au chômage sans indemnité, voire être poursuivi sur les biens en cas de faillite de gestion. Ces cadres, aux yeux du grand public, passent volontiers pour des « have », des gens qui « ont » et qui, de ce fait, votent à droite ou à gauche. Et pourtant, ils n'ont guère de fortune et leurs émoluments, tout en étant confortables, n'ont rien d'excessif. De plus la crise qui sévit depuis près d'une décennie, a laissé chez nombre d'entre eux de profonds traumatismes. Cette crise n'est pas due, nous ne le répéterons jamais assez, à la hausse brutale du pétrole, mais à la concurrence des fabricants de bas de gamme en provenance des pays en voie de développement. Concurrence dont la hausse du pétrole a servi de

catalyseur, de révélateur, tandis que se poursuivait et s'amplifiait, dans le domaine des produits de technologie avancée, la domination du Japon, de l'Allemagne et des Etats-Unis. Les entreprises privées couvrant dans les branches de production à faible valeur ajoutée ont subi de plein fouet l'impact des importations licites ou sauvages en provenance de Taiwan, de Chine populaire, de Corée du Sud ou de Malaisie. Les cadres de direction appartenant à ces entreprises ne se font plus d'illusions : ils se savent condamnés au chômage, en même temps que des centaines de milliers d'ouvriers et employés du bas de l'échelle de la qualification professionnelle. Les cadres qui occupent les postes de direction dans les secteurs de pointe ne sont guère plus rassurés : les fusions entraînent automatiquement un « dégraissage » au sommet dont le but avoué est d'éviter une duplication des postes. Tous constatent que le vrai pouvoir quitte l'homme de terrain pour aller se perdre dans les arcanes des holdings de banques.

Le moral au plus bas

Dans de nombreuses P.M.E., le moral est au plus bas. Les cadres souffrant de l'état de dépendance grandissante de leur entreprise vis-à-vis des puissances d'argent, puissances du triangle gouvernement, administration, banques. Quand on est une P.M.E. isolée de cinquante à cent personnes, il ne faut pas non dépasser le plafond de son découvert. C'est aussitôt le coup de semonce qui précède la menace de « fermeture du robinet ». Les animateurs de P.M.E. du secteur privé véritablement concurrentiel ont l'impression dégoûtante qu'il y a deux poids et deux mesures. D'un côté, on trouve la France des entre-

prises protégées, qu'elles soient d'Etat ou privées, de l'autre la France des P.M.E. obscures qui luttent pour survivre dans l'indifférence générale. Deux catégories de salariés.

D'un côté, c'est la grave en toute impunité, l'escalade dans la hausse des prix, la sécurité d'emploi la plus totale. De l'autre le droit de baisser les prix pour ne pas sombrer, de ne pas faire grève pour ne pas légitimer l'agonie de l'entreprise, c'est le spectre du chômage à l'arrière-plan de tous les actes de la vie professionnelle.

Ces cadres frustrés peuvent-ils, en attendant des jours meilleurs, trouver quelque réconfort en révisant les vœux libéraux.

Pas même ! Ceux qui eurent le « Barre » comme livre de chevet ne savent plus à quels saints se vouer en voyant s'écrouler les unes après les autres les plus solides théories : la déflation oblige le pes à la stagnation, l'encadrement du crédit et son corollaire la hausse des taux d'intérêt ne servent qu'à enrichir les banques à guichet.

Les cadres de direction, aux prises avec des problèmes professionnels de qualification professionnelle, à tous les niveaux, mais surtout dans la recherche et la production, savent bien, contrairement à ce qu'affirme le « meilleur économiste de France » que le chômage n'est pas la conséquence de l'inflation, mais du sous-développement intellectuel des agents de production (1).

L'expérience absente

Les cadres de direction satisfaits de leur sort, il en existe, disent que nous ne connaissons le tableau... pour les besoins de notre démonstration. Et pourtant une enquête de l'association des anciens élèves d'une

grande école sur le sort des cadres du « troisième âge professionnel », confirme qu'un réel malaise existe.

De nombreux cadres de direction du secteur privé, parmi les plus titrés, regrettent de n'avoir pas fait l'ENA, de manière à accéder à la fonction publique, la fonction sans risque, par la voie royale, ou de n'être point entrés dans la banque, à la S.N.C.F., à l'E.D.F., dans les tabacs ou à la R.A.T.P.

Ils constatent que l'Etat-producteur, l'Etat-commerçant est dirigé par les théoriciens qui n'ont aucune expérience pratique de la vie en usine et des affaires.

Combien y a-t-il d'ingénieurs de Centrale, des Arts et Métiers, de Supélec, d'E.C.E., d'ESSEC dans les cabinets des ministres techniques et commerciaux ?

La grande majorité des hommes du privé n'entend pas renier ses conditions et jouer, avec l'aile gauche du P.S., la carte de la facilité : nationalisations, droit au travail, autogestion.

Mais il ne serait pas exclu qu'elle accepte de soutenir une nouvelle donne social-démocrate, dans la mesure où son but serait d'assurer une plus grande justice dans la répartition des fruits entre les différentes catégories de producteurs, à proportion de la contribution de chacun à l'élaboration de la valeur ajoutée, dans la mesure où elle s'efforcerait de pomper les outrances du capitalisme sauvage, de châtier les coupables de gangstérisme financier, tout en rétablissant les conditions d'une saine et loyale concurrence.

Dans ces conditions, peut-être aurions-nous une chance d'échapper à une augmentation massive du chômage et de l'inflation.

Car c'est sur le terrain de l'économie que tout va se jouer. Tout dépendra donc des performances du secteur privé et singulièrement du comportement de ses cadres.

Les cadres de direction vont se trouver dans une position chahutée entre un patronat défaitiste, prêt à placer ses billes à l'étranger, et la masse des ouvriers et employés qui attendent davantage du pouvoir qu'il ne peut lui apporter. Les cadres de direction pourront rassurer les patrons et calmer leurs subordonnés. Ils peuvent donner une réelle impulsion au mouvement. Ils ont besoin d'être reconfortés. De son côté, l'appareil socialiste, composé surtout d'énergiques et d'enseignants, a tout intérêt à pondérer avec ces professionnels du management.

Dès lors, un dialogue devrait s'instaurer, en terrain neutre.

On imagine sans peine ce que seront les premières escarmouches :

— Les hommes du privé proclameront que les nationalisations ne sont pas la panacée, le problème étant moins de contrôler les sources de production que de rétablir la concurrence, clé de la « justice économique ». Ils diront que la solution du chômage n'est pas la réduction à gogo du temps de travail, mais un effort gigantesque en matière de formation et de recherche.

— Quant aux miss Mitterrand, ils s'efforceront de définir les contours d'une société plus juste mais non lexiste. Ils tenteront d'expliquer ce qu'est le « socialisme libéral relationnel » ou « le socialisme en tant qu'expression suprême de la liberté ».

De cette confrontation, entre hommes de bonne volonté, pourrait naître un *modus vivendi*, une sorte de contrat de bon usage de la politique économique, une politique dont il est du devoir de chacun, quelles que soient ses opinions, d'assurer la réussite.

(*) Conseiller d'entreprise.

(1) Cf. l'étude du LEST de l'université d'Als-Marseille.

UN CONTRAT POUR L'AVENIR

par PIERRE VANLERENBERGHE (*)

La « table ronde » sur les ingénieurs et cadres est un événement social. Il ne s'agit pas, en effet, comme certaines réactions le laisseraient penser, de gérer l'humeur des cadres, éternels frustrés, attachés à des positions et à des prérogatives dont d'autres catégories ne voient pas toujours les raisons.

Il ne s'agit pas non plus d'ouvrir la guerre des classes moyennes contre un pouvoir qui a mis en œuvre des réformes attendues de longue date.

Nous entendons, au contraire, situer les légitimes revendications des ingénieurs et cadres dans une logique du changement social. Les questions très précises qu'en leur nom nous posons au gouvernement doivent être confrontées positivement avec les réformes en cours concernant en particulier les entreprises, la décentralisation et la solidarité.

La société ne peut se réduire à l'action de l'Etat ou des forces sociales qui composent la société civile. La société, c'est aussi les entreprises publiques et privées.

Les cadres y ont à organiser l'innovation technologique, tant par l'élaboration de nouveaux produits que par la modernisation, source de productivité et de progrès social. Leur formation, comme leur autonomie professionnelle, est donc ici de la plus grande importance. Leur travail devient un facteur majeur de la réussite, d'où la nécessité de leur intervention individuelle et collective sur leur propre activité de travail.

Les cadres y ont à favoriser, voire animer, l'accession des travailleurs à une expression collective sur leur organisation du travail, à l'exercice de droits nouveaux. Certains ne veulent voir qu'un frein, alors que nous voyons le moyen d'une dynamique nouvelle. Le taylorisme est mort. La mobilisation des énergies est nécessaire pour sortir de la crise ; l'expression n'est pas seulement une exigence sociale, elle est une exigence de progrès économique. Elle ne sera

pas facile à mettre en œuvre. C'est pourquoi nous demandons que soit reconnue pour les cadres la possibilité de confronter, au sein du comité d'entreprise, leur expérience en matière d'animation, de négociation et d'expression, pour favoriser le débat et l'initiative de tous.

La régionalisation aura, si les moyens financiers sont donnés, un impact évident sur les structures de l'Etat. La hiérarchie des pouvoirs administratifs, donc la logique des carrières, en sera modifiée. La création de nouveaux équilibres, donc de nouveaux espaces de responsabilités pour les ingénieurs et cadres, est certaine. Il faut qu'ils s'en saisissent pour retrouver une large autonomie professionnelle, et pour y développer les innovations nécessaires pour que l'ensemble des salariés retrouvent initiative et responsabilité.

Cette logique de régionalisation ne réussira que si elle est accompagnée par la décentralisation des entreprises — pour faciliter le dialogue entre l'entreprise et l'environnement — et confortée par la décentralisation de la négociation. L'émergence d'enjeux de négociations décentralisés et d'acteurs nouveaux est de nature à contrer l'étatisation de notre société.

La solidarité signifie pour les cadres de nouveaux devoirs aussi bien que de nouveaux droits. Discuter du partage du travail comme moyen de créer des emplois et de mieux rentabiliser l'appareil productif est une nécessité. Réduire le travail pour créer des emplois, c'est, si l'on veut maintenir de bonnes conditions de compétitivité, poser la question d'une compensation salariale partielle ou dégressive des heures de temps libre gagnées. Nous y sommes prêts, mais à la condition que les cadres bénéficient également d'une réduction de leurs charges de travail.

Discuter alors de la fiscalité et de la sécurité sociale, alors qu'on veut exercer sa solidarité sur le terrain de l'emploi dans l'entreprise, prend un autre sens. Nous demandons aussi une lutte contre la fraude fiscale, des efforts de solidarité auprès d'autres catégories sociales, telles les professions libérales, une pause fiscale (sauf pour les hauts revenus) pour les deux ans à venir.

Dans ce contexte, l'explication mutuelle, l'information, le débat que nous avons demandé en septembre trouveront toute leur portée : il s'agit de définir un contrat pour l'avenir entre les cadres et le pays.

(*) Secrétaire général de l'U.G.C.-C.F.D.T.

Les oubliés

par ERIC ZEBROWSKI (*)

Il existe au sein de l'entreprise une importante majorité silencieuse : les cadres, agents de maîtrise de « formation mixte ». Ils représentent vraisemblablement ce que l'on peut définir comme étant une force « charnière » entre la masse des travailleurs, les cadres supérieurs et le patronat.

Longtemps considérés comme les « piliers » de la société, ils vivent une période de démotivation totale. L'histoire de bon nombre de nos entreprises nous le rappelle : il y a encore quelques années, ce nombre de leurs responsables au plus haut niveau avait débuté au plus bas de l'échelle hiérarchique : leur exemple était pour les plus jeunes un encouragement, car il prouvait combien la société était attachée à une politique de promotion interne à l'égard de ses agents dont la seule formation était d'avoir œuvré efficacement pour la bonne marche de leur entreprise.

Ces hommes étaient pour nous de remarquables « patrons ». A leurs qualités professionnelles il fallait ajouter fréquemment de grandes qualités humaines. Le « message » passait. Les événements ont rapidement évolué. A vitesse accélérée le patronat déclenche une politique de recrutement de jeunes cadres supérieurs. Celle-ci était compréhensible. La complexité, l'évolution rapide des problèmes de l'entreprise, exigeaient de stimuler non plus seulement les forces opérationnelles, mais également de constituer, au niveau fonctionnel, un apport appréciable en « main-d'œuvre grise ».

Par ailleurs, on comprenait et l'on comprend toujours aujourd'hui le rôle de « réservoir » et d'espérances que peut représenter l'entreprise pour la « masse », le « flot » de jeunes diplômés que l'Université et les grandes écoles déversent sur le marché du travail.

N'est-on pas cependant passé d'une politique de « jeunes cadres » à une politique « pour les jeunes cadres » ?

Le fossé, l'écart important, qui se creuse entre ces cadres et nous-mêmes en ce qui concerne l'avancement et le potentiel d'espérance est-il justifié ?

Nous ne le pensons pas.

Cette politique développe chez de nombreux cadres « sortis du rang » une amertume telle, qu'ils risquent de devenir une masse passive d'algues et de laissés-pour-compte qui ne trouvent leurs satisfactions qu'au travers des week-ends prolongés, des 13^e et 14^e mois de la clé « sous le paillason » à dix-sept heures.

Plus grave encore, cette masse de « démotivés », par un phénomène de « tâche d'huile », risque de démotiver également les plus jeunes, et un jeune sans espoir d'avancement devient au sein d'une société un cancer difficilement opérable.

Cela existe déjà de façon très importante, notamment au sein des services opérationnels, car nombre de cadres autodidactes ont un commandement ou une responsabilité à leur tête.

S'il est équitable, d'autre part, que notre société ait le souci d'embellir et de promouvoir de jeunes cadres, il est également indigne qu'elle considère que ceux qui ont appris leur métier « sur le tas » constituent pour l'entreprise une somme de fiabilité, de fidélité et de longévité incontestable.

Il est évident qu'un cadre diplômé pourra plus aisément, compte tenu de sa formation, de sa polyvalence, connaître d'autres sociétés, occuper d'autres postes, être embauché ailleurs ; l'éventail de ses choix possibles face au marché du travail sera peu restreint.

Le raisonnement est différent pour un responsable « maison ». Son seul métier, sa seule formation, acquis au sein de l'entreprise, il sera déterminé à exercer ses fonctions en se maintenant dans le même secteur d'activités. Il ne pourra pas demain, ou avec difficulté, se « recaser » ailleurs.

Reste donc, afin qu'ils soient disponibles et motivés durant leur carrière au sein d'une même entreprise, à leur montrer qu'ils bénéficient à chances égales de critères d'avancement idéologiques, des mêmes avantages que leurs camarades diplômés qui, souvent plus jeunes et ne possédant pas la même expérience, voient rapidement arriver un « début de leur » au bout du tunnel.

Des erreurs stratégiques

Face à ce problème, le patronat effectue des erreurs stratégiques considérables.

En effet, cette catégorie de responsables représente, à bien des égards, la seule force qui, à l'exclusion de toute considération politique ou syndicale, puisse assurer l'équilibre entre les travailleurs et l'Etat-major. A ce titre, elle est en mesure, de minimiser, voire de résoudre de nombreux conflits. Encore faudrait-il que le commandement sache d'entourer et non se couper de ses collaborateurs de terrain. Or, de plus en plus fréquemment, il n'est constitué que de cadres qui, au-delà de leurs qualités intellectuelles indéniables, dans l'incapacité totale d'en prendre le « pouls » exact de la base et des individus qui la composent.

Douze années de présence au sein d'une importante société privée

n'ont permis de constater le peu d'intérêt dont font preuve les délégués syndicaux vis-à-vis de ce problème fondamental.

Cela est-il la conséquence d'une politique ou tout simplement du fait qu'au sein de l'entreprise peu d'agents syndiqués accèdent — et pour cause — au rang de cadre ?

Il est important d'ajouter le manque de solidarité de nos jeunes camarades diplômés face aux problèmes que nous rencontrons.

Cela est bien naturel : l'entreprise leur offrant un horizon socio-professionnel élargi, un éventail de possibilités sensiblement plus motivant que les nôtres, il leur est difficile face au commandement d'être solidaires.

Il y a coupeure, et, à cet égard, le patronat « joue sur du velours » en utilisant le réflexe de l'égoïsme et de l'individualisme. On a rarement vu, au cours de l'histoire, les catégories sociales favorisées prendre systématiquement « fait et cause » pour les plus démunies.

Oubliés par le patronat et exclus par les syndicats, incompris par les cadres de haut niveau, notre position est difficile. Faudra-t-il que nous créions un syndicat des cadres et agents de maîtrise autodidactes ?

(*) Cadre d'entreprise.

DINO BUZZATI



Un inédit par l'auteur du Désert des Tartares

Traduit de l'italien par Yves Panafieu

Collection « Pavillons »

ROBERT LAFFONT

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75007 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. Paris 0207-33

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE-D.O.M.-T.O.M.
273 F 442 F 611 F 769 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
483 F 862 F 1 241 F 1 628 F

ÉTRANGER
(par messagerie)
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
313 F 522 F 731 F 940 F
IL - SUISSE, TUNISIE
386 F 667 F 949 F 1 230 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (virements) versent dans l'ordre de leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : les abonnés sont invités à fournir leur demande une semaine au moins avant leur départ.
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.
Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-projets et capitaux d'impression.

سكول من (لافل)

DIPLOMATIE

Un entretien avec le chancelier Schmidt

(Suite de la première page.)

— Pensez-vous que la spécificité allemande qui découle de la partition puisse être plus importante que le rideau de fer, que l'appartenance de la R.F.A. à l'Ouest ?
— Qu'il y ait une spécificité, oui, mais elle n'est pas plus importante que le rideau de fer. Notre spécificité découle de l'existence du rideau de fer, de la division du pays. Il n'y a pas d'autre pays divisé en Europe. Ce qui sous-tend les soupçons qu'on devine dans vos questions, c'est, bien sûr, le fait que les deux parties de l'Allemagne réunies compteraient soixante-quinze millions d'habitants, ce qui est beaucoup comparé aux autres nations européennes. Et c'est pourquoi certaines personnes qui prétendent reconnaître les aspirations nationales allemandes seraient extrêmement inquiètes si la réunification devenait réellement une possibilité pratique.

— D'un point de vue économique, que serait un énorme pouvoir.
— Économiquement oui, mais aussi en termes de puissance de travail, et en termes militaires. Mais je n'y suis pour rien. Il est écrit dans la Constitution allemande que les Allemands doivent être de nouveau unifiés. Personne ne sait quand cela arrivera. Mais toute personne en fonction comme moi qui a prêté serment sur la Constitution est obligée de respecter le préambule de la Constitution.

Pendant longtemps les relations entre Bonn et Berlin-Est ont évolué parallèlement aux relations Est-Ouest. Nous avons maintenant l'impression que les premières sont nettement meilleures que les secondes.
— Non, elles ne sont pas bonnes, elles ne sont même pas normales. Lorsque j'ai vu Honecker (1), j'ai dit publiquement que nous étions encore très éloignés des relations de bon voisinage, que nous n'en étions pas encore à des relations raisonnables. Nous en sommes très loin.

Hors de question de punir mes compatriotes

— Qu'avez-vous ressenti le matin du 13 décembre quand vous êtes en Allemagne de l'Est, lorsque vous avez appris les événements de Pologne ? Avez-vous pensé à punir les compatriotes ?
— Non, je n'y ai pas pensé. C'était tout à fait hors de question. Pourquoi aurais-je puni mes compatriotes pour quelque chose qui venait de se produire dans un pays tiers ? Quelque chose sur quoi, ce dimanche matin, je n'avais vraiment aucune information sérieuse. Non, c'était hors de question. Quand je parle de punir mes compatriotes, c'est parce qu'ils espèrent cette vi-

sité depuis longtemps. Personnellement j'étais motivé par la volonté de donner espoir et confiance en leur avenir aux seize millions d'Allemands qui vivent de l'autre côté.

— C'était la raison de ma venue. Et je pense avoir réussi. Pourquoi aurais-je bûché cela à cause de la tragédie polonaise ? Manifestement la R.D.A. n'avait pas envoyé de troupes en Pologne, manifestement elle n'avait eu aucune influence sur ce qui arrivait à Varsovie. J'ai eu l'impression que Honecker était aussi surpris et réagissait au monde ébroué qu'ils avaient tout à l'avance. Mais je n'ai vu aucun service se manifester à quelque chef de gouvernement que ce soit avant le 13 décembre que quelque chose de cette sorte était en préparation pour cette date.

— Quelle est votre position sur le problème de la dette polonaise ?
— Je vous demande pardon, mais je n'en parlerai pas.

— Et à propos des sanctions demandées par les États-Unis ?
— Il n'y a pas la moindre différence entre notre position et celle des Français. Et je pense qu'eux comme nous, n'en changeront pas.

— Pensez-vous que les sanctions puissent être utilisées efficacement comme un moyen de pression sur les autorités soviétiques et polonaises ?
— Il est difficile d'extrapoler à partir de la tragédie polonaise. C'était une tragédie bien avant le 13 décembre. Un drame économique et psychologique. Les événements du 13 décembre, les fusillades, tout cela s'est additionné aux facteurs préexistants. Je pense que l'Ouest n'y peut rien mais doit condamner moralement la proclamation de la loi martiale et l'arrestation de six mille personnes, la rupture du dialogue entre l'État, l'Église et Solidarnosc. On doit demander que ces trois mesures soient rapportées. D'un autre côté, l'Occident devra poursuivre son aide économique lorsque le gouvernement militaire polonais aura satisfait à ces demandes. Les Polonais auront alors besoin d'une aide économique pour redresser leur très difficile situation économique.

— Accueillant, je ressens une très grande compassion pour la nation polonaise, une très profonde compassion. Je crois que ce sentiment est partagé par beaucoup, beaucoup d'Allemands. Ils envoient plusieurs dizaines de milliers de colis de vivres en Pologne pour une valeur de 100 millions de marks. Il s'agit d'initiatives personnelles individuelles. C'est beaucoup ; il y a une grande compassion dans ce pays et aussi un sentiment d'impuissance. Que pouvons-nous faire pratiquement pour améliorer la situation en Pologne ? Personne n'en sait réellement rien.

— Que pensez-vous du voyage de M. Wehner (2) à Varsovie ?
— Je suis impatient de l'entendre à son retour.

— C'est-il allié avec votre bénédiction ?
— Je n'étais pas au courant de ce voyage à l'avance. Il n'est pas membre du gouvernement.

La menace d'une dépression mondiale

— Les relations Est-Ouest ne sont pas tout. On a assisté ces dernières années à un début de dialogue Nord-Sud. Pensez-vous qu'il puisse être amplifié ?
— Oui. Ce serait une grande erreur que de reporter la tension Est-Ouest sur les relations Nord-Sud. La récession économique mondiale qui pourrait se transformer en dépression affecte les capacités économiques du tiers-monde et son bien-être d'une manière beaucoup plus aiguë qu'elle n'affecte nos propres réalisations économiques, que ce soit en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Italie ou en Grande-Bretagne.

— Il y a des tensions Est-Ouest tout particulièrement entre les deux super-puissances. Il y a des tensions qui découlent de la tragédie polonaise et qui impliquent votre peuple, mon peuple, d'autres encore. Mais on ne doit pas ignorer qu'un danger d'une même ampleur réside dans la situation économique mondiale.

— Nous connaissons le plus fort taux de chômage depuis 1939, nous avons les taux d'intérêt les plus hauts que nous ayons vus dans tous les pays européens. Jusqu'à présent personne n'a proposé de recette. Il existe des recettes partielles et nationales, mais personne pour l'instant n'a envisagé dans le domaine de la défense, de la sécurité ou dans celui des négociations sur le désarmement, vous vous trompez.
— En tant que social-démocrate, pensez-vous qu'il soit possible d'avoir une influence de l'extérieur sur les sociétés de type socialiste sans risquer en termes d'armement ?
— Ma réponse est positive, bien qu'il ne puisse s'agir que d'une influence limitée, qui pourrait se faire sentir graduellement sur une longue période.

— La France vient de signer avec l'Algérie ce que nous appelons un accord politique sur le gaza et publié en Union soviétique. Il s'agit d'un accord de ce genre ?
— Je ne connais pas suffisamment les termes de cet accord pour vous répondre. Mais je peux vous dire que je suis favorable à la stabilisation des prix d'exportation des matières premières en provenance des pays en développement. Je ne sais pas si l'accord franco-algérien va dans ce sens, mais je le pense.

— Êtes-vous optimiste quant à l'issue des négociations soviéto-américaines de Genève ou les considérez-vous comme un spectacle ?
— Ce serait un grand désastre s'il ne s'agissait que d'un spectacle. J'ai l'impression que les Russes et les Américains négocient sérieusement. Ils ont l'intention d'aboutir à un accord. Les uns et les autres, je présume, savent qu'il y a encore beaucoup à faire pour arriver à un compromis. Nous, Allemands, avons fait partie de grands efforts en 1977, 1978 et au début de 1979 pour convaincre les Américains qu'il ne fallait pas ignorer le déploiement des S. S-20 soviétiques. Nous avons aussi fait de grands efforts pour convaincre l'Union soviétique, une fois prise la décision de l'OTAN de rééquilibrer les forces, qu'il était dans son intérêt de négocier des limitations réciproques plutôt que de s'engager dans une course aux armements. Rien sûr, d'un point de vue allemand, l'option d'un dialogue serait la plus désirable car nous n'avons pas tellement envie d'avoir de nouvelles armes nucléaires sur notre sol. Mais il est absolument nécessaire qu'un équilibre soit atteint dans ce domaine. Il est difficile de faire des prédictions, mais nous n'avons pas beaucoup de temps : à la fin de 1983, si aucun accord n'est conclu, les Pershing 2 américains et les missiles de croisière seront mis en place en Europe et certains le seront sur le sol allemand. Personne ne peut dire que je m'en tiendrais à cette décision.

— Les Russes ont déployé quelque trois cents SS-20 mobiles, chacun étant équipé de trois têtes nucléaires indépendantes et il n'y a rien de ce genre du côté ouest-européen ou du côté américain. Ce déséquilibre doit être corrigé. A propos : alors que les deux superpuissances sont assises à la table des négociations à Genève, elles devraient s'abstenir de toute propagande en direction de pays qui ne sont pas engagés et de déclarations publiques qui ne servent en rien ces négociations.

La coopération franco-allemande : une nécessité fondamentale

— De quelle façon les relations ont-elles évolué entre la R.F.A. et la nouvelle majorité gouvernementale en France ? Quels sont vos rapports avec M. Mitterrand ?
— Je n'ai jamais eu la moindre difficulté à m'adapter à des changements de majorité lorsqu'ils interviennent dans des pays amis. C'est un phénomène normal qui se produit dans tous les pays de temps en temps, même s'il n'a pas eu lieu en Allemagne depuis douze ans.

— Je n'ai pas la moindre difficulté à écouter François Mitterrand et à lui parler. Nous allons avoir notre huitième rencontre. Depuis qu'il est entré en fonction, nous avons eu de nombreuses heures d'échanges, de discussions politiques à un niveau élevé, qu'il s'agisse des relations Est-Ouest, du Proche-Orient, des relations intra-européennes, de la Pologne, de l'Union soviétique.

— Je crois que le président et son gouvernement, du côté français, mon gouvernement et moi-même, du côté allemand, coopérons aussi harmonieusement et avec autant de compréhension mutuelle que dans les années 70. C'est une nécessité fondamentale pour l'Europe et aussi,

par conséquent, pour la France qu'il existe une étroite amitié et une alliance entre les Français et les Allemands. C'est aussi, une nécessité pour nous Allemands. Cela est compris par l'élite politique des deux côtés de la frontière, qu'il s'agisse des conservateurs, des libéraux, des sociaux-démocrates, des socialistes ; c'est pourquoi je suis réellement confiant en ce qui concerne la coopération entre nos deux pays. Et je suis que mes vues sont partagées par votre président.

— Êtes-vous aussi optimiste en ce qui concerne la coopération franco-allemande dans les affaires intra-européennes ? La politique agricole commune, la contribution britannique au budget européen, les relations avec les États-Unis ?
— Des difficultés sont apparues à plusieurs reprises dans la C.E.E. au cours des vingt-cinq dernières années. Elles apparaissent, on les résout, puis on les oublie. De temps en temps, comme cela arrive actuellement, les problèmes sont un peu plus aigus. D'autant plus que tous les membres de la C.E.E. ont des difficultés économiques et financières. Mais je crois que nous surmonterons ces problèmes, il n'y a certainement pas de fossés dans les attitudes et les jugements que la France et l'Allemagne portent sur ces questions.

— En ce qui concerne les rapports avec les États-Unis — les négociations commerciales ou les relations monétaires — la France et l'Allemagne n'ont pas de conceptions divergentes non plus.
— Nous voyons la situation du même œil. Non, je pense qu'il serait plutôt difficile de trouver des domaines dans lesquels des idées différentes de vue fondamentale. Bien sûr, vous rencontrerez parfois un sujet précis sur lequel nous mettons un accent différent. Il existe aussi des différences structurelles entre la France et l'Allemagne. La France dispose d'armes nucléaires, par exemple. L'Allemagne n'en dispose pas et ne cherche pas à entrer dans cette catégorie de pays. Cela donne à la France un poids différent de celui de l'Allemagne dans les affaires internationales.

— D'un autre côté, les Français ont beaucoup plus une modification institutionnelle de l'alliance. En réponse aux critiques qu'on peut entendre aujourd'hui, je répondrais ce que je vous disais à propos des problèmes de la C.E.E. : les problèmes surgissent, sont résolus et disparaissent. J'entends parler de crise de l'OTAN depuis le milieu des années 50. J'ai rencontré pour la première fois le sénateur Mike Mansfield au Congrès américain en 1956, quand il recommandait déjà le retrait des troupes américaines d'Europe. C'est vous dire si les problèmes sont anciens ! La voix des Européens est suffisamment forte s'ils prennent soin de la faire entendre. Il y a quinze membres de l'alliance dont treize sont européens. Pourquoi ne parlent-ils pas s'ils veulent être entendus ?

— Cela n'engage pas une modification institutionnelle. Cela ne doit pas non plus être confondu avec une sorte de foire : on doit écouter ce que l'autre dit. Parfois, la capacité et la volonté d'écouter est plus grande ; parfois, elle est moindre. Actuellement, il s'agit d'utiliser la volonté d'écouter.

— La plupart des Français ont l'impression que le Communauté européenne connaît une crise majeure, une crise structurelle et que nous n'avons pas affaire seulement à des problèmes régionaux ou techniques.
— Je comprends ce sentiment. La même chose est vraie aux États-Unis en ce qui concerne l'alliance atlantique, mais je ne l'exagère pas. Aucun des deux problèmes ne pourrait être résolu si l'Allemagne et la France s'opposaient. Dans le cas contraire, ils seront résolus. Un seul problème est apparu dans l'alliance : c'était dans les années 60, quand le général de Gaulle a retiré la France de l'organisation militaire de l'OTAN. Ce fut vraiment une grande crise. Une personne n'en parle aujourd'hui, et tout le monde a compris que la France, qu'elle soit membre de l'alliance ou non, est de l'organisation militaire intégrée, est un partenaire tout aussi digne de confiance que par le passé. Voilà l'exemple le plus significatif qu'on puisse trouver d'une crise structurelle de l'OTAN. Ce n'est pas la seule crise réelle institutionnelle de l'OTAN, et elle est pratiquement oubliée. Elle n'a pas affaibli la capacité de l'alliance de dissuader conjointement la superpuissance soviétique.

— Évoquez-vous dans vos entretiens avec François Mitterrand la politique des États-Unis en Amérique centrale ?
— Si je le faisais, je ne le dirais pas publiquement à l'avance.

— Pensez-vous qu'il s'agisse d'une crise régionale ou d'un nouveau chapitre de la guerre froide ?
— C'est une crise régionale avec des facteurs qui relèvent de la guerre froide. L'influence soviétique à Cuba et l'influence cubaine en Amérique centrale ne doivent pas être sous-estimées. Mais je ne veux vraiment pas me mêler à cette question ; j'ai beaucoup trop de problèmes pour me mêler des problèmes des autres peuples.

— Vendriez-vous des armes au Nicaragua ?
— Non, je ne le ferais pas. L'Allemagne a une politique de vente d'armes différente de celle de la France. Nous nous concentrons sur les seuls membres du pacte atlantique. Il y a quelques exceptions à cette règle, mais elles sont très peu nombreuses, nous ne vendrions certainement pas d'armes dans des régions de tension, où il existe un danger imminent de combats.

— La presse allemande s'est inquiétée de votre santé...
— Ma santé est bonne.

— Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et BERNARD BRIGOLEIX

(1) Premier secrétaire du parti communiste allemand.
(2) Président du groupe S.P.D. au Bundestag.

curité en Europe, d'une part, et la politique économique, de l'autre. Tout le monde a compris de quoi je parlais. Il y a quelques gens dans mon cercle de la politique, mais ils reconnaissent qu'ils n'ont pas une très grande marge de manœuvre si l'on tient compte des réalités.

— Vous attendez-vous à un débat très dur, à de grandes divisions ?
— A un débat oui, mais pas trop dur. Vous ne devez pas accorder trop d'importance à un congrès. Ni la Constitution française ni la Constitution allemande ne disent que les gouvernements sont dirigés par des cercles de la politique. Les partis d'opposition considèrent leur congrès comme très important. Les partis au pouvoir finissent par comprendre que ce qui compte réellement, c'est d'avoir la majorité au Parlement. Et je crois que je l'ai ; tout le monde peut le voir.

— Et comment voyez-vous la situation entre les sociaux-démocrates et les libéraux ?
— Ce sont des partis différents avec des histoires différentes, des programmes différents, des élections différentes. Ce ne sont certainement pas des jumeaux, ni même des frères, mais des alliés. Et vous avez parfois de petits débats entre alliés. Ce qui arrive en politique étrangère arrive aussi en politique intérieure. Ce ne veut pas dire que l'alliance va se briser, que la coalition va se briser. La démocratie consiste à donner des interviews, à faire des discours, et certains parfois peuvent entraîner des malentendus. Certains malentendus sont très graves. C'est ainsi que, si vous pensez que l'Allemagne abandonnera un jour ses positions dans le domaine de la défense, de la sécurité ou dans celui des négociations sur le désarmement, vous vous trompez.

— En tant que social-démocrate, pensez-vous qu'il soit possible d'avoir une influence de l'extérieur sur les sociétés de type socialiste sans risquer en termes d'armement ?
— Ma réponse est positive, bien qu'il ne puisse s'agir que d'une influence limitée, qui pourrait se faire sentir graduellement sur une longue période.

— Pouvez-vous nous donner un exemple ?
— La littérature française contemporaine est traduite en russe et publiée en Union soviétique. Il en va de même de la littérature allemande contemporaine. Évidemment, cela entraîne une influence. Cela ne changera pas la structure de la société soviétique du jour au lendemain. Cela ne changera pas la structure des gouvernements communistes ou des partis communistes, mais cela a une influence.

— Voilà ce que je veux dire par longue période. La même chose est vraie des échanges scientifiques, économiques, technologiques. Je suis sûr et j'ai été dans une vieille ville marchande où un proverbe dit que le commerce et les échanges économiques facilitent l'instauration de la paix en obligeant les gens à se parler, à se comprendre, à dépendre l'un de l'autre. Cela dit, s'il y a des influences, elles sont, bien sûr, trop faibles pour changer la structure de l'Union soviétique, ce à quoi on assiste en Pologne, c'est à une crise du système communiste d'empire soviétique, due à son incapacité à s'adapter aux nécessités de la nature humaine, aux courants et aux exigences d'une société et d'une économie modernes. Ce système est trop rigide pour changer, s'adapter, se réformer. Je pense que les influences plus fortes en provenance de l'Ouest seraient bénéfiques pour les peuples qui vivent là-bas mais ces influences ne vont pas très vite se renforcer.

— La coopération franco-allemande : une nécessité fondamentale.
— De quelle façon les relations ont-elles évolué entre la R.F.A. et la nouvelle majorité gouvernementale en France ? Quels sont vos rapports avec M. Mitterrand ?
— Je n'ai jamais eu la moindre difficulté à m'adapter à des changements de majorité lorsqu'ils interviennent dans des pays amis. C'est un phénomène normal qui se produit dans tous les pays de temps en temps, même s'il n'a pas eu lieu en Allemagne depuis douze ans.

— Je n'ai pas la moindre difficulté à écouter François Mitterrand et à lui parler. Nous allons avoir notre huitième rencontre. Depuis qu'il est entré en fonction, nous avons eu de nombreuses heures d'échanges, de discussions politiques à un niveau élevé, qu'il s'agisse des relations Est-Ouest, du Proche-Orient, des relations intra-européennes, de la Pologne, de l'Union soviétique.

— Je crois que le président et son gouvernement, du côté français, mon gouvernement et moi-même, du côté allemand, coopérons aussi harmonieusement et avec autant de compréhension mutuelle que dans les années 70. C'est une nécessité fondamentale pour l'Europe et aussi,

par conséquent, pour la France qu'il existe une étroite amitié et une alliance entre les Français et les Allemands. C'est aussi, une nécessité pour nous Allemands. Cela est compris par l'élite politique des deux côtés de la frontière, qu'il s'agisse des conservateurs, des libéraux, des sociaux-démocrates, des socialistes ; c'est pourquoi je suis réellement confiant en ce qui concerne la coopération entre nos deux pays. Et je suis que mes vues sont partagées par votre président.

— Êtes-vous aussi optimiste en ce qui concerne la coopération franco-allemande dans les affaires intra-européennes ? La politique agricole commune, la contribution britannique au budget européen, les relations avec les États-Unis ?
— Des difficultés sont apparues à plusieurs reprises dans la C.E.E. au cours des vingt-cinq dernières années. Elles apparaissent, on les résout, puis on les oublie. De temps en temps, comme cela arrive actuellement, les problèmes sont un peu plus aigus. D'autant plus que tous les membres de la C.E.E. ont des difficultés économiques et financières. Mais je crois que nous surmonterons ces problèmes, il n'y a certainement pas de fossés dans les attitudes et les jugements que la France et l'Allemagne portent sur ces questions.

— En ce qui concerne les rapports avec les États-Unis — les négociations commerciales ou les relations monétaires — la France et l'Allemagne n'ont pas de conceptions divergentes non plus.
— Nous voyons la situation du même œil. Non, je pense qu'il serait plutôt difficile de trouver des domaines dans lesquels des idées différentes de vue fondamentale. Bien sûr, vous rencontrerez parfois un sujet précis sur lequel nous mettons un accent différent. Il existe aussi des différences structurelles entre la France et l'Allemagne. La France dispose d'armes nucléaires, par exemple. L'Allemagne n'en dispose pas et ne cherche pas à entrer dans cette catégorie de pays. Cela donne à la France un poids différent de celui de l'Allemagne dans les affaires internationales.

— D'un autre côté, les Français ont beaucoup plus une modification institutionnelle de l'alliance. En réponse aux critiques qu'on peut entendre aujourd'hui, je répondrais ce que je vous disais à propos des problèmes de la C.E.E. : les problèmes surgissent, sont résolus et disparaissent. J'entends parler de crise de l'OTAN depuis le milieu des années 50. J'ai rencontré pour la première fois le sénateur Mike Mansfield au Congrès américain en 1956, quand il recommandait déjà le retrait des troupes américaines d'Europe. C'est vous dire si les problèmes sont anciens ! La voix des Européens est suffisamment forte s'ils prennent soin de la faire entendre. Il y a quinze membres de l'alliance dont treize sont européens. Pourquoi ne parlent-ils pas s'ils veulent être entendus ?

— Cela n'engage pas une modification institutionnelle. Cela ne doit pas non plus être confondu avec une sorte de foire : on doit écouter ce que l'autre dit. Parfois, la capacité et la volonté d'écouter est plus grande ; parfois, elle est moindre. Actuellement, il s'agit d'utiliser la volonté d'écouter.

— La plupart des Français ont l'impression que le Communauté européenne connaît une crise majeure, une crise structurelle et que nous n'avons pas affaire seulement à des problèmes régionaux ou techniques.
— Je comprends ce sentiment. La même chose est vraie aux États-Unis en ce qui concerne l'alliance atlantique, mais je ne l'exagère pas. Aucun des deux problèmes ne pourrait être résolu si l'Allemagne et la France s'opposaient. Dans le cas contraire, ils seront résolus. Un seul problème est apparu dans l'alliance : c'était dans les années 60, quand le général de Gaulle a retiré la France de l'organisation militaire de l'OTAN. Ce fut vraiment une grande crise. Une personne n'en parle aujourd'hui, et tout le monde a compris que la France, qu'elle soit membre de l'alliance ou non, est de l'organisation militaire intégrée, est un partenaire tout aussi digne de confiance que par le passé. Voilà l'exemple le plus significatif qu'on puisse trouver d'une crise structurelle de l'OTAN. Ce n'est pas la seule crise réelle institutionnelle de l'OTAN, et elle est pratiquement oubliée. Elle n'a pas affaibli la capacité de l'alliance de dissuader conjointement la superpuissance soviétique.

— Évoquez-vous dans vos entretiens avec François Mitterrand la politique des États-Unis en Amérique centrale ?
— Si je le faisais, je ne le dirais pas publiquement à l'avance.

— Pensez-vous qu'il s'agisse d'une crise régionale ou d'un nouveau chapitre de la guerre froide ?
— C'est une crise régionale avec des facteurs qui relèvent de la guerre froide. L'influence soviétique à Cuba et l'influence cubaine en Amérique centrale ne doivent pas être sous-estimées. Mais je ne veux vraiment pas me mêler à cette question ; j'ai beaucoup trop de problèmes pour me mêler des problèmes des autres peuples.

— Vendriez-vous des armes au Nicaragua ?
— Non, je ne le ferais pas. L'Allemagne a une politique de vente d'armes différente de celle de la France. Nous nous concentrons sur les seuls membres du pacte atlantique. Il y a quelques exceptions à cette règle, mais elles sont très peu nombreuses, nous ne vendrions certainement pas d'armes dans des régions de tension, où il existe un danger imminent de combats.

— La presse allemande s'est inquiétée de votre santé...
— Ma santé est bonne.

— Propos recueillis par JACQUES AMALRIC et BERNARD BRIGOLEIX

(1) Premier secrétaire du parti communiste allemand.
(2) Président du groupe S.P.D. au Bundestag.

Les Caraïbes cet hiver.

Allez-y en croisière avec Mermoz.

Vous qui êtes avide de voyage, de découverte, de nouveaux horizons, mais aussi de confort et de détente, vous avez choisi de "faire" les Caraïbes en croisière. Quelques heures ont suffi pour vous déposer en plein rêve, à Miami, où vous attend votre hôtel flottant : le Mermoz.

Plaisir double : grand service et escales de rêve.

A bord, le service et le confort d'un quatre étoiles de grande tradition. C'est l'Art de vivre en mer ! Service et cuisine à la française, personnel prévenant et discret, cabines et salons confortables, spectacles de choix. Nagez, bronchez, faites du sport ou lézardez au bord de la piscine pendant que Mermoz navigue d'île fleurie en île dorée sous le soleil des tropiques. Profitez des Caraïbes, mais aussi fabuleux Yucatan avec ses dieux aux yeux de jade et ses pyramides enfouies dans la jungle.

En février et mars, Mermoz propose au départ de Miami plusieurs formules de croisières de 13 à 24 jours avec extensions vers la Floride ou la Louisiane d'Autant en emporte le vent.

En avril les amoureux de la mer pourront retraverser l'Atlantique de Miami à Toulon.

Départs de Paris : 4-14-25 février 82 - 7-18-28 mars 82
Miami - Toulon du 9 au 27 avril 82.

CROISIÈRES PAQUET

N°1 de la croisière en France.

Demandez le catalogue et renseignez-vous auprès de votre Agence de Voyages ou Croisières Paquet : Paris, 5 Bd Malesherbes - Tél. 266.57.59

523 21 10 10 10

AFRIQUE

A Addis-Abeba

Une délégation sahraouie siège pour la première fois à une conférence de l'O.U.A.

De notre envoyé spécial

Addis-Abeba. — La trente-huitième session ordinaire du conseil des ministres de l'Organisation de l'unité africaine s'est ouverte lundi 22 février à Addis-Abeba sur un spectacle coup de théâtre : pour la première fois, une délégation de la République arabe sahraouie démocratique a été admise à participer aux travaux. Cette décision, si elle est entérinée, pourrait avoir de sérieuses conséquences sur l'avenir du conflit sahraoui.

Peu avant l'heure prévue pour la cérémonie d'ouverture, la délégation sahraouie avait pris place — entre celle du Nigeria et celle du Rwanda — derrière un écriteau portant la mention R.A.S.D. Se détachant visiblement sur leurs longues sandales bleues, un badge indiquait leur qualité de « délégué » à part entière. Aucun doute : les Sahraouis se trouvaient là de plein droit. Leur « ministre des affaires étrangères », M. Ibrahim Hakim, visiblement comblé, fumait un long havane en attendant le début des travaux. Dès qu'elle découvrit sa présence, la délégation marocaine quitta la salle pour n'y plus revenir. M. Robert Onko, chef de la diplomatie kéényane et président en exercice du conseil, apparemment aussi surpris que d'autres, organisa en coulisses une réunion impromptue qui retarda de plus d'une heure le début des travaux.

Que s'était-il passé ? Comme souvent, aucune explication officielle n'a été fournie par le porte-parole de l'Organisation. En fait, le secrétaire général, M. Eden Kodjo, a pris l'initiative — ou ignore quand — d'inviter par écrit la R.A.S.D. à siéger en qualité de membre. Sans doute avait-il reçu au préalable une demande en ce sens des vingt-six pays — sur les cinquante que compte l'Organisation — qui étaient prononcés au sommet de Freetown en juin 1980, en faveur de l'admission des Sahraouis.

Une turbulente séance a suivi, lundi, la cérémonie d'ouverture. M. Kodjo a expliqué qu'il s'agit d'un article 28 de la charte de l'O.U.A. : « Tout Etat africain indépendant et souverain peut notifier au secrétaire général son intention d'adhérer. L'admission est décidée à la majorité des Etats membres ». Il se rangeait ainsi aux arguments du Front Polisario, pour lequel cette question était une simple « formalité administrative ».

Plusieurs délégations favorables aux thèses marocaines, notamment le Soudan, le Sénégal, la Guinée et les Comores, ont vivement critiqué M. Kodjo, lequel, en ne les informant pas, aurait pour le moins « manqué de courtoisie » à l'égard des chefs d'Etat qui sont, selon le représentant de Dakar, seuls habilités à trancher cette affaire. Ils ont rappelé que l'article 28 ne peut être appliqué à la R.A.S.D. puisque celle-ci ne représente pas un « Etat souverain et indépendant ».

Les débats à huis clos devaient se poursuivre mardi avec les interventions des partisans de la R.A.S.D. et en l'absence des Marocains. Comment va réagir Rabat ? L'ambassadeur marocain à Khartoum et chef de la délégation chérifienne, M. Mouline, a dénoncé lundi une « manœuvre » et réaffirmé que son pays « ne pourra jamais s'asseoir à

la même table que les représentants d'une République imaginaire ». En privé, ses collaborateurs fustigent l'« irresponsabilité » de M. Kodjo. Le Maroc, par le passé, a régulièrement menacé de quitter l'Organisation panafricaine au cas où la R.A.S.D. y serait admise, en violation de la procédure de vote qualifiée qu'il préconise. L'incontestable victoire remportée lundi par les Sahraouis aggrave l'isolement de Rabat et réduit sa marge de manœuvre. Combien de pays sont prêts aujourd'hui à cligner la paupière, derrière le Maroc, en prenant le risque d'une scission de l'O.U.A. ?

M. Kodjo a pris Rabat à contrepied. Après la récente réunion du « comité des sages » de l'O.U.A., qui confiait au président Arap Moi une mission de médiation, le Maroc semble avoir baissé sa garde : il n'était même pas représenté par un ministre, alors que les Sahraouis, présents depuis une semaine, avaient préparé avec soin cette réunion et affichaient maintenant leur satisfaction.

Reste la question-clé. Pourquoi M. Kodjo — qui se refuse à tout commentaire — a-t-il accepté d'accomplir un geste auquel il s'était obstiné refusé depuis près de deux ans ? Par lassitude ? Il était de

plus en plus irrité d'être le « bouc émissaire » de ce conflit de procédure et, en juin à Nairobi, il avait rappelé les chefs d'Etat à leur responsabilité, en affirmant « ne plus vouloir faire les frais d'une situation contradictoire ». Il avait d'ailleurs esquissé un pas vers le Polisario, en convenant plus nettement que par le passé du caractère purement « administratif » du problème de l'admission. Lundi, il a reconnu avoir été soumis à de vives pressions en tous sens.

M. Kodjo envisage de briser cette année un second mandat de secrétaire général. A-t-il voulu consolider ses chances, en répondant au vœu de la majorité des Etats membres, fût-ce une majorité étroite ? C'est l'avis des Marocains. En tout cas, sa décision rend quelque peu incongrue la tenue d'un référendum au Sahara occidental, car de deux choses l'une : ou bien une consultation qui offre aux populations le choix entre l'indépendance et l'intégration au Maroc doit être organisée pour attester la volonté d'indépendance du peuple sahraoui, et, en attendant, la R.A.S.D. n'est pas un Etat totalement souverain ; ou bien la R.A.S.D. est un Etat membre à part entière de l'O.U.A., et, dans ce cas, aucune consultation populaire ne pourra s'y ajouter à sa légitimité.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Madagascar

Des inondations ont accru les difficultés du régime

Alors que la situation politique continue de se dégrader et que l'économie s'effondre, Madagascar vient de subir de graves inondations. Le président Ratsiraka, aux prises avec de sérieuses difficultés, a annoncé son intention de briser cette année, à une date encore indéterminée, un second mandat de sept ans.

Dans la région de Tananarive, les pluies diluviennes de janvier ont provoqué des éboulements, la rupture de plusieurs digues ainsi que la coupure de routes et de voies ferrées. Les zones agricoles de la côte orientale et du lac Alaotra ont également été dévastées par une série de cyclones. Les sinistrés se comptent par dizaines de milliers. Dans la seule capitale, le chiffre officiel des sinistrés s'élevait, voilà dix jours, à 65 000 personnes, contraintes d'évacuer leurs habitations de la ville basse.

Plus de la moitié de la première récolte annuelle de riz — aliment de base — serait perdue. Le président Ratsiraka, qui a parcouru au début de février, des zones sinistrées, a estimé que plus de 25 000 hectares de terres en cultures avaient été inondées. Le Conseil national de secours malgache a créé cent soixante-quinze centres d'hébergement dans des églises, des temples et des écoles. Des dons ont été offerts par plusieurs gouvernements (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Union soviétique, etc.), et l'Assem-

blée européenne a voté une aide d'urgence à l'unanimité.

Cette catastrophe naturelle est intervenue dans un climat de « violence » et de « détérioration de l'économie » dénoncées par la dernière conférence épiscopale malgache (le Monde du 21 janvier). L'insécurité gagne les campagnes, notamment dans le Sud, où des bandes armées pillent ou rançonnent les villages. Les produits de première nécessité — huile, savon, sucre — sont de plus en plus souvent défectueux. Les caisses de l'Etat sont vides. Le Fonds monétaire international, sans doute avec l'accord des Etats occidentaux, semble prêt à offrir une aide à la condition qu'une sérieuse remise en ordre ait lieu au niveau de l'Etat. Mais le régime semble incapable d'opérer un redressement.

A cet égard, le remaniement ministériel du 15 janvier (le Monde des 17 et 18 janvier) semble avoir été guidé par le double souci de chasser du gouvernement des éléments corrompus et d'en écarter les membres politiquement les moins sûrs. Madagascar vit, en effet, depuis le renversement en 1972 de Tsiranana par un mouvement populaire, dans une ambiance de complots feutrés, réels ou imaginaires. Au pouvoir depuis 1975, le capitaine de frégate, Didier Ratsiraka, paraît de plus en plus victime, selon de nombreux témoignages, d'une « obsession » du complot et s'entoure d'une protection de plus en

plus minutieuse, organisée avec l'aide de Nord-Coréens et de Soviétiques.

Le dernier complot en date (le Monde du 26 janvier) — réel, semble-t-il, — aurait été déjoué à la suite d'une trahison. Selon une source digne de foi, les comploteurs auraient été arrêtés dans la soirée du 16 janvier, lors de leur dernière réunion et alors que des explosifs avaient été introduits à l'intérieur du palais présidentiel. Selon la même source, quatre-vingt-deux personnes auraient été placées sous les verrous, dont cinq colonels et un religieux, le R.P. Joseph Noël Ranaivo, vicaire d'Ambatolomita, paroisse proche de la présidence. Alors que les blindés légers de la gendarmerie commencent à patrouiller dans Tananarive, le chef de l'Etat aurait clandestinement gagné par avion la base aérienne aménagée par les Soviétiques près de Diego-Suarez.

A l'exception du premier ministre et du ministre de l'intérieur, le reste du gouvernement aurait également évacué la capitale malgache. M. Monja Joana, le vieux dirigeant sudiste qui préside actuellement le Conseil suprême de la révolution (C.S.R.), aurait dû lui-même faire appel à ses propres partisans pour assurer sa protection. Toute l'opération aurait été déjouée par le colonel Raveloson Mahasampo, beau-frère du président, qui dirige la DGID (Direction générale de l'information et de la documentation), police politique du régime.

Selon l'hebdomadaire Jeune Afrique, la sécurité du régime reposerait également sur trois unités « bien équipées » : la COSEP (Compagnie de sécurité présidentielle), qui protège le palais présidentiel avec l'aide de vingt blindés légers et d'armement lourd soviétique ; le RESEP (Régiment de sécurité présidentielle), dont les sept cents hommes seraient membres de l'AREMA (Avant-garde de la révolution malgache, parti du président), encastré par des Nord-Coréens et cantonné à l'avalanche, près de Tananarive ; enfin, le régiment de la Mahajamba, « spécialisé dans la répression des émeutes ».

Inviquant des raisons d'économie, le chef de l'Etat a annoncé (le Monde du 12 janvier) le report à 1983 des élections législatives qui devaient avoir lieu cette année. Le remaniement ministériel du 15 janvier — ainsi que celui du C.S.R., intervenu le même jour — devraient permettre à M. Ratsiraka de se faire désigner candidat unique à l'élection présidentielle, seul scrutin maintenu. La D.G.I.D. serait chargée de veiller à ce que l'ordre soit maintenu : la législation lui permet, en effet, de détenir au secret tout individu pendant des périodes de quinze jours renouvelables indéfiniment, à condition d'obtenir l'accord du procureur de la République.

L'expulsion récente (le Monde du 20 février), après quatre jours de détention au secret, d'un avocat français, M. Hamel, correspondant d'Amnesty International accusé d'être une « filiale de la C.I.A. », semble priver les détenus malgaches de l'un de leurs derniers moyens légaux de défense. Aucun avocat local n'aurait, en effet, pris le relais de M. Hamel, qui tentait d'assurer la défense de nombreux détenus, notamment des trois officiers internés sans jugement depuis cinq ans.

J.-C. POMONTI.

INVENTAIRE AFRICAIN

(Suite de la première page.)

L'ouvrage s'ouvre sur une mise en question : celle des cultures reçues du passé et des identités culturelles présentes. Les dégradations et les ruptures sont montrées, comme est montré l'effet colonial, dont Césaire disait qu'il a fait « éclore » la « culture indigène ». Les assistances techniques apparaissent aussi dans leurs incidences culturelles : néfastes, notamment dans le domaine de l'enseignement et des « mimétismes » aux conséquences négatives et onéreuses. Mais, à l'inverse, les tendances à la réappropriation culturelle sont manifestes, et non seulement sous les formes de la négritude (affirmation des intellectuels noirs) ou de l'authenticité (stratégie des politiques). La révolution « du passé » : la revendication du patrimoine, la reprise des métiers de faire, la capacité d'innovation en deviennent les révélateurs. Les religions expriment et organisent les forces culturelles, leur histoire est sous un certain regard l'histoire même du monde noir. Elles sont maintenant remises en mouvement comme le sont les sociétés africaines : reprise des cultes de la tradition, bricolage du sacré par les gestionnaires des sectes, christianisme en voie de s'africaniser, islam en expansion et donc en phase militante. Les apparences modernistes ne peuvent cacher le recours aux forces estimées capables de gouverner les destins individuels et collectifs.

En trois décennies, le paysage sociologique africain a été profondément bouleversé. Les hommes se sont multipliés avec une croissance annuelle de 2,5 % à 3 %, mais l'espace est inégalement occupé et les densités différentielles peuvent aggraver les inégalités matérielles de ressources. La population noire

ex ploie de jeunesse, pour plus de la moitié elle est composée de moins de vingt ans — véritable masse de réserve du changement ou de la révolution. L'urbanisation progresse sans limites : plus de soixante villes de cent mille habitants où il n'y en avait que cinq en 1940. Les migrations, le salariat, mais aussi le chômage, le parasitisme social, l'insécurité accompagnent cette mutation. Une cassure s'est établie, malgré les relations de divers ordres maintenues avec les villages d'origine, entre les villes et le monde rural ; les grandes agglomérations attirent et désorientent, elles accusent les inégalités, mais elles incitent aussi à l'innovation. Décaissent le constat de carence des élites : mode des cerveaux, trahison des clercs, complaisance bureaucratique, accaparement et « mercenariat » au statut quo ; les notables de tradition étant un peu hâtivement jetés aux oubliettes.

Si l'Afrique ancienne est pays des « miracles », elle n'est encore guère propice dans ses formes modernes au miracle économique. La pauvreté la gouverne (treize des vingt et un pays les plus pauvres du monde sont africains), la famine ne l'épargne pas, la sécheresse la stérilise cycliquement. Dans ses économies, elle reste soumise au régime d'une indépendance fort restreinte : c'est la dépendance à l'égard des grandes firmes (« un colonialisme bien pire que l'ancien », a dit Félix Houphouët-Boigny), l'échange inégal, l'endettement. C'est aussi l'accumulation des incertitudes, quant à la diversification de la production, au code régissant les investissements, aux règles définissant le mode de production. C'est encore le jeu d'un développement inégal de pays à pays, et de région à

région à l'intérieur des frontières d'un même ensemble national. La règle d'airain veut qu'« on ne prête qu'aux riches », et donc que l'écart se creuse entre pays en cours de développement et pays à économie stagnante sinon régressive. Ce qui ne manque pas d'affecter les relations inter-africaines, les plus avantageuses n'étant guère décidées à financer la solidarité au profit des plus démunies. Decestra, dans son souci de ne jamais céder au catastrophisme, ne pousse pas les ordres et les limites. Du côté de celles-ci : la découverte de nouvelles ressources (et notamment du pétrole paraissant moins inégalement réparti), la lutte contre la monoculture, le début de l'industrialisation, et surtout la recherche de voies originales du développement.

Decestra consacre environ la moitié de son livre aux questions politiques ; il y investit son expérience cumulée des vingt-cinq dernières années. Il s'attache à effacer de fausses images : tous les gouvernements africains ne sont pas des militaires (dix-neuf Etats sur cinquante et un), tous les régimes ne sont pas de la sorte (une dizaine échappent à la règle) et lorsqu'ils le sont, une certaine démocratisation n'est pas exclue pour quelques-uns d'entre eux, toutes les successions ne débouchent pas sur de graves désordres. En somme, il s'agit de montrer que l'Etat « sauvage » n'est pas une nécessité, sans nier le pouvoir de la démission tragique en termes (des grands, Centrafrique, Guinée Equatoriale) et l'existence de totalitarismes s'affirmant ou non progressivement. Combattant « le mythe de la fatalité des dictatures », Decestra recherche les contre-pouvoirs à l'Etat naissant : syndicats ou associations, ou mouvements sociaux de colo-

nisation souvent religieuse. On peut regretter que le détour sociologique n'ait pas été effectué afin de manifester avec plus de détails les caractéristiques des pouvoirs africains.

Mais la politique n'est pas seulement déterminée du dedans, à l'est aussi du dehors. Ce qui conduit à considérer l'Afrique en tant qu'enjeu — stratégique, économique, culturel — et objet de séduction. Les puissances traitent trop souvent le continent comme si elles avaient à y défendre d'anciennes frontières, ou à en tracer de nouvelles comme c'est notamment le cas de l'Union soviétique. La capacité africaine à jouer des compétences au profit du monde noir reste faible : elle ruse, elle cantonne et elle subit. Elle s'efforce aussi de tirer avantage du poids relatif des pays d'Afrique au sein des organisations internationales : sur trois Etats représentés à l'ONU, un se localise en Afrique.

Cette dernière doit d'abord compter sur ses propres forces, elle subit la contrainte de les regrouper. Elle n'y parvient que lentement : le panafricanisme ne se réalise guère par le moyen de l'Organisation de l'unité africaine, les unions régionales ont d'abord un caractère technique lorsqu'elles s'effectuent, les tensions, les conflits et les sautes humeurs durables opposent et affaiblissent. Decestra clôt son inventaire en évoquant l'« Afrique des Africains ». C'est un nouvel horizon donné à des nations nouvelles et vieilles à la fois, parties à la rencontre d'une histoire qui ne serait plus l'ombre portée (portée aussi comme un fardeau) de celle des autres.

GEORGES BALANDIER.

* Vieille Afrique, Jeunes nations, Perspectives internationales, P.U.F., 301 p., 98 F.

Vient de paraître chez DORET

Comme nous l'avons annoncé, DORET poursuit l'édition de ses publications techniques sur les méthodes modernes de classement, de signalisation, de protection et de présentation des documents. Dès aujourd'hui, DORET tient à votre disposition les quatre premiers fascicules de sa collection :

1. — Produits adhésifs.
2. — Présentation et classement.
3. — Reliures et accessoires.
4. — Informatique.

Jouez la bonne carte en choisissant le produit DORET parfaitement adapté à sa fonction et utilisé comme il convient ; vous éviterez ainsi le gaspillage et vous multipliez l'efficacité dans votre Entreprise. C'est le but de la Documentique. Consultez votre Papeter-Spécialiste : il vous fera profiter de son expérience.

Ou demandez à votre Secrétaire de renvoyer le coupon ci-dessous.

Pour recevoir gratuitement la série des publications techniques DORET et, en particulier, les deux fascicules qui viennent de paraître concernant les produits pour la Reliure des documents et pour l'Informatique, renvoyer ce coupon à : DORET - 93115 Rosny-sous-Bois Cedex

Nom _____

Fonction _____

Entreprise _____

Secteur d'activité _____

Adresse complète _____

Téléphone _____



La documentique

ASIE

Afghanistan

Selon des sources occidentales

UN GÉNÉRAL SOVIÉTIQUE A TROUVÉ LA MORT LE 19 JANVIER

Un général soviétique a trouvé la mort à bord d'un hélicoptère abattu par une roquette tirée par des moudjahidines afghans, a-t-on annoncé ce mardi 23 février de source diplomatique occidentale à New-Delhi.

Le général P.I. Chikhtchenko, ainsi que deux autres officiers soviétiques et un Afghani, ont été tués le 19 janvier dans la province de Pakhtia, non loin de la ville de Khost, au sud-est de Kaboul. L'appareil a été récupéré et les corps ont été rapatriés. — (Reuters, A.P.).

La visite en France du ministre sud-coréen des affaires étrangères

M. LHO A EU AVEC M. MITTERRAND « UNE CONVERSATION AMICALE ET SATISFAISANTE »

Le ministre sud-coréen des affaires étrangères, M. Lho Shin-yong, en visite officielle en France, a été reçu lundi 22 février par le président de la République, M. François Mitterrand, au palais de l'Élysée, où il a rencontré M. Mitterrand et M. Barrot, ministre de l'Économie et des Finances.

M. Lho a remis notamment au chef de l'État un message du général Chun, président de la République sud-coréenne, exposant les vues de Séoul au sujet de la réunification de la péninsule et évoquant l'évolution favorable des relations avec la France. A sa sortie de l'Élysée, M. Lho a déclaré qu'il avait eu avec M. Mitterrand « une conversation amicale et satisfaisante ».

Du côté sud-coréen, on est également satisfait des entretiens qu'a eus lundi soir M. Lho avec MM. Jospin et Chirac. Le ministre français des relations extérieures, qui a offert un dîner de travail à M. Lho, se rendra cette année en Corée du Sud, indique-t-on de source coréenne.

Mardi, après avoir visité la centrale nucléaire de Tricastin et déjeuné au Commissariat à l'énergie atomique, M. Lho offre une réception à l'hôtel Crillon, à Paris. Il quitte la France en fin de journée.

Chine

LE PREMIER MINISTRE MAROCAIN, M. Maati Boudhid, est arrivé, lundi 22 février, à Pékin pour une visite officielle d'une semaine en Chine, la première effectuée dans ce pays par un chef de gouvernement marocain. — (A.F.P.).

LA COPROPAGI

réalisée pour vous votre appartement et votre ville dans le Sud de la France

MER: Biarritz, Cap-Féridé (66) Grasse, St-Martin (Camargue)

MONTAGNE: Les Angles (près de Font Romeu)

Aussi à: Toulouse, Lourdes, Tarbes, Mazamet, St-Raphaël

Rapport qualité prix exceptionnel

Rens. COPROPAGI

26, avenue L. Blum

31500 Toulouse

Tél. (61) 48.35.84

Non:

Adresse:

Intéressé par:

COMITÉ DE COOPÉRATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

FRANCE-NICARAGUA

Dans l'effort exceptionnel que le Nicaragua a entrepris dans le domaine de la formation, le but du Comité est de développer des contacts culturels, scientifiques et techniques entre les deux pays, dans des domaines divers:

- Coopération universitaire, médecine, agronomie, sciences de la terre, génie civil, pêche, pharmacie...
- Accueil de boursiers, missions au Nicaragua,
- Envoi de documentation, matériel,
- Echanges entre laboratoires.

Renseignements: X. GUYON, Bât. 423, Faculté, 91405 ORSAY

Adhésions 100 F, CCP 33-324-86 X La Source

PROCHE-ORIENT

UNE CASCADE DE « PETITES PHRASES »

Les laborieuses « clarifications » du gouvernement français sur sa politique au Proche-Orient

La France tient-elle un triple langage sur le Proche-Orient, selon qu'elle s'exprime par la voix de M. Mitterrand, de M. Pierre Mauroy ou du ministre des relations extérieures, M. Claude Chaysson ? Ou s'agit-il simplement d'un mauvais coordination au sein du gouvernement ? Ou bien les socialistes s'adaptent-ils, du mieux qu'ils peuvent, aux réalités qu'ils découvrent de leur arrivée au pouvoir ?

Jeudi soir 18 février à Tunis, M. Pierre Mauroy rajoute à son tour une petite phrase, qui donne un son de cloche nouveau, affirmant « la fidélité de la France à l'entente pour le peuple palestinien ». Il explique ensuite aux journalistes qu'il avait voulu rétablir l'équilibre, les socialistes ayant souvent parlé de l'« amitié » pour Israël et des « droits » de l'État hébreu; alors que pour les Palestiniens, « il n'était question que de droits ». « Or, souligne-t-il, Paris a toujours parlé de son amitié pour le peuple palestinien ». Il explique ensuite aux journalistes qu'il avait voulu rétablir l'équilibre, les socialistes ayant souvent parlé de l'« amitié » pour Israël et des « droits » de l'État hébreu; alors que pour les Palestiniens, « il n'était question que de droits ». « Or, souligne-t-il, Paris a toujours parlé de son amitié pour le peuple palestinien ».

Vendredi soir, à la réception offerte par l'ambassadeur de France à Tunis, peu après que M. Mauroy ait rendu un éloges remarqué à l'œuvre accomplie par la Ligue arabe, un collaborateur présente au premier ministre, entouré de journalistes et d'invités, une dépêche faisant état de la déclaration de M. Chaysson à Abu-Dhabi. Le titre

annoncé qu'un « Etat palestinien doit être créé dans les territoires occupés ». Le collaborateur ajoute que le Quai d'Orsay démentirait. Dans le brouhaha, M. Mauroy paraît perplexe et donne l'impression de se demander s'il ne s'agit pas d'une maladresse de M. Chaysson.

A deux pas de là, cependant, M. Hubert Vedrine, conseiller diplomatique de l'Élysée, explique à d'autres journalistes que la déclaration de M. Chaysson ne contredit pas la politique définie par le chef de l'État. Samedi matin, un collaborateur du premier ministre laisse entendre qu'il devait y avoir une gradation, entre les propos de M. Mauroy et ceux de M. Chaysson, mais que celui-ci, ayant parlé trop tôt, « c'était loupé pour la coordination ». M. Mauroy précise ensuite, sans qu'on le lui ait demandé, qu'il n'avait lu que le titre de la dépêche, qu'il savait que M. Chaysson était chargé « de clarifier les choses et de les recentrer » à l'occasion de sa tournée dans le Golfe et, à la suite de déclarations du chef de l'État, dont on aurait pu déduire qu'un Etat palestinien pourrait être créé en Jordanie. « Si y a un Etat palestinien, souligne M. Mauroy, il sera nécessairement dans les territoires occupés, cela paraît logique ».

Ces déclarations ont évidemment été bien accueillies par les Palestiniens. Le représentant de l'O.L.P. à Paris, M. Ibrahim Souas, a déclaré à la télévision qu'il voyait une « reconnaissance implicite de l'O.L.P. par la France ». Quant à l'ambassadeur d'Israël, M. Meir Rozene, il a répondu, également à TF1, qu'il « n'y a pas de place pour un troisième Etat palestinien, qui deviendrait une base soviétique au Proche-Orient, alors qu'il existe déjà deux Etats palestiniens, la Jordanie et Israël ».

En revanche, M. Edgar Bronfman, président du Congrès juif mondial, qui a été reçu, lundi, à l'Élysée, a dit: « Je préfère écouter M. Mitterrand plutôt que M. Chaysson ». A l'issue de l'entretien, il s'est déclaré « très rassuré » et a dit avoir compris que M. Mitterrand « se rendait en Israël pour rendre hommage au peuple israélien et établir de bonnes relations entre les deux pays ». Cela n'a pas empêché le premier ministre israélien, M. Menahem Begin, d'exprimer sa mauvaise humeur en déclarant: « Que la France s'occupe de ses affaires et de l'autonomie qu'elle devrait accorder à la Corse, au lieu de se soucier des territoires en Israël ».

En fait, M. Mitterrand ne s'est jamais fait d'illusions sur la difficulté qu'il y a à vouloir être à la fois l'ami des Israéliens et des Arabes. Il y voit même une condition pour « dire la vérité » aux uns et aux autres, et tenter ainsi de parvenir à la paix. Simplement, à l'approche de sa visite en Israël, il jugeait utile de lever les ambiguïtés dans les deux camps et de mieux préciser la difficile position de la France. Y est-il parvenu ?

PAUL BALTA.

L'affaire des trois Français condamnés en Libye :

Entrée en scène des diplomates

M. René Fromont, le maire (P.C.) de Thiant (Nord), village d'où sont originaires Mme Denise Dupont et ses deux fils, Alain et Jean-Claude, qui viennent d'être condamnés à la prison à vie en Libye pour « espionnage » au profit des États-Unis et d'Israël (le Monde du 23 février), a déclaré lundi 22 février que « cette affaire dépassait maintenant sa compétence » et qu'il fallait s'en remettre au gouvernement pour négocier (Jean Trippoli).

Les villageois des Flandres ne marcheront donc pas, en principe, sur l'ambassade de Libye à Paris, dont le chargé d'affaires, M. Maurice Kaddoumi, convoqué lundi au Quai d'Orsay, a affirmé qu'il n'acceptait pas que la possibilité soit laissée aux diplomates de jouer un rôle pour régler cette affaire. Il faut maintenant espérer que le colonel Kadhafi prenne conscience du ridicule de la situation, la famille

Dupont étant manifestement psychologiquement et intellectuellement incapable de renouer quel que soit sur quel que ce soit. D'autre part, un artisan d'une trentaine d'années, M. Lino Di Massio, proche des condamnés, a indiqué lundi, dans le Nord, que, mandaté pour encaisser la rançon (1.800 F par mois) de Mme Dupont, il n'avait pas pu lui faire parvenir d'argent depuis qu'elle était en Libye. La rumeur publique avait désigné M. Di Massio comme responsable du départ des Dupont pour l'Afrique du Nord.

Notons enfin que M. Michel de La Forrière, secrétaire national de l'association des droits de l'homme socialiste, vient de prier le président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine, M. Arap Moï (Kenya), d'intervenir auprès du chef de l'État libyen pour qu'il libère les trois Français. — J.-P. P.-H.



(Dessin de PLANTU.)

AMÉRIQUES

États-Unis

LE « NEW YORK TIMES » A PUBLIÉ UN REPORTAGE « IMAGINAIRE » SUR LE CAMBODGE

Le New York Times a reconnu officiellement, lundi 22 février, qu'il avait publié dans son édition magazine, en décembre dernier, un reportage « imaginaire » sur le Cambodge, signé d'un journaliste indépendant, M. Christopher Jones. Celui-ci avait notamment affirmé, dans son article, avoir retrouvé la trace de Pol Pot, ancien chef des Khmers rouges, disparu depuis 1979.

La supercherie a été découverte grâce à un journaliste du Village Voice, qui a observé qu'un passage du pseudo-reportage sur le Cambodge était un plagiat de roman d'André Malraux, la Voie royale. Confondu, M. Jones a reconnu sa supercherie.

M. A.-M. Rosenzweig, directeur de l'information au New York Times, a déclaré: « Je regrette cet épisode très triste et la déshonneur de notre système de fonctionnement qui l'a rendu possible. »

Ce nouvel incident risque, en effet, de porter un grave préjudice à la crédibilité de la presse américaine. L'année dernière, le Washington Post avait déjà dû restituer le prix Pulitzer après avoir découvert qu'une de ses journalistes, Janet Cooke, — grâce à laquelle un prix avait été obtenu, — avait entièrement inventé un reportage sur un enfant de huit ans, héroïne d'une

El Salvador

La politique d'engagement de M. Reagan suscite des protestations aux États-Unis

Le soutien accordé par le gouvernement de M. Reagan au gouvernement militaire et démocrate-chrétien du Salvador suscite des protestations aux États-Unis, comme l'indique notre correspondant à New-York.

Au Salvador, une grande offensive des troupes de la junte est en cours contre les groupes de guérilla dans les provinces centrales de San-Vicente et de Cabanas. Elle vise à prévenir le déclenchement d'une insurrection destinée à paralyser la constitution du 23 mars ordonnée par le président Napoleón Duarte.

L'archevêque, M. Oscar Romero, à San-Salvador, Mgr Rivera y Damas, a déclaré, le lundi 22 février, qu'il était prêt à jouer le médiateur entre la junte et l'opposition; mais, a remarqué le préfet, le haut commandement de l'armée paraît fermé à tout dialogue.

De notre correspondant

New-York. — L'intervention américaine croissante au Salvador commence à mobiliser sérieusement l'opinion publique. Au plan politique, un rapprochement entre les éléments républicains les plus modérés et l'opposition démocrate. Les représentants les plus éminents des principales confessions religieuses américaines — catholique, protestante et juive — viennent, d'autre part, d'envoyer au président Reagan une lettre lui demandant de suspendre l'aide militaire des États-Unis au Salvador.

La première manifestation d'une certaine ampleur a réuni, le 19 février à New-York, quelque quatre mille personnes, qui ont défilé des Nations unies au siège de la mission diplomatique du Salvador en réclamant la fin des envois d'armes et des conseillers militaires américains. Une foule hétéroclite qui rappelle celle des manifestations contre la guerre du Vietnam. Il y a dix ans. Étudiants et anciens des luttes pour les droits civiques, Noirs et Blancs, mères et pères de famille avec leurs enfants, brandissant des effigies ridicules du président Reagan et de M. Haig. Pour la première fois aussi les manifestants ont été la crise économique et la politique militaire, scandant: « Des crédits pour l'emploi, pas pour la guerre... »

Plusieurs manifestations ont déjà eu lieu sur le même thème en province, sous les auspices de divers comités pour le Salvador. Une grande manifestation est organisée en Caroline du Nord, le 27 février, par trois associations d'aide, l'American Friends Service Committee (Quakers), Oxfam, America et l'Association d'aide médicale au Salvador, pour protester contre l'entraînement de soldats gouvernementaux salvadoriens sur la base militaire de Fort Bragg.

Il y a aussi une opposition grandissante dans le pays à une politique de soutien à un régime cor-

rompu et impopulaire, à un moment où la plupart des Américains sont obligés de réduire leur niveau de vie. La montée des protestations contre la politique au Salvador est sans doute la raison pour laquelle le grand discours que M. Reagan devait prononcer, ce mardi, sur l'avenir du bassin des Caraïbes a été retardé. Le débat serait viv dans l'entourage du président entre les partisans d'une aide surtout économique à la région, et ceux qui souhaitent une extension de l'engagement militaire.

NICOLE BERNHEIM.

Auteur de déclarations controversées sur Cuba

L'AMBASSADEUR DE FRANCE AU CHILI EST RAPPELÉ « POUR CONSULTATIONS »

M. Léon Bouvier, ambassadeur de France au Chili, qui avait déclaré « l'absence de consensus » et « l'absence de consensus » entre le pays le moins libre d'Amérique latine est Cuba, ce qui lui avait valu une vive critique de l'Élysée (le Monde du 23 février), a été rappelé pour consultations au département, indique le Quai d'Orsay. Le diplomate, qui a été avisé de cette demande par télégramme ce mardi 22 février, devra regagner Paris incessamment, ajoute-t-on.

M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, avait adressé lundi à M. Claude Chaysson, ministre des affaires étrangères, une lettre dans laquelle il demandait « de la manière la plus insistante, quelles mesures le ministre comptait prendre à l'égard d'un diplomate qui, par ses déclarations, a porté atteinte à l'honneur de notre pays et à son autorité dans le monde ».

Syrie

Damas reconnaît pour la première fois la gravité des affrontements de Hama

Damas (Reuters). — Le gouvernement syrien a reconnu, lundi 22 février, une nouvelle version des événements de Hama, accusant l'organisation clandestine des Frères musulmans d'avoir lancé une campagne d'assassinats le 3 février. En faisant diffuser par Radio-Damas un compte rendu de la section locale du parti Baas au pouvoir, les autorités ont reconnu pour la première fois la violence des affrontements. Auparavant, la version officielle faisait simplement état d'opérations de police contre des rebelles et des caches d'armes des Frères musulmans à Hama.

Selon la version du Baas, la ville avait été réveillée en sursaut, le 3 février, à 1 heure du matin, par le bruit de fusillades des Frères musulmans contre des mosquées, des maisons et des passants.

Les Frères musulmans ont « décapité des familles entières, hommes, femmes et enfants, abattant brutalement tous les citoyens de Hama qui refusaient de leur ouvrir la porte pour leur offrir

Iran

SELON AMNESTY INTERNATIONAL Plus de quatre mille personnes ont été exécutées depuis la révolution de février 1979

Londres (A.F.P.). — Plus de quatre mille personnes ont été exécutées en Iran depuis la révolution de février 1979, affirme Amnesty International, qui assure encore avoir reçu plus de deux cents « rapports précis » détaillant l'usage de la torture dans ce pays. « Des prisonniers sont morts sous la torture et ont ensuite été pendus », apprenait-il pour faire croire qu'ils avaient été légalement exécutés », écrit l'organisation internationale de défense des droits de l'homme, dans un document diffusé mardi 22 février.

« Au moins deux cent cinquante-cinq personnes auraient été exécutées en janvier 1982 », écrit Amnesty, ajoutant que les témoignages sur les tortures comprennent des descriptions de cellules spéciales de torture dans la prison d'Evin, notamment « une chambre de fer », dans laquelle les prisonniers sont attachés à un lit sans que des gardiens de la révolution leur brûlent le dos et la plante des pieds avec une barre de fer chauffée à blanc.

L'imam Khomeiny a repris lundi matin ses audiences, qui devaient être interrompues jusqu'à la fin du mois de février en recevant les quatre principaux responsables iraniens dans sa résidence du nord de Téhéran. Au cours de cette audience, l'imam a prononcé une brève allocution qui a été retransmise à plusieurs reprises par la radio, mettant

LE GRAND CHINOIS

5 Av. de New York 67
723 96 21 (7ème arr.)
« LE MEILLEUR CHINOIS DE PARIS »
AIR FRANCE ATLAS
PRIX CRUSTACE DE VERDUN

سك (من لاجل)

Le Monde

politique

M. Simon Nora prochain directeur de l'ENA

M. Simon Nora, reçu ce mardi 23 février par M. Anicet Le Pors, ministre délégué chargé de la fonction publique et des réformes administratives, sera nommé au cours d'un prochain conseil des ministres directeur de l'Ecole nationale d'administration, en remplacement de M. Pierre-Louis Blanc, qui dirige l'Ecole depuis août 1978. M. Blanc, qui est ministre plénipotentiaire, recevra un poste diplomatique.

L'homme des rapports

Le nouveau directeur de l'Ecole nationale d'administration n'est pas un spécialiste de la fonction publique ni un praticien de la formation des personnels. Mais c'est un de ces grands commis de l'Etat particulièrement prestigieux et une sorte d'agitateur d'idées spécialement adroites. Sa carrière au service de l'Etat ne l'a pas empêché de faire quelques incursions dans le monde politique, dans le secteur parapublic et dans le secteur privé, élargissant ainsi son expérience. Enfin, son « cursus » administratif est jalonné de la publication de « rapports », qui, à la différence de bien d'autres documents du même genre, ont tous réussi à entrer dans le débat public. On peut donc s'attendre que le passage de M. Nora à la tête de l'ENA n'est pas sans marquer une étape dans la vie de l'Ecole, qui a « inauguré » il y a trente ans.

En effet, après la guerre, telle comme engagé volontaire (il est né à Paris le 21 février 1927), M. Nora entre à l'ENA en 1948 avec la première promotion, celle de « la République combattante », où il a comme condisciples MM. Yves Guéhen, Alain Peyrache, Jean Sarrat et Georges Pécot notamment. Il en sort dans la « haute » et choisit l'inspection des finances. Comme beaucoup de jeunes gens que l'on rappelle pas encore « technocrates », il s'inscrit au Club Jean-Moulin. Secrétaire général de la commission des comptes de la nation, qui présidait en 1952 M. Pierre Mendès France, il devient le disciple du futur président du conseil, qui l'appellera à son cabinet en 1954, après qu'il aura passé un an au cabinet du ministre des finances du gouvernement Laniel, M. Edgar Faure. Il rédige le premier rapport de la commission des comptes de la nation le 1er août 1955, un de ses successeurs à ce poste, M. Michel Rocard. M. Mendès France le marie — en secondes noces — en sa maison de Louviers, en 1955, à Mlle Léone Georges-Picot, journaliste, membre du cabinet du président du conseil, fille du général et nièce du président de la Compagnie financière de Saint-Hippolyte, directeur au ministère des finances. M. Nora dirige en 1960 la division économie et énergie de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, mais il en démissionne deux ans plus tard.

La « nouvelle société »

C'est alors que commence la publication des « rapports Nora », dont certains devaient devenir fameux et qui sont le fruit de commandes passées par les gouvernements successifs de la V^e République. Ils concernent tout d'abord l'exécution du V^e Plan, mais surtout, la demande de Georges Pompidou, la coordination de l'introduction de la télévision en couleurs et de la réforme des entreprises publiques. M. Nora, dans ce dernier document que de Gaulle n'accepta de rendre public qu'en 1969, avec un an de retard, affirme que les entreprises publiques doivent se soumettre aux lois du marché et de la concurrence, et il inspire les réformes et la « politique de vérité » lancées par Georges Pompidou dans ce sens. M. Nora écrit alors notamment : « Chaque fois que cela est possible, il vaut mieux pour l'Etat faire faire que faire par lui-même ».

En juin 1969, il peut agir plus directement en devenant chargé de mission pour les questions économiques et financières au cabinet du nouveau premier ministre, M. Jacques Chaban-Delmas. Aux côtés de M. Jacques Delors, lui aussi ancien « ménéstrel » et ancien du Club Jean-Moulin, chargé des problèmes sociaux et culturels, il prend une part notable à la définition de la « nouvelle société » que le premier ministre expose le 18 septembre 1969 à la tribune de l'Assemblée nationale. Mais deux ans après, en août 1971, nommé inspecteur général des finances, M. Nora « part en retraite » en devenant directeur général de la Librairie Hachette et membre de la commission de politique économique du C.N.P.F.

Il y participe au lancement de l'hebdomadaire Le Point, améliore les relations avec la presse à travers les Nouvelles Messageries de distribution qu'Hachette contrôle, développe les activités audiovisuelles et internationales du groupe. Mais, bientôt, cette politique de lutte se heurte aux objections des actionnaires, et il donne sa démission en 1974 pour réintégrer l'inspection. En 1976, M. Jacques Chirac, premier ministre, le charge d'un nouveau rapport sur l'amélioration de l'habitat

ancien, dans lequel, en collaboration avec M. Bertrand Evano, il recommande notamment que l'aide publique à la rénovation de logements soit exceptionnelle, que la collectivité soutienne les propriétaires les moins riches et qu'un libéralisme tempéré règne dans le marché de l'habitat.

L'année suivante, M. Glazard d'Estang lui confie une mission d'étude sur « L'information de la société ». Le rapport qu'il établit avec M. Alain Minc connaît un grand succès et alimente de multiples débats. Il y admet notamment que l'information et la télématique entraînent des suppressions d'emplois, et il souligne la nécessité de développer d'autres secteurs susceptibles d'offrir du travail. Enfin, en mars 1981, M. Jean-Philippe Lecat, ministre de la culture et de la communication, le charge d'explorer les perspectives de développement pour les industries nationales de l'audiovisuel.

En mai 1980, M. Simon Nora avait participé, à Rouen, à un colloque organisé par Le Monde sur « L'adaptation de la société française à l'évolution de la société française » : un thème de réflexion que ses nouvelles fonctions lui permettent d'approfondir et de mettre en pratique.

ANDRÉ PASSERON.

Le P.C.F. et le P.S.U. confirment leur attachement à la représentation proportionnelle intégrale

Une délégation du P.S.U. conduite par Mme Hugette Bouchardou, secrétaire nationale, a rencontré lundi 23 février, au siège du P.C.F., une délégation de ce parti, conduite par M. Georges Marchais. Cette rencontre marque pour le P.S.U. la fin de la série d'entretiens qu'il avait souhaité avoir avec des dirigeants des partis associés au gouvernement. (1) Mme Bouchardou avait été reçue, également, par M. François Mitterrand (Le Monde du 20 février), auquel elle avait expliqué la position de « soutien critique » adoptée par son parti envers le gouvernement.

Le chef de l'Etat avait déclaré à la délégation du P.S.U. qu'une telle politique serait plus efficace au sein du gouvernement qu'en dehors de lui. Le secrétaire général du P.C.F. a fait, lundi, une remarque analogue. Le P.S.U. avait franchi ce débat, lors de son congrès de décembre 1981, en estimant que les orientations actuelles du gouvernement ne permettaient pas qu'il participe à leur mise en œuvre.

Le communiqué commun publié par le P.C.F. et le P.S.U. indique que les deux parties ont constaté l'existence, entre eux, de « certaines convergences et divergences. Tant au plan intérieur qu'au plan international ». Il souligne que « face à la résistance opposée par le patronat et les forces réactionnaires », les deux partis « estiment nécessaire d'accroître la mise en œuvre des grandes réformes démocratiques et d'une politique audacieuse pour l'emploi et contre l'inflation, d'assurer l'investissement et d'élargir le pouvoir de consommation, en particulier dans les entreprises ». Le communiqué

(1) Le P.S.U. avait rencontré le P.C. le 4 février et le M.R.G. le 19 février.

ajoute : « Les deux délégations estiment plus nécessaire que jamais le rassemblement et l'action des forces populaires pour faire progresser le changement. » Le texte indique enfin : « Avant que s'instaurent les discussions sur le mode de scrutin pour les prochaines consultations électorales, les deux partis confirment leur attachement à la représentation proportionnelle intégrale. » Cette position diffère de celle qui retient l'attention du chef de l'Etat et qui assurerait, pour les élections législatives, représentation majoritaire et représentation proportionnelle.

LE MEP ORGANISE UN COLLOQUE SUR LA TECHNOLOGIE

Le Mouvement d'écologie politique (MEP) organise les 27 et 28 février, à Paris (1) un colloque intitulé « Quelles technologies pour quelle société ? ». Mme Catherine Bonnel, présidente du MEP, a présenté à la presse, lundi 22 février, ce colloque qui vise, a-t-elle déclaré, à « affirmer l'originalité des écologistes » dans leur façon d'appréhender les choix technologiques, à « élargir leur intervention » dans les milieux scientifiques et à attirer l'attention de l'opinion sur le caractère « concret » des décisions qui sont prises au sein du pouvoir de l'ère en matière d'orientations technologiques.

Mme Bonnel a critiqué, à cet égard, le fait que le colloque sur la recherche, organisé par le gouvernement, se soit déroulé « en champ clos », seules les conclusions des responsables gouvernementaux ayant été véritablement portées à la connaissance du public.

(1) Institut Bouquet, 51, rue Madame, Paris (6^e). Renseignements et inscriptions : MEP, 68, boulevard Arago, Paris (13^e), tél. : 331-22-74.

● M. Bernard Stiel, député U.D.F.-C.D.S. de la Marne, vice-président de l'Assemblée nationale, a été reçu, à Châlons-sur-Marne, par le conseil régional Champagne-Ardenne. Il a obtenu 29 voix ; 13 se sont portées sur M. René Petit (P.S.), conseiller général des Ardennes.

AU CONSEIL DE PARIS

La progression de l'insécurité dans la capitale provoque de vifs débats

L'inquiétante progression de l'insécurité dans la capitale (« Le Monde » du 21-22 février) a donné lieu, le mardi 22 février, au Conseil de Paris, à de vifs échanges entre la majorité (R.P.R. et U.D.F.) et l'opposition (P.C. et P.S.). En fin de séance, les édiles de la capitale ont approuvé les modalités de l'exploitation du Palais des sports de Bercy, qui ouvrira ses portes à l'automne 1983, par 71 voix (R.P.R. et U.D.F.) contre 37 (P.C. et P.S.). Au cours d'un deuxième vote portant sur le coût de ce centre omnisports, les représentants du P.C. ont mêlé leurs voix à celles des élus R.P.R. et U.D.F., contre les socialistes, pour approuver les propositions du maire de Paris (53 voix pour, 15 voix contre).

C'est M. Paul Fernin (C.D.S.), député du douzième arrondissement et adjoint au maire, qui a ouvert le feu en demandant à M. Jean Périé, préfet de police « quels étaient ses projets pour lutter efficacement contre la violence et l'insécurité qui se développent dans la capitale ». Il a souligné que « la police ait les moyens, en hommes et en matériel d'accomplir sa mission ». Mme André Delbos (P.C.) estime, elle aussi, préoccupante l'insécurité qui gagne les quartiers populaires de la capitale. Elle réclame le développement de l'otage. En réponse, le maire de Paris a notamment déclaré : « L'insécurité dans la capitale ne fait qu'empirer parce que l'Etat n'a pas mis en œuvre les moyens dont la police a besoin pour maîtriser la situation ».

Irrité par ces déclarations, le préfet de police s'est pris à la presse à propos de la publication d'une information du Centre de documentation et d'information de l'assurance indiquant que Paris était « la capitale des brûlages ». « Ces statistiques concernent l'année 1980 », a-t-il déclaré. Le préfet de police a reconnu que la petite délinquance s'accroît à Paris, mais que « les techniques policières permettent d'envisager la maîtrise de cette évolution ». « Les effectifs de la police se sont accrus et seront bientôt opérationnels », a-t-il conclu. Il faut noter cependant que, comme l'a expliqué récemment le préfet de police lui-même, l'accroissement des effectifs compensera tout juste les nouveaux besoins en hommes qui résultent de la diminution de la durée du travail, des départs à la retraite des mutations demandées par les agents.

La gestion de Bercy
M. Lionel Jospin (P.S.) est alors passé à l'attaque. Il a tout d'abord reproché à l'ancienne majorité d'avoir laissé se dégrader la situation en n'augmentant pas les forces de police à Paris. Selon lui, c'est « le chômage, l'urbanisme dégradé, l'absence d'entretien des lieux qui sont la cause de l'insécurité que nous connaissons aujourd'hui ».

Pour l'avenir, « huit mille postes nouveaux de policiers vont être créés en France, dont deux mille en Ile-de-France et quelques centaines à Paris », M. Chirac répond à la parole, et déclare : « Dans un Etat démocratique, la sécurité des biens et des personnes doit être assurée. »

JEAN PERRIN.

Renforcement des effectifs policiers à Marseille

M. Defferre veut que sa ville devienne « exemplaire »
De notre correspondant régional

Marseille. — M. Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, a un véritable « redéploiement » des forces de police à Marseille. M. Defferre, il s'agit de faire de Marseille une « ville exemplaire » en ce qui concerne la sécurité. « Ce sera, a-t-il ajouté, un bon exemple pour la police française. » Le ministre de l'Intérieur a estimé d'autre part, que les contrôles d'identité étaient « indispensables » dans les grandes villes. Abordant le problème des délinquants étrangers, M. Defferre a déclaré : « Les délinquants sont des délinquants, et les délinquants étrangers ne doivent pas être poursuivis moins ou plus que les autres », avant d'indiquer qu'il était fermement décidé à expulser « ceux qui représentent un danger pour l'ordre public ».

A ce sujet, il a précisé que l'instauration d'un passeport informel algérien permettrait d'expulser un contrôle plus sérieux sur l'immigration clandestine. « Les Algériens ont compris que ces faux touristes, qui deviennent souvent des délinquants, portent sérieusement atteinte à l'image de marque de leur pays », M. Defferre a enfin indiqué qu'il allait rapidement créer à Marseille un emplacement où seront rassemblés tous les marchands forains étrangers.

GUY PORTE.

● Le Journal officiel a publié le décret de convocation des « grands électeurs » du département de la Manche, le dimanche 4 avril. Il s'agit d'être le successeur de M. Auguste Cousteau (R.I.), récemment décédé. Le siège de ce sénateur est vacant, lui-même ayant succédé à M. Michel Yver dont il était le suppléant. Les conseils municipaux de ce département devront désigner leurs délégués le 14 mars, en vue de l'élection du 4 avril.

GAP WAGRAM
CONCESSIONNAIRE
50 ANS D'EXPERIENCE
AU SERVICE
D'UNE CLIENTELE DE QUALITE
25, RUE CARDINET
75017 PARIS - 267.31.00



Cannes!..

- Au cœur de Cannes, à quelques pas de la Croisette, tout près des commerces, une résidence de prestige où les problèmes de sécurité ont été particulièrement étudiés...
- Du studio au 4/5 pièces, appartements/villas en duplex aux derniers étages, jardin privatif, terrasse de 2,5 m de profondeur.
- A partir de 10.270 F le m²
- Gestion locative assurée toute l'année.
- Crédit long terme à taux variable.

Prix Février 82 jusqu'à épuisement de l'offre.



Violetta Emeraude, bureau de vente :
6 rue St-Florentin 75001 PARIS (métro Concorde)
TEL. (1) 260.04.21

Veuillez m'adresser sans engagement de ma part votre documentation Réserve Cannes Center.

Nom _____

Tél. bureau _____

Tél. domicile _____

A renvoyer à Violetta Emeraude
6 rue St-Florentin 75001 PARIS
TEL. (1) 260.04.21

LIAM ROCI

L'assassinat de Max Martin illustre la tension des rapports sociaux en Guadeloupe

interpellés de l'enquête de la CGT, — Max Monod de Max adressé un télégramme de l'Etat. Les interpellations — qui sont officiellement autorisées — que les trois sympathisants auraient été à un englu exploratoire contremaitres quelques jours. Selon les calculs, à 22 h 15, 17 février, aura de calibre 7,65 mm, alors qu'il occupait la résidence de C. Basse-Terre. Les auteurs, qui réclament des biens semaine d'activité toute activité

pects, qui sont membres ou
des syndicats UTA et U.G.T.G.
surpris alors qu'ils dissimulaient
sous la voiture d'un de
l'exploitation de Max Martin.
avant le meurtre.
derniers éléments de l'enquête.
assassiné dans la nuit du 14 au
est été tué dans le dos d'une balle
avec une arme de poing.
ou fermait le portail de sa
Capoteerre, sur la côte est de la
les organisations de patrons plan-
nement « des mesures de protec-
tion des personnes », ont lancé une
dans les bananeraies de l'île.

De notre correspondant

Puis qu'une figure de la Guadeloupe, Max Martin était un véritable symbole. Personnage haut en couleur, républicain, anticolonial, chaste, fidèle, en amitié mais souvent haïnin et cassant. Max Martin était l'image même du « grand blanc » qui ne pouvait composer dans une île encore dominée par une caste, celle des « Bèkes » (descendants des premiers négriers), dont il n'était pas originaire.

Son esprit d'entreprise et certains appuis dont il bénéficiait dans les milieux de droite ont permis à Max Martin d'obtenir le droit de se fixer en quelques années au niveau des possessions de l'île. Tous le respectaient, et beaucoup de gens de couleur, même ceux pour cet homme dont la fermeté et l'intransigeance, à l'égard des syndicats ou organisations de peuples d'origine africaine, étaient devenues légendaires.

De notre correspondant

dillet avec la révélation d'un scandale financier portant sur le démantèlement de fonds publics estimé à 80 millions de francs par jour le 29 septembre 1981).

Après la disparition de cette somme des caisses de la Société pour le développement économique, les enquêteurs révèlent l'existence d'une affaire de cavalerie d'affaires de commerce, qui entraîne une série de problèmes personnels issus des crises créoles de Guadeloupe, les frères Jean et Philippe Andebert, qui ont été impliqués dans la fraude et, affirme la revue sociale J. C.A.R., « pour être liés au J.C.A.R., « pour être liés au J.C.A.R., « pour être liés au J.C.A.R. ».

(SAC) ». Après quarante-huit heures de garde à vue, M. Philomène Andebert, le commanditaire principal du J.C.A.R., est libéré.

distes proches des syndicats *DTA* et *U.C.T.G.*, on affirme qu'aucune organisation n'a pu faire l'assassinat de Max Martin. Ces organisations de l'objectif était de faire piler ce « patron-symbole » semblent plutôt embarrassés de la tournure inattendue des événements. Inimaginable il y a deux ans, l'assassinat de Max Martin a pu être possible dans un climat nouveau associé tant par des attentats du type « *maître à abattre* » qu'à des personnalités ou des symboles du pouvoir blanc que par l'affaire de la *SOEG*, qui a ébranlé l'apparente invulnérabilité d'une caste.

Dans un bel contexte, les enquêteurs ne peuvent négliger aucune piste.

CHRISTIAN PIERRE

M. Jacques Amsellem a été arrêté à l'audience

Declaré coupable d'abus de
d'abus sociaux pour avoir prélevé
entre 1976 et 1981 « dans la méd-
sur des hypothèses », 863 697 F.
ur les recettes des magasins
d'exploitaient les douze sociétés
dont il était le dirigeant, M. Jac-
ques Amselem a été condamné
le 22 février par la onzième
chambre du tribunal de grande
instance de Paris à quatre ans
de prison dont deux avec sursis
et à une amende de deux millions
de francs.

de cet homme est en prison. M. Amselem devait être, au reste, sans illusions : à l'heure du jugement, il se présentait muni d'un sac de voyage contenant les effets personnels nécessaires à un retour en prison et devait se retrouver tout encombré au moment où les gardes requis pouvaient exécuter le mandat de dépôt lui-même passé. Les manettes pour l'emmener vers la prison...

Le long jugement de trente-cinq pages, qui nécessita cinq

Le tribunal, présidé par M. Jean-Michel Guth a, en outre, **condamné contre lui un mandat de dépôt** en application de l'article 68 du Code de procédure pénale. Amélie avait, **son effet**, comparu libre les 25, 26 et 27 janvier, la chambre d'accusation lui ayant accordé, contre le caution d'un mandat de dépôt, la mise en liberté le 26 novembre 1981 après quatre mois de détention provisoire. Le même jugement condamnait en outre, pour l'infraction de détention d'armes, **deux autres personnes** : M. Jean-Michel Provini, deux ans de prison avec sursis et l'un des directeurs régionaux de sa chaîne de magasins, M. Jacques Pons, trois mois de prison avec sursis et 200 000 francs d'amende (le 27 janvier et 28 janvier).

Sans suivre totalement les réquisitions de M. Don Joseph Grésat, qui avait demandé la condamnation à la prison avec sursis des prévenus privés d'effectif, le tribunal a condamné à 200 000 francs de prison et 2 500 000 F d'amende, la troisième chambre d'accusation n'ayant pas voulu faire droit au sursis.

Le ministre public, que s'ia place

[illegible]

tail jour après jour et
près, le montant des prélèvements
effectués qui étaient inscri-
gue, dans la colonne crédit, et
faisait figurer l'usage qui en é-
fait : remises pour l'essentiel
des banques en vue d'achat d'ac-
tions dans de nouvelles sociétés
et, pour le reste, distribution à
membres et amis de la fami-
Amselem, paiement de notes
fournisseurs divers, frais de voy-
ges personnels en avion, etc.

pour célébrer dignement la nomination de M. Amseleel à l'ordre de la Légion d'honneur.

Autant de faits qui prouvent que les socialistes ne sont pas des groupes et appellent une sanction sévère.

En faveur de Mme Provins, tribunal admet le fait qu'elle n'a tiré grand profit de ses assemblées. En revanche, il refuse à M. Jacques Paul, directeur régional, qui donna des instructions à ses agents, de bénéficier de circonstances atténuantes, l'argument la pression morale que ce dernier invoquait en sa qualité de socialiste et estime en effet qu'un tel homme ne peut avoir rang et être la parfaite connaissance qu'avait d'un système frauduleux auquel il participa en toute connaissance de cause et sans aucune résistance.

M. Paul ne sauraient prévaloir d'une pression que, comme ce fut le cas d'anciens socialistes qui furent accusés de honteusement des risques de honteusement qui les encourageaient s'ils avaient déboité.

Le procès de Philippe Maurice

A écouter M. Jacques Bouvier, âgé de quarante-deux ans, le tiré qui l'avait gravement blessé au ventre, le 24 février 1961, faisait partie des risques du métier de surveillant au quartier des condamnés à mort de la prison de Fresnes. Il n'a manifesté, en tout cas, à l'audience, de la cour d'assises de Paris, lundi 22 février, aucune haine pour Philippe Maurice. Comme s'il compréhendait que l'ex-condamné à mort ait tenté une ultime évasion.

Il lui serait facile d'accabler l'accusé, de jurer ses grands dieux que Philippe Maurice avait visé délibérément le gardien qui lui barrait le chemin du couloir. Cet homme a-t-il eu une raison pour le contraindre, qu'il a pu provoquer lui-même le coup de feu en bloquant la main adverse. Il n'a pas publié la stupéur du

condamné à mort, selon le règlement et la philosophie développés dans les prisons, devait surtout songer à se suicider. On trouve alors au grain pour la maintenir en vie. On pense même à l'évasion qu'il a même déjouée, voire à la justice. Et son Jacques Bouvier n'aurait pas réfléchi.

Sans doute lui faudrait-il patienter longtemps pour imprégner les jurés de l'atmosphère si particulière du quartier des condamnés à mort de Fresnes. De cette ambiance d'observation obsessionnelle, vingt-quatre heures sur vingt-quatre, au parloir, comme aux douches, du lit aux toilettes, que parageaient Philippe Maurice et son gardien. Mais il n'est pas et qui peut expliquer le relâchement de la discipline conclut le 24 février 1961.

L'enquête a montré que plusieurs fautes administratives avaient été commises. Trois surveillants venaient dire à la barre pourquoi ils avaient été sanctionnés. Sans ces fautes-blessures, ces brèves absences, regardé par M. Brignone, Hemmerlin n'aurait sans doute pas pu — volontairement ou non — faire parvenir une arme à son client, qui n'aurait pas pu le garder quatre heures durant, désarmé sous son poil.

Mais pour comprendre, il aurait fallu connaître les locaux, les hommes, les choses, les faits de tous les jours. Le cour, lundi, a refusé le transport de justice au quartier des condamnés à mort, comme le proposait la défense des inculpés. C'est peut-être dommage. Les Juries auraient vu d'un coup d'oeil que tout aujourd'hui déséquilibré, malgré l'administration pénitentiaire par prévoyance ou par habitude maintient en l'état.

PHILIPPE BOGGIO.

PHILIPPE BOGGIO.

La trentième chambre de cour d'appel de Paris a condamné la Société d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA), le 17 février, à verser respectivement des « dommages-intérêts » de 100 millions et de 1 000 millions plus 5 000 francs pour frais, à l'Association générale des usagers de la langue française et de l'union des consommateurs de tabac, pour l'abus de la publicité sociale promotionnelle, en faveur de ses consommateurs, qui l'avait poursuivie pour « empêcher abus et détournement de l'usage, et détournement de la cigarette News ». Le 26 octobre 1981, la 13^e chambre correctionnelle de Paris avait relaxé la SEITA, mais le président-directeur général, M. Jean Carrière, et deux des deux plaignants (*les Mondes*) du 29 octobre 1981).

renvoyé devant
le tribunal correctionnel

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Toulouse renvoyait le 17 août 1978, devant le tribunal correctionnel de Toulouse pour escroqueries et abus de confiance, le directeur de l'usine qui avait été inculpé. Le 27 septembre 1978, après la plainte déposée par le baron Ferdinand Fourn, le tribunal correctionnel de Toulouse en effet que sa propriété, Limoux, acquise le 11 juillet 1975 lors d'enchères publiques par le baron Ferdinand Fourn, avait été achetée par le directeur de l'usine coopérative de blanquette Limoux, n'a pas été vendue à son juste prix et que les enchères ont été annulées.

Depuis le 6 août 1978, le baron Fourn s'est retranché dans sa propriété en attendant que la justice prononce la condamnation du directeur de l'usine. Mais, dix-huit mois après ces faits, M. Badoc est renvoyé devant le tribunal correctionnel. Le malade, qui est Limoux, est un général, président de la commission des finances du conseil général de l'Aude, vice-président du conseil régional du Languedoc-Roussillon et suppléant de M. Jacques Cambotie, député (P.S.), au conseil régional de la région méditerranéenne.

PHILIPPE BOGGIO.

Deux appelés sanctionnés après un appel à la réduction du service

Deux appels du contingent, dont un élargissant, ont été effectués. Les appelés ont participé, samedi 13 février, à Paris, à une réunion à la Bourse du travail, destinée à rendre publique les mille premières signatures recueillies dans les armées, pour réclamer la réduction du service militaire à six mois. Cette réunion publique (*le Monde* du 16 février) était organisée par la Coordination des comités de soldats pour la région parisienne et par le Collectif national pour le service militaire à six mois comme moyen.

975 interdit les pétitions collectives dans les armées. L'officier générale de la 1^{re} région militaire, de l'autorité duquel dépend le régiment de Monthéry, avait la possibilité d'infliger jusqu'à trente jours d'arrêt de rigueur à l'aspirant (qui est considéré comme un officier sur le plan de la discipline) sans en référer au ministre de la défense.

forme à un appel du contingent
 Dans leur appel, les mille cent sept soldats du contingent signataires déclaraient notamment : « Les généraux, comme les politiciens et la droite, s'opposent au

légitimes revendications de la jeunesse et des travailleurs. Tous les dattus du 10 mai, et parmi eux l'essentiel de la hiérarchie militaire, se trompent s'ils croient venu le temps de la revanche.

Au 1^{er} régiment d'artillerie de marine à Montlhéry (Essonne), le médecin-aspirant Denis Michard a été puni de vingt jours d'arrêt de rigueur pour avoir signé et fait signer une pétition collective. L'article 13 du règlement de discipline générale de

En 51^e régiment d'infanterie de Compagnie (Olse), M. Michel Trussardi a été puni de soixante jours d'arrêt — le maximum de la peine que peut infliger un officier général à un appelé homme du rang placé sous son commandement — pour avoir été pris en photographie participant en uniforme à une réunion politique. L'article 10 du règlement sur la discipline générale interdit toute activité politique en uni-

LYCEE de
INTERNAT
SECONDE A TERMINALES A, B, C
Renseign. s/o CEPES : 57, r. DE
et classe prép. contr. **SC. PO.**
PARIS

**FRANÇAIS
FLORIDE**
LAFFITE, 92206 NEUILLY - TEL. 722.94.94
at classe prép. entrée
UNIVERSITES U.S.A.
TOUL., SAT., GEN., GRAT., etc.

LYCEE FRANÇAIS
de **FLORIDE**
INTERNAT
SECONDE A TERMINALES A, B, C, D
Remarque: c/o CEMES: 50, 2. OLIVETTE, 92200 NEUILLY - TEL. 72.94.84
et classes prép. entrées
SC. PO.
PARIS

et classes prép. entrées
UNIVERSITES U.S.A.
TUES., SAT., SUN., MON., etc.

La quatrième chambre de la cour d'appel de Lyon, a relevé vendredi 19 février, Mme Gazine - Demozombe-Klitz pharmacienne à Marcy (Rhône-Saône) pour refus de vente d'une pilule dite « comédiale » 600 F d'abonnement par le tribunal. Versou, puis par la cour d'appel de Besançon, sur plainte de Mme Jacqueline Fouquet, mère de l'enfant atteint de trisomie 21, pour planning familial (le Monde) 10 juillet 1980 et 23 juin 1979. L'arrêt avait été cassé et l'affaire renvoyée devant la cour de Lyon.

Cette juridiction a estimé que la loi de 1975 sur le « mariage forcé » punissait à tort les pharmaciens qui ne délivrent pas plus de 40 pilules à paravent plusieurs communes possédant des pharmacies ayant de

présenter : il s'efforce au sein de
molécule-Klatsch. Les poursuites
pénales, indique l'arrêt, sont
procédure gracieuse destinée
réparer les troubles portés
légitimes intérêts des victimes.
Or, on ne saurait en l'espèce q
Kliff Mme Fouquet de nuire
son seul préjudice résultant d
l'échec d'une mise en scène c
tinée à provoquer un délit.
prétent son concours à de te
manœuvres, ont estimé les ju
la justice ne se grandirait
ni ne servait les intérêts pub
et privés a

■ Après les incidents du «
nozal brésilien» survenus à la
salle Wagner à Paris dans la
nuit du 18 au 30 février (le Ma-
gazine a consacré un numéro au
tribunal de Paris, à l'inculpation
du 22 février, neuf jeunes gens,
coups et agents, rébellion et dé-
fiance), voici les noms des
jeunes gens qui ont été placés sous
dépôt : MM. Damien Couv
28 ans, sans domicile, Chris-
tophe, 30 ans, sans domicile,
Barry, 21 ans, sans emploi, M.
saout Hatton, 25 ans, commis
et reporter à Radio Ivre, Je-
an-Pierre, 21 ans, sans domicile,
Fahry, Maymoud, 30 ans, pa-
tre en bâtiment en chômage.

Les trois autres ont été la-
isés en liberté, sans placés
sous mandat d'arrêt : MM. Agui-
MMA, Olivier Ponceau, 21 ans,
agent d'exploitation aux P.T.T.,
Alain Embarek, 24 ans, com-
missaire de police, et Jean-
commis de restaurant sans em-
ploi. Tous protestent de leur innocen-
ce en soulignant qu'ils ont été ar-
rêtés au même temps après la fi-
n de la bagarre.

L'EXTRADITION

Dans « Le Point », titré « France et l'archaïsme », le Monde du 23 février, p. 1, l'écrit en grande lettre dans la phrase : « Les pays méditerranéens et les pays à l'est de l'Europe, Turquie, Espagne et, plus récemment, l'Italie, sont ainsi trop étroitement liés à l'islamisme » attribuée à M. Badinter. Il n'est rien. Le ministre de la Justice n'a fait allusion à aucun pays. Les cas de l'Italie et de l'Espagne ne peuvent du reste être assimilés à celui de la Turquie.

ص ٥٢١ من الزيل

Le Monde

MEDECINE

Les cyclotrons au chevet du corps humain

Pendant près d'un demi-siècle, le cyclotron fut à l'origine d'importantes découvertes, tant en physique nucléaire qu'en chimie. Cet appareil, de dimensions importantes et relativement coûteux (entre 7 et 35 millions de francs), fut inventé en 1929 par un Américain, E.O. Lawrence (prix Nobel de physique 1939). La première machine conçue selon ce principe fut construite un an plus tard, en collaboration avec M.S. Livingstone.

Elle consistait en un accélérateur de particules qui combine un champ électrique et un champ magnétique. L'action conjuguée de ces deux champs crée une véritable « fronde électromagnétique », capable d'accélérer, sur une trajectoire en forme de spirale et à très grande vitesse, des particules électriquement chargées, leur conférant ainsi une énergie élevée.

Dans les années 70, progressivement les physiciens abandonnèrent ces appareils. Leurs

performances devenaient trop limitées. On les remplaça, en recherche fondamentale, par le synchrocyclotron, puis par le synchrotron. Les cyclotrons n'étaient cependant pas obsolètes. Grâce à une reprise des expériences sur les applications biologiques des neutrons, ils connaissent, aujourd'hui, une nouvelle jeunesse. Capables de fournir, à la demande, un faisceau de neutrons rapides, ils deviennent — lorsqu'ils sont suffisamment puissants — les instruments indispensables de la neutron-thérapie, une forme particulière de radiothérapie anticancéreuse.

D'autre part, ces mêmes appareils, dans leur version la moins énergétique — « baby-cyclotron », — sont de plus en plus souvent intégrés dans de nouvelles unités de médecine nucléaire. Ils y assurent la production de radio-isotopes à vie brève et, de la sorte, permettent la réalisation, chez l'homme, de

nouvelles investigations dont les perspectives sont particulièrement prometteuses.

En matière de cyclotron, la France demeure dans une situation pour le moins paradoxale. Alors que la C.G.R. Mev, filiale du groupe Thomson-C.S.F., est l'un des premiers constructeurs mondiaux (1), notre pays accuse un sensible retard, tant dans le domaine de la neutron-thérapie que dans celui des unités de médecine produisant et utilisant des radio-isotopes à vie brève.

Il semble, néanmoins, que les pouvoirs publics aient décidé de mettre un terme à ce déséquilibre, en privilégiant les constructeurs français de matériels diagnostiques et thérapeutiques. Après la décision de M. Jack Ralite, ministre de la santé, de faire en sorte que la grande majorité des nouvelles installations de scanners dans les hôpitaux bénéficient à la Compagnie générale de radiologie, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre

de la recherche et de la technologie, annonçait récemment la création prochaine de quatre unités de recherche en médecine nucléaire comportant chacune un cyclotron (« Le Monde » du 19 décembre 1981). Là encore, il ne fait pas de doute que ce sont des appareils fabriqués par la C.G.R. Mev qui seront choisis.

En outre, chacune de ces unités devrait être équipée d'un nouveau prototype de détection et de visualisation des rayonnements émis par les radio-isotopes : une caméra dite « caméra à positons », actuellement mise au point au Laboratoire d'électronique et de technologie de l'informatique (LETT), au centre d'études nucléaires de Grenoble (Commissariat à l'énergie atomique) JEAN-YVES NAU.

(1) Le marché mondial des cyclotrons est partagé entre quelques constructeurs seulement : la C.G.R. Mev associée avec une firme japonaise les sociétés Cyclotron Corporation (U.S.A.), Scanditronik (Suède) et Japan Steel (Japon).

Promesses diagnostiques

Les unités de médecine nucléaire utilisant des radio-isotopes à vie courte comportent, outre un cyclotron accélérateur de particules, des laboratoires dits de « chimie chaude » et un matériel assurant la visualisation des rayonnements émis à l'intérieur du corps humain par des produits radioactifs. Leur coût unitaire se situe entre 30 et 50 millions de francs, auxquels il faut ajouter les frais élevés de maintenance et de fonctionnement. L'ensemble doit être situé à proximité immédiate des services hospitaliers. Son bon fonctionnement nécessite avant tout une collaboration étroite et parfaite entre les diverses catégories d'un personnel peu habitué à travailler en commun (chimistes, techniciens, pharmaciens, médecins).

L'objectif visé est ambitieux : « Il s'agit, précise M. Dominique Comar, directeur du département d'Orsay, de permettre à l'hôpital d'Orsay de mener à son tour l'homme les paramètres essentiels responsables du fonctionnement de nos cellules. » A la différence des examens aujourd'hui couramment effectués en médecine nucléaire, le « traceur » radioactif injecté dans l'organisme n'est pas marqué par un radio-isotope artificiel (comme le technetium). Il s'agit au contraire d'utiliser des radio-isotopes correspondant à des éléments naturels.

Ainsi, en aval du cyclotron producteur de radio-isotopes, on trouve un laboratoire de « chimie chaude » où l'on fabrique, à la demande, des molécules constituées de la matière vivante — ou des médicaments — dont l'un des constituants est un radio-isotope du carbone (carbone 11).

de l'oxygène (oxygène 15) ou de l'azote (azote 13). Les produits ainsi « marqués » sont rapidement administrés (le plus souvent par voie intraveineuse) au sujet — ou au malade — qui se prête à ce type d'expérience. L'analyse de leurs trajets, la détermination de leurs sites d'action, la mesure de leur concentration dans tel organe ou tel tissu, sont ensuite effectuées. Ces dernières opérations ne sont possibles que grâce à un système sophistiqué baptisé sonographe (ou caméra) à positons (1), qui transforme en images les rayonnements émis.

Tout doit aller très vite. L'une des caractéristiques — et l'un des avantages — des radio-isotopes utilisés est en effet la brève durée de leur période radioactive (vingt minutes pour le carbone 11, dix minutes pour l'azote 13 et deux minutes pour l'oxygène 15). Aussi comprend-on l'importance du fonctionnement en continu de l'ensemble.

La plus parfaite synchronisation doit être obtenue depuis le cyclotron jusqu'à la caméra à positons, et les utilisateurs doivent parvenir à respecter un calendrier précis et un strict partage des tâches.

Une unité de ce type, dépendant du département biologie du Commissariat à l'énergie atomique, fonctionne déjà en France depuis près de cinq ans, dans le service hospitalier Frédéric-Joliot à Orsay. Plus d'un million d'examen y ont été effectués. « Il a véritablement fallu, précise M. Comar, lorsqu'il s'agit de « marquer » des molécules comme des sucres, des acides aminés, des hormones ou des médicaments, mettre au point toute une nouvelle chimie rapide entièrement automatisée. »

J.-Y. N.

(Lire la suite page 10.)

Un projet émanant de M. L. D. Nguyen (C.N.R.S.), directeur du secteur « instrumentation scientifique et médicale » de la commission Industrie-administration pour la mesure, qui a été présenté lors d'une récente réunion organisée au centre de la Recherche à Orsay (Essonne) lors d'un débat public organisé par les élus locaux, prévoit la création à Orsay d'un centre de technologie biomédicale avancée consacré à la neutron-thérapie du cancer par le cyclotron et aux techniques nouvelles de diagnostic (sonographe à résonance magnétique nucléaire, etc.). Pour M. Nguyen un tel centre devrait comporter :

- Un laboratoire pour la mise au point et le développement du sonographe à résonance magnétique nucléaire ;
- Un ou plusieurs laboratoires pour la mise au point et la conception des technologies nouvelles.

Plusieurs autres centres de ce type devraient, selon lui, être créés en France. Le premier le serait dans la région parisienne « dans un site possédant un environnement scientifique et médical nécessaire, des facilités de communication et des opportunités industrielles ». Il aurait un statut inter-universitaire et accueilleraient des équipes médicales des chercheurs et des malades de France et de l'étranger. Son coût est estimé à 50 millions de francs, auquel viendrait s'ajouter le prix du terrain. Plusieurs firmes industrielles seraient prêtes à collaborer à la réalisation de ce projet.

Incertitudes thérapeutiques

C'EST à Berkeley, en Californie, dans les années qui précéderont la seconde guerre mondiale, que l'on commença à traiter des malades cancéreux en les irradiant avec des faisceaux de neutrons. Ceux-ci étaient alors fournis par les premiers cyclotrons qui avaient été construits quelque temps auparavant. Le projet fut abandonné entre 1939 et 1945. Il fallut ensuite attendre 1966 pour qu'une équipe britannique reprenne à l'hôpital Hammersmith de Londres le même type d'études.

Aujourd'hui, une vingtaine de centres sont engagés dans plusieurs protocoles expérimentaux. L'objectif : préciser quelle place doit être accordée à ce mode de traitement. L'Europe, avec une quinzaine de centres, vient en tête dans ce domaine, devant les Etats-Unis et le Japon. Au total plus de deux mille malades atteints de tumeurs cancéreuses ont été à des degrés divers pris en charge par la neutron-thérapie.

Schématiquement, il s'agit de projeter sur des cellules cancéreuses des « particules lourdes ». Elles s'y transforment en quantités d'énergie. Celles-ci sont, en théorie, suffisantes pour provoquer la destruction irréversible des cellules qui forment les tumeurs malignes. D'une manière générale, la radiothérapie se propose elle aussi de détruire ces cellules, au moyen d'irradiations de divers types. Son efficacité est doublement limitée. D'une part, on ne peut augmenter à l'infini les doses d'irradiation, celles-ci pouvant au-delà d'un certain seuil détruire les tissus qui avoisinent le tumeur.

De l'autre, la radiosensibilité des tumeurs semble étroitement liée au degré d'oxygénation des cellules : plus une cellule est oxygénée, plus elle est radiosensible. Une grande partie de celles qui forment les tumeurs cancéreuses sont pauvres en oxygène (cellules hypoxiques ou anoxiques), donc radio-résistantes. Les faisceaux de neutrons rapides représentent précisément sur ce point un progrès important. Du moins en théorie. Ils apportent en effet une solution à un problème insoluble par les radiations traditionnelles (rayons gamma du cobalt ou rayon X des accélérateurs linéaires).

La situation est encore plus difficile pour l'unité de neutron-thérapie. En dépit d'un accord passé avec sept centres parisiens (les hôpitaux Tenon, la Salpêtrière, Necker, ceux de Saint-Cloud et de Créteil, les Instituts Gustave-Roussy et Curie), fort peu de malades sont adressés à Orsay. Seule quarante-neuf ont pu être traités en neuf mois, au cours de l'année 1981, alors que les estimations laissent penser qu'ils seraient près de trois cents. « Il est clair, explique le docteur Bréteau, que les Parisiens ne jouent pas le jeu. »

Cette situation est en particulier à l'origine d'un déficit important chiffré pour 1981 à plus de 1 700 000 francs. Bien que le coût de la séance augmente cette année, passant à près de 3 000 F, la convention risque d'être dénoncée au cas où 1982 serait à nouveau marquée par un déficit.

La distance Paris-Orléans n'est pas la seule explication. Certains centres parisiens n'hésitent pas, en effet, à adresser leurs malades à Louvain. Le jeu des « chapelles », le mépris de la province et des centres hospitaliers non universitaires, une forme larvée de protestation contre l'obstination des pouvoirs publics à vouloir que l'expérience d'Orléans fasse ses preuves, sont autant d'éléments importants. Il reste que c'est la Sécurité sociale qui, au total, fait les frais de l'opération en finançant une activité de recherche impossible à mener.

A Orléans, les docteurs Bréteau et Thérain sont prêts à se battre. Un dossier de demande d'une caméra à positons a été déposé au ministère de la santé. Le recrutement des malades pourrait s'étendre à l'échelon régional. Une collaboration plus étroite pourrait s'établir avec Tours, où une équipe dirigée par le professeur Léandre Pourcelot (service de médecine nucléaire ultrason) pourrait apporter son soutien. Cette collaboration permettrait en particulier à l'équipe d'Orléans de travailler dans des structures hospitalo-universitaires. Ce qui lui a toujours manqué et qui, de toute évidence, est à l'origine d'un gâchis que certains médecins n'hésitent pas à qualifier de scandaleux. — J.-Y. N.

PRIX LITRE 82

Si vous avez parfois l'impression que votre toubib vous expédie un peu vite lorsque vous allez le consulter, lisez ces « livres propos » de Robert Heyblon.

WEEK-END

robert heyblon les larmes des autres

« Il considère comme une faveur le bonjour d'essayer de soulager les autres. »

Très Amoureux/Le Samedi enchaîné

« Robert Heyblon, voilà enfin un écrivain ! Un vrai. »

Philippe Bagnon/Le Figaro

denoel

UN PROJET DE DIMENSION NATIONALE

Un projet émanant de M. L. D. Nguyen (C.N.R.S.), directeur du secteur « instrumentation scientifique et médicale » de la commission Industrie-administration pour la mesure, qui a été présenté lors d'une récente réunion organisée au centre de la Recherche à Orsay (Essonne) lors d'un débat public organisé par les élus locaux, prévoit la création à Orsay d'un centre de technologie biomédicale avancée consacré à la neutron-thérapie du cancer par le cyclotron et aux techniques nouvelles de diagnostic (sonographe à résonance magnétique nucléaire, etc.). Pour M. Nguyen un tel centre devrait comporter :

- Un laboratoire pour la mise au point et le développement du sonographe à résonance magnétique nucléaire ;
- Un ou plusieurs laboratoires pour la mise au point et la conception des technologies nouvelles.

Plusieurs autres centres de ce type devraient, selon lui, être créés en France. Le premier le serait dans la région parisienne « dans un site possédant un environnement scientifique et médical nécessaire, des facilités de communication et des opportunités industrielles ». Il aurait un statut inter-universitaire et accueilleraient des équipes médicales des chercheurs et des malades de France et de l'étranger. Son coût est estimé à 50 millions de francs, auquel viendrait s'ajouter le prix du terrain. Plusieurs firmes industrielles seraient prêtes à collaborer à la réalisation de ce projet.

Jean Bernard
de l'Académie française

Le sang des hommes

Le grand livre sur le sang, on l'attendait sous la plume de Jean Bernard. C'est fait.

PIERRE MACARENAT, A.D.

Ce livre est accessible au plus large public.

JACQUES-PIERRE AMBETLE POINT

Un regard d'affection, celui du médecin face à ses malades.

JOEL SCHMIDTKEFORMER

Le sang peut servir de trame à l'histoire des hommes... un éclairage passionnant et nouveau.

Dr ESCOFFIER-LAMOTHE/LE MONDE

BUCHET/CHASTEL

Le gâchis d'Orléans

REALISE en grande partie sous la pression de la communauté des radiothérapeutes parisiens, le service du cyclotron fonctionne à Orléans sur le campus du C.N.R.S. depuis 1977. Il emploie au total plus de soixante personnes. A la pièce centrale, que constitue le cyclotron lui-même, ont été annexées deux unités qui dépendent du Centre hospitalier d'Orléans : l'une de neutron-thérapie, dirigée par le docteur Noël Bréteau, l'autre de médecine nucléaire, dirigée par le docteur Fabienne Thérain.

L'ensemble constitue le seul exemple français d'une unité possédant à la fois la double possibilité : thérapeutique et recherche diagnostique. Les re-

cherches physiques, comme le dosage d'impuretés à partir d'analyses par radioactivation, continuent d'absorber la moitié du temps de fonctionnement. Le cyclotron fonctionne quatre jours par semaine de 8 heures à 22 heures ; la maintenance en est assurée par le C.N.R.S. Les équipements médicaux (8 millions de francs) ont été pris en charge par le ministère de la Santé (50 %), l'hôpital d'Orléans (35 %) et la région (15 %). Grâce à une convention passée avec la Sécurité sociale, les frais de traitement sont pris en charge par la Sécurité sociale.

Tout semble donc en place pour que cet ensemble autonome fonctionne sans difficulté majeure. Il n'en est rien.

« Les Parisiens ne jouent pas le jeu »

Si l'activité de physique ne provoque pas de problème, permettant notamment la production d'iode 123 pour le Commissariat à l'énergie atomique, les activités médicales en revanche en posent. Faute de disposer d'une caméra à positons, l'unité de recherche demeure bien en deçà des possibilités que lui offrent l'appareil et l'environnement technique.

La situation est encore plus difficile pour l'unité de neutron-thérapie. En dépit d'un accord passé avec sept centres parisiens (les hôpitaux Tenon, la Salpêtrière, Necker, ceux de Saint-Cloud et de Créteil, les Instituts Gustave-Roussy et Curie), fort peu de malades sont adressés à Orléans. Seule quarante-neuf ont pu être traités en neuf mois, au cours de l'année 1981, alors que les estimations laissent penser qu'ils seraient près de trois cents. « Il est clair, explique le docteur Bréteau, que les Parisiens ne jouent pas le jeu. »

Cette situation est en particulier à l'origine d'un déficit important chiffré pour 1981 à plus de 1 700 000 francs. Bien que le coût de la séance augmente cette année, passant à près de 3 000 F, la convention risque d'être dénoncée au cas où 1982 serait à nouveau marquée par un déficit.

La distance Paris-Orléans n'est pas la seule explication. Certains centres parisiens n'hésitent pas, en effet, à adresser leurs malades à Louvain. Le jeu des « chapelles », le mépris de la province et des centres hospitaliers non universitaires, une forme larvée de protestation contre l'obstination des pouvoirs publics à vouloir que l'expérience d'Orléans fasse ses preuves, sont autant d'éléments importants. Il reste que c'est la Sécurité sociale qui, au total, fait les frais de l'opération en finançant une activité de recherche impossible à mener.

A Orléans, les docteurs Bréteau et Thérain sont prêts à se battre. Un dossier de demande d'une caméra à positons a été déposé au ministère de la santé. Le recrutement des malades pourrait s'étendre à l'échelon régional. Une collaboration plus étroite pourrait s'établir avec Tours, où une équipe dirigée par le professeur Léandre Pourcelot (service de médecine nucléaire ultrason) pourrait apporter son soutien. Cette collaboration permettrait en particulier à l'équipe d'Orléans de travailler dans des structures hospitalo-universitaires. Ce qui lui a toujours manqué et qui, de toute évidence, est à l'origine d'un gâchis que certains médecins n'hésitent pas à qualifier de scandaleux. — J.-Y. N.

LE MONDE DE LA MÉDECINE

« Retour de France », de Jack Ralite Un plaidoyer passionné

JACK RALITE est, comme il se définit lui-même, un « enquêteur d'ail, d'oreille et de cœur ». Chargé du ministère de la Santé et n'ayant de ces problèmes que des connaissances — au départ — fragmentaires, homme de dialogue plus que de dossier, il a donc entrepris de voir et d'entendre toutes les parties prenantes, où qu'elles soient, du professionnel à l'usager.

Un tour de France en vingt et une étapes, quatre cent vingt-deux audiences au ministère, vingt-trois « tables rondes » concernant soixante-trois organisations, lui ont permis de percevoir, selon une sensibilité qui lui est propre, les grandes lignes de la « carte de la santé » dont il souhaite la mise en œuvre « sans béatitude comme sans trilogie ».

A la passion des hommes, des plus humbles d'entre eux, et présente chez Jack Ralite, s'ajoute la passion du verbe, et le lecteur de son *Dossier du tour de France* pourra aussi en recevoir les mots comme « les coups d'archet sur l'imagination » ou « les morceaux de viande crue qui happent l'oreille », selon des termes de Julien Gracq, chers à un ministre entre tous épris de culture.

Coup d'archet sur l'imagination que cette définition de la santé « qui est pour chaque individu la capacité de s'accomplir avec le projet qu'il porte en lui et en harmonie avec l'ensemble des relations sociales », que cette dénonciation

indignée de conditions difficilement tolérables de labeur ou de vie menant à des gâchis humains, social et économique.

Missions nouvelles pour les médecins scolaires, les médecins du travail, les médecins généralistes « aux avant-postes de la prévention, du soin, de la réadaptation sociale, au carrefour de la vie des gens », plaidoyer pour l'élargissement des libertés, pour la diversité des expériences et des modes d'exercice, qui ne souscrivent au programme idéalement défini des systèmes de santé future ?

L'association des usagers aux conseils supérieurs des hôpitaux, la création des grands corps de prévention, réclamée depuis trente ans, leur rattachement aux observatoires de santé, à des structures ministérielles et universitaires adjuvantes, la volonté de traiter la maladie mentale « ailleurs et autrement » que dans des structures carcérales, de convaincre tous et chacun, partout et sans relâche, « à investir pour la santé et la vie est une donnée de rigueur économique » et que le développement scientifique ou technologique doit être hardiment soutenu, autant

d'exemples de ce dynamisme mobilisateur. C'est à un « Edit de Nantes de la pratique médicale » que le ministre de la Santé convie toutes les professions médicales, « pour qu'elles apprennent à se comprendre, se réunissent, aillent de l'avant avec le mouvement populaire issu du 10 mai dernier ».

On ne peut que souscrire à un tel idéal de conciliation avec lequel contrastent d'ailleurs curieusement les quelques slogans démagogiques, politiques, voire totalement irréalistes qui conduisent ce sémur de idées à l'usage d'un mot-valise comme s'il avait pris en main les débris d'une nation médicalement ou socialement sous-développée...

Rien pour l'instant, ou de si faibles lueurs, ne permet d'accuser sans preuve celui qui se sentait « orphelin des richesses de mon pays » et qui livre aujourd'hui par ses « paroles de plus régionalisme », en tant que conducteur du « premier maître de la décentralisation-santé », le credo étié et chaleureux de son « retour » de France.

D. ESCOFFIER-LAMBIOTTE.
* Retour de France, de Jack Ralite, Editions sociales, 370 pages, 60 F.

LES CYCLOTRONS Promesses diagnostiques

(Suite de la page 9.)

« Chaque molécule ne contient qu'une quantité infime de produits radioactifs. On peut alors administrer au malade ces corps marqués sans qu'ils exercent d'effet pharmacologique ou toxique. Ils sont néanmoins détectés avec une grande précision ».

Orsay, ou à plus particulièrement dans les investigations au niveau des structures du système nerveux central (débit sanguin cérébral, consommation d'oxygène, de glucose, glycémie protéique, métabolisme de certains neurotransmetteurs), du système cardiaque (lésions d'infarctus, métabolisme des acides gras) pulmonaire et pancréatique (diagnostic différentiel entre inflammation et cancer du pancréas).

Ce type d'activité suscite actuellement un vif intérêt, comme en témoigne le nombre croissant des publications dans les revues scientifiques spécialisées. Aux États-Unis, une quinzaine d'unités de ce type sont soit en fonctionnement, soit en cours d'installation. La tendance est la même au Japon. Il est en effet, indéniable que l'on dispose d'une méthode extrêmement prometteuse en matière d'exploration fonctionnelle.

Certaines des images cérébrales visibles à Orsay dépassent déjà de beaucoup les résultats actuels en matière de visualisation des organes. De plus, les améliorations que devrait être en mesure de fournir la caméra du centre d'études nucléaires de Grenoble augmentent encore sensiblement leurs qualités. Pour M. R. Garrod, chef des laboratoires de mesure, de contrôle et

de traitement électronique au L.E.T.I., le prototype actuellement en cours d'achèvement à Grenoble sera l'un des plus performants sur le marché mondial.

Il semble acquis que c'est cette caméra qui équipera les quatre centres. Si l'ordre des sites d'implantation est bien retenu (Lyon, Caen, Paris et Clermont-Ferrand), et si elle est certaine que les régions sont décidées à financer en partie (environ 50 %) ces unités, plusieurs points restent en suspens concernant, par exemple, le lieu exact d'implantation dans la capitale ou la puissance des cyclotrons.

D'autre part, quelle sera l'attitude des médecins et des scientifiques concernés à établir une collaboration ? Il faut aborder, souligne le professeur Maurice Tubiana (3), que se constituent de véritables fédérations de médecins pluridisciplinaires en dehors de tout esprit de chapelle.

Selon lui, en fait et compte tenu des aléas de financement et de réalisation, Bordeaux pourrait aussi être un site retenu.

A terme, la véritable question est de savoir si ces unités resteront des lieux de recherche ou si, comme tels, de leur performance, elles constitueront un outil indispensable de diagnostic. Le problème posé serait alors celui du financement de telles unités dans le tissu hospitalo-universitaire. — J.-Y. N.

(3) Le professeur Tubiana préside la commission Cyclotron dont les travaux ont servi d'élément d'appréciation avant la récente décision du ministère de la Recherche et de la Technologie.

Incertitudes thérapeutiques

(Suite de la page 9.)

Au chapitre des complications les choses ne sont guère différentes en neurothérapie et en radiothérapie conventionnelle. On observe, en effet, les mêmes sécheresses cutanées ou plus profondes, voire des nécroses. En cas d'irradiations abdominales, des troubles digestifs peuvent apparaître.

« Au total, résume le professeur Wambersie, il faut constater aujourd'hui que les neurothérapies ne font pas de miracles. Pour certains, c'est une déception. Pour d'autres, la neurothérapie constitue malgré tout un petit pas en avant qui correspond à un bénéfice pour certains malades. La plupart des travaux expérimentaux actuellement menés cherchent à préciser quelles sont les localisations cancéreuses et — pour chaque malade — de quelle manière la neurothérapie peut et doit s'intégrer à l'arsenal de thérapeutiques anticancéreuses, en particulier au sein de la radiothérapie ».

Un important travail de débrouillage et d'harmonisation est donc actuellement en cours en Europe, aux États-Unis et au Japon. La France y participera-t-elle ? La C.G.R.M. — société française — a bien installé plusieurs cyclotrons à moyenne énergie ou à énergie élevée aux États-Unis, en Belgique ou au Japon. Cela n'a néanmoins pas été jusqu'à présent un élément suffisant pour inciter les pouvoirs publics à mettre en œuvre une politique cohérente dans ce domaine. Dans l'attente de la

réalisation du projet du centre de lutte contre le cancer Antoine-Lacaze à Nice (professeur Claude Lelanne (2), seule l'unité du C.N.R.S. à Orsay est actuellement opérationnelle. Son fonctionnement se heurte néanmoins à d'importantes difficultés (voir encadré).

Les ministères de la Santé et de la Recherche et de la Technologie ont-ils toujours bien entendu qu'aucune autre implantation ne serait réalisée en France tant que l'unité d'Orléans n'aurait pas fait la preuve de son efficacité. Compte tenu de tous ces éléments, la France accuse un important retard en neurothérapie.

Les temps ont-ils changé ? Au ministère de la Santé, on précise que le dossier neurothérapie sera étudié prochainement par un comité consultatif des équipements de santé. Déjà un projet de centre de technologie biomédicale avancée se dessine (voir ci-contre). Il comporterait notamment un cyclotron de neurothérapie. S'il se réalisait, il resterait à nouveau à savoir si la situation d'un tel centre à distance des grands services hospitaliers parisiens ne se révélerait pas, comme c'est le cas pour Orléans, l'un des meilleurs arguments pour qu'aucun malade n'y soit envoyé. — J.-Y. N.

(2) Le projet aléatoire concerne un appareil de conception originale financé par des capitaux privés de 80 millions de francs. L'ensemble pourrait, selon le professeur Lelanne, fonctionner dès la fin de 1983 et le ministère de la Santé apporte son concours pour la construction des équipements annexes (30 millions de francs).

L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE

La croissance des dépenses de recherche Un atout pour l'instrumentation française

Un groupe de travail, dirigé par M. Michel Soutif, professeur à l'université de Grenoble, a été chargé, en décembre dernier, par M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la Recherche et de la Technologie, d'une mission d'études sur les problèmes de l'instrumentation

scientifique. Le groupe, qui comprend des représentants de plusieurs administrations, devrait remettre, fin février, un premier rapport, comprenant des propositions d'actions qui pourraient trouver leur place dans la loi d'orientation et de programmation de la recherche.

Les années qui viennent seront cruciales pour l'industrie française de l'instrumentation scientifique et technique entendue au sens large : instruments scientifiques proprement dits, appareils de mesure de grande précision (mesure, contrôle, régulation), capteurs. Le marché actuel de l'ordre de 5 milliards de francs, semble, en effet, appelé à croître très rapidement, et ce pour plusieurs raisons :

● La très forte croissance des dépenses de recherche (+ 17,8 % par an en termes réels pour les dépenses civiles dans les prochaines années) va avoir un impact très notable sur les instruments scientifiques proprement dits. Un des objectifs arrêtés par le ministère de la Recherche et de la Technologie est de « sauvegarder les moyens de travail des laboratoires », et donc, tout particulièrement, de renouveler leur équipement.

C'est l'effet des besoins nouveaux de la recherche publique civile devant ainsi plus que doubler le marché des instruments scientifiques, qui pourrait, de ce fait, atteindre M. Soutif, passer de 1 milliard de francs par an environ en 1980 à 2,5 milliards en 1985. Et ce chiffre ne tient pas compte des effets de la croissance attendue des budgets de recherche dans l'industrie et dans le secteur de la défense.

● Le marché des appareils de mesure devrait connaître une croissance forte, liée en particulier aux progrès de l'automatisation industrielle et à la poursuite des grands programmes (télécommunications, aéronautique, nucléaire). Ces facteurs devraient pousser à l'augmentation du marché des capteurs, qui devrait aussi être « porté » par l'irruption de l'électronique dans l'automobile et le développement d'applications « grand public » (électroménager, systèmes d'alarme).

A regarder les chiffres, l'industrie française paraît être dans une situation certes précaire, mais point catastrophique.

● Dans l'instrumentation scientifique, dont le marché national représentait en 1979 la production nationale était d'environ 600 millions de francs, dont 240 millions à l'exportation. Compte tenu d'importations importantes (environ 800 millions de francs), l'industrie française ne satisfaisait que 38 % des besoins nationaux.

● Pour les appareils de mesure, la production nationale (3,5 milliards de francs) est à peu près équivalente au marché (3,8 milliards), les importations s'élevaient à environ 1,6 milliard. Ce résultat, apparemment honorable ne doit pas masquer une forte dépendance technologique : la France importe des appareils très sophistiqués, en particulier en provenance des États-Unis, et exporte surtout vers les pays moins développés. L'industrie française, note M. Soutif, n'a manifestement pas assez profité des grands programmes aéronautiques et nucléaires.

● Le marché des capteurs est d'environ 800 millions de francs pour une production nationale d'environ 440 millions, dont 200 millions à l'exportation.

Un secteur stratégique

Les gouvernements précédents n'avaient accordé qu'une attention passagère à l'instrumentation scientifique, secteur jugé peu rentable. En fait, comme M. Soutif, qui a longtemps présidé le comité « instruments de mesure » de la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.), la modestie apparente de ce secteur d'activités (moins de 10 milliards de francs de chiffre d'affaires annuel, quelques milliers de salariés) ne doit pas masquer le fait qu'il s'agit d'un secteur stratégique.

En effet, de la bonne tenue de l'industrie de l'instrumentation et de la mesure dépend, pour une bonne part, la qualité de la recherche fondamentale et tout particulièrement sa place dans la concurrence internationale : pouvoir disposer, avant ses rivaux, des premiers exemplaires d'un nouvel équipement, ou, mieux, participer à sa définition et à sa mise au point, pour une équipe de chercheurs, un avantage considérable. Inversement, il n'est pas rare que se manifestent, sur le marché, certaines restrictions à l'exportation.

En ce qui concerne, enfin, les secteurs de l'électronique, de l'automatisme et de la géographie, celui du droit et des sciences politiques et celui des sciences économiques, les échantillons de populations étudiées se distinguent des précédentes en ce sens qu'elles sont plus

tion, dans les premiers temps, de matériels nouveaux. D'autre part, ce « petit marché » a souvent son sort lié à des opérations de grande envergure. Il n'est pas rare, mais paradoxal, que les plus-values dégagées par des firmes françaises dans des opérations d'exportation soient simplement liées à l'intégration d'équipements importés. Pour y parvenir, la mission de matériels importés est une pratique courante.

Comment non seulement « reconquérir le marché intérieur », mais, surtout, développer la production et l'exportation ? Une aide de l'État sera, bien sûr, nécessaire. Mais l'acheminement des membres de la mission Soutif, devra prendre des formes multiples.

Un plan de redressement

Il paraît exclu, tout d'abord, que soient prises des mesures autoritaires pour contraindre « acheter français » ; mais il paraît probable que les responsables d'équipement seront invités, quand ils achètent du matériel étranger, à expliquer pourquoi, et notamment à justifier en quoi le matériel français disponible ne pouvait satisfaire leurs besoins ; cela devrait avoir pour résultat de mieux faire connaître les appareils français aux chercheurs français. M. Soutif avait noté, il y a quelques années, une action de ce type : 60 % des équipes interrogées ont finalement, et librement, changé leur option et « acheté français ». Le plus souvent, la décision de rachat est un atout majeur ; mais elles souffrent, à comme ailleurs, d'un manque de capitaux propres : la mission devrait suggérer la création d'une société financière d'innovation spécialisée chargée d'agir dans ce secteur.

Un autre effet d'une action de ce type, dont des organismes comme le Centre national de la recherche scientifique (C.N.R.S.) étudient la mise en place, est à attendre : elle devrait aider les

entreprises françaises à mieux connaître les besoins du marché et à savoir en quoi leurs équipements ne sont pas adaptés aux desiderata des chercheurs.

Plus largement, M. Soutif estime qu'il faut renforcer les interactions entre recherche et industrie, permettant la définition, la réalisation et la mise au point de matériels nouveaux. Pour y parvenir, la mission devrait, par exemple, suggérer que le premier exemplaire d'un nouvel appareil puisse être installé dans des équipes de premier plan, d'un point de vue international, et ce, « gratuitement », c'est-à-dire sans que cela soit imputé sur les dépenses d'investissement de l'équipe ; en contrepartie, l'équipe — dont le renom devrait « rejillir » sur l'appareillage — s'engagerait à fournir au constructeur un rapport critique d'emploi.

L'instrument scientifique français est ainsi, aujourd'hui, à un tournant : dans les deux années qui viennent, on va, très probablement, assister à une augmentation massive des importations du fait des investissements nouveaux des laboratoires. C'est donc le moment où jamais de mettre en place un plan de redressement qui devrait tout à la fois bénéficier de l'action des nouvelles entreprises nationales et du climat psychologique très favorable créé dans la communauté scientifique par le changement politique et le colloque national « Recherche et technologie ».

Les P.M.I. ne devront pas loin de là, être à l'écart du mouvement : elles jouent déjà un rôle important dans ce secteur très spécialisé à haut contenu technologique et où la vitesse de réaction est un atout majeur ; mais elles souffrent, à comme ailleurs, d'un manque de capitaux propres : la mission devrait suggérer la création d'une société financière d'innovation spécialisée chargée d'agir dans ce secteur.

X. W.

Pour les docteurs en sciences humaines et sociales

Peu de chômage mais des emplois précaires

Les doctorats de troisième cycle en sciences de l'homme et de la société favorisent-ils une meilleure insertion dans la vie professionnelle ? Dans une étude auprès de mille cent cinquante-sept personnes — plus de trois mille avaient été contactées — l'Association pour l'emploi des cadres (APEC) (1) a tenu, en collaboration avec la Délégation générale à la recherche scientifique et technique (D.G.R.S.T.), l'École des hautes études en sciences sociales (E.H.E.S.S.) et l'Association Bernard-Grégory, de tirer quelques éléments de réponse à partir des questionnaires remplis par les titulaires qui ont soutenu leur thèse entre 1975 et 1980.

Les réponses montrent des disparités importantes qui tiennent tant à la structure de la population étudiée qu'aux modalités du cursus et aux conditions d'emploi à l'issue de la thèse.

Ainsi, en ce qui concerne les sciences humaines, l'échantillon étudié fait apparaître une population très féminisée dont les individus, après un cursus universitaire quasi monolithique, obtiennent leur thèse à un âge relativement avancé. Il est à noter qu'après avoir soutenu le passage de cette étape, la grande majorité d'entre eux — plus de 60 % — se retrouvent employés dans la fonction publique (principalement dans l'enseignement) sans que leur thèse y soit vraiment pour quelque chose, dans la mesure où la plupart des étudiants préparant un doctorat en sciences humaines et sociales n'ont pas eu de contacts avec le monde du travail pendant leur cursus. Si l'enseignement public accueille la quasi-totalité des diplômés, il faut constater que l'accès à la recherche publique — désiré par beaucoup — est rarement obtenu et que le secteur privé n'offre aucun débouché.

En sciences sociales, l'enquête montre que le cursus universitaire est moins monolithique — à peine 30 % des docteurs de troisième cycle ont réalisé leur travail de thèse en continuant immédiatement avec leurs études supérieures de premier et second cycle — et que le taux d'emplois dans l'enseignement public y est moins important. L'enseignement et la recherche publique regroupent en effet 74 % des docteurs ayant un emploi à l'issue de leur soutenance de thèse, avec une prépondérance d'hommes dans l'enseignement et de femmes dans la recherche. Mais les tableaux statistiques font cependant apparaître une certaine mobilité — faible, certes — dans le privé.

En ce qui concerne, enfin, les secteurs de l'électronique, de l'automatisme et de la géographie, celui du droit et des sciences politiques et celui des sciences économiques, les échantillons de populations étudiées se distinguent des précédentes en ce sens qu'elles sont plus

jeunes, plus masculinisées, qu'elles ont suivi des formations plus diversifiées (aux importations de double formation) et occupent, à l'issue de la thèse, en proportion plus importante, des emplois hors du secteur public. Ces distorsions sont d'autant plus importantes que l'on s'éloigne des disciplines les plus « littéraires ».

Pour ceux qui travaillent dans les domaines de l'urbanisme, de l'aménagement et de la géographie, le doctorat confère ou améliore la situation des titulaires actifs avant la soutenance de leur thèse, mais dans des proportions qui, sauf dans l'administration et le secteur parapublic, restent limitées. Les débouchés sont très rares dans la recherche publique, les postes fréquemment précaires dans l'enseignement public et l'accès aux emplois du secteur privé est plus que difficile.

Le doctorat en droit ou en sciences politiques ouvre, au contraire, un accès intéressant aux emplois de l'administration et aux fonctions du secteur privé.

Pour l'économie, enfin, l'enquête note un déséquilibre entre, d'une part, un secteur public qui n'offre que de rares débouchés dans la recherche et contraint ceux qu'il accueille dans l'enseignement à payer leur intégration au prix d'un statut précaire ou d'un emploi déqualifié, et, d'autre part, le monde industriel qui, lui, favorise les étudiants de haut niveau en complétant leurs connaissances par des formations plus « professionnalisées ».

Il apparaît, en somme, que, s'il y a peu de chômage, pour les docteurs appartenant à l'ensemble des disciplines, les situations précaires sont monnaie courante, surtout dans le secteur public, et que, souvent, le diplôme utile pour trouver un emploi est ailleurs que dans le troisième cycle : diplôme d'ingénieur ou de l'Institut d'études politiques, par exemple.

J.-F. A.

(1) L'APEC a déjà publié de nombreuses études sur les sciences physiques et les sciences de la vie. On peut se procurer ces documents au siège de l'APEC, 5, rue Drouot, 75116 Paris.

PREMIERE MONDIALE
ENSEIGNEMENT ACCÉLÉRÉ
ACUPUNCTURE
par vidéo-cassettes d'une durée totale de 50 heures. Section par diplôme. Distribution AFAMCO - 88, bd Carnot, 05400 Cannes, 043 45-57-24.

44230350

PETIT MONT-PARNASSE

UN CRI

Tennessee Williams

Mise en scène
A. VOUTSINAS
avec
Caroline SIHOL
Patrice ALEXANDRE

Première demain

PIANO★★★★

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

ENGLISH CHAMBER

PERAHIA

DEBOST

107 rue de la Harpe - PARIS 5^e

Loc. 723-47-77

LES CRIS DE PARIS

Chœur de Janequin et Sermisy

Ensemble Clément Janequin

1 DISQUE

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CHAMPS-ÉLYSÉES

CONCERTS

Radio France

ORCH. NATIONAL DE FRANCE

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

23 février 20 h 30

Dir. : A. RAHBARI

Barber - Arrigo Tchaikovsky

2^e Rencontre de Voix, Théâtre et Musique d'aujourd'hui

coproduction RADIO FRANCE et ATELIER LYRIQUE DU

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

23 février 20 h 30

Dir. : Georges APERGHIS

LIEBESTOD, un opéra

Texte : M. H. de

Musique : P. Barber

Scénario et costumes : Yvonne Kalka

Dir. : YVES PRIN

S. V. OSTEN, M. OUSRY, M. VIANO

A. SARTRELLI, C. LECZAK

A. de FROMENTIN, L. MAZOUZ

L. FLORENTIN, C. TROGNER

X. TAMALET, P. DANIEL, C. WEST

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

RADIO FRANCE

Grand Auditorium

24 février 20 h 30

Dir. : E. KRIVINE

Sol. : J. Estournet

RAVEL - VIOTI Tchaikovsky

(concert télévisé)

MUSIQUES SACRÉES

POULENC - GOUNOD

J.-C. JABOULAY

J. CHAMONIN - H. DENZI

P. DORNI - P. DOTTLES

Chœur de Radio France

Dir. : Henri GALLOIS

MUSIQUE DE CHAMBRE

E. Chojnacka

S. Gualda

F. Geyre, P. Hadjaje

J. Wiedorke

T. NABOKOV - G. KRAUS

L. XENAKIS - F. B. MACHÉ

RÉCITAL

BERND WEDEL

Cord Garden, piano

BEETHOVEN - SCHUBERT - WOLFF

NOUV. ORCH. PHILHARMONIQUE

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES

24 février 20 h 30

Dir. : S. SKROWACZEWSKI

Sol. : J.-B. Pommer

WERNER - BRAHMS MAHLER

MUSIQUE DE CHAMBRE

J. Rouvier

J.-J. Kantorow, P. Muller

Mozart - Brahms - Dvorak

Loc. : RADIO FRANCE, salles et agents

SPECTACLES

théâtres

LES SPECTACLES NOUVEAUX

JOËL, Comédie de Paris (281-00-11), 20 h 30

L'HEURE DE GRAND SILENCE, Fondation de l'Allemagne (589-22-26), 20 h 45

UN AMOUR DE THÉÂTRE, Lucernaire (544-57-34), 20 h 30

L'ALPAGE, Essai (278-46-42), 22 h 15

TOUT ÇA C'EST UNE DESTINÉE NORMALE, Antony, théâtre F. Gélisier (666-03-74), 21 h

CAIGULA, Versailles, Montclair, (950-71-18), 21 h

GEVREY-CHAMBERTIN, TEP (797-96-06), 21 h

L'AMANT MILITAIRE, 20 h 30

MAUVE, Théâtre (22-11), 21 h

CONTRE CIEL, Centre Mandapa (589-01-60), 21 h 45

GEORGE DANDIN, 20 h 30

GERBE DE BLE, Château de Vieux (365-70-13), 21 h

LEÇONS DE BONHEUR, Jardin (255-24-40), 21 h

PERSPECTIVES ULTÉRIEURES, Gonville, Théâtre (293-26-30), 21 h 45

Les salles subventionnées et municipales

Salle Favart (296-12-20), 20 h 30 : Bubbling brown sugar (Harlem années 1950)

Comédie-Française (296-10-20), 20 h 30 : La Dame de chez Maxim

Chaillot (727-81-15), 20 h 30 : Britannicus : Grand foyer, 20 h 30 : Enlèvement

M. Sadi Hamedani : 18 h 15 : Le sac du palais (marionnettes chinoises)

Odéon (325-70-32), 20 h 30 : Les Femmes de Médée

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Voyage de Madame Knipper vers la Prusse orientale

Opéra (325-70-32), 20 h 30 : Jean-Louis

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) (de 11 heures à 21 heures, sauf dimanches et jours fériés)

Mardi 23 février

Boîtes-Parisiennes (296-97-03), 21 heures : Diable d'homme

Cartouche, École de Bois (809-39-74), 20 h 30 : École de Bois

Théâtre de la Tempête (328-36-36), 20 h 30 : L'Étranger dans la maison

CEP-Théâtre Paris-12 (343-19-01), 20 h 45 : Les Mentons bleus

Internationale (589-38-69), Galerie, 20 h 30 : La Religieuse ; la Ressource, 20 h 30 : Ce n'est pas un secret

Comédie-Caricatures (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Élysée

Comédie des Champs-Élysées (08-24), 20 h 45 : Le Jardin d'Épistémé

Comédie Italienne (321-22-22), 20 h 30 : La servante amoureuse

Confessions (387-67-38), 20 h 30 : Édouard à mort

Damon (261-66-14), 21 h : La vie est trop courte

Edouard VII (742-57-49), 20 h 30 : La Danse du diable

Espace Cardin (266-17-30), 20 h 30 : L'Opéra pour une vie

Espace Galté (327-93-94), 22 h : Pour deux hommes

Espace Marais (271-10-19), 20 h 30 : Le Misantrope

Essai (278-46-42), 21 h 45 : Le Marquis de Sade

Essai (278-46-42), 21 h 45 : Le Marquis de Sade

Essai (278-46-42), 21 h 45 : Le Marquis de Sade

Essai (278-46-42), 21 h 45 : Le Marquis de Sade

Essai (278-46-42), 21 h 45 : Le Marquis de Sade

Essai (278-46-42), 21 h 45 : Le Marquis de Sade

Essai (278-46-42), 21 h 45 : Le Marquis de Sade

Essai (278-46-42), 21 h 45 : Le Marquis de Sade

Essai (278-46-42), 21 h 45 : Le Marquis de Sade

Essai (278-46-42), 21 h 45 : Le Marquis de Sade

Essai (278-46-42), 21 h 45 : Le Marquis de Sade

Essai (278-46-42), 21 h 45 : Le Marquis de Sade

Essai (278-46-42), 21 h 45 : Le Marquis de Sade

Essai (278-46-42), 21 h 45 : Le Marquis de Sade

	la semaine	la semaine T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	21,00	23,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
PROP. COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

	la semaine	la semaine T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	40,00	47,04
IMMOBILIER	12,00	14,10
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

* Dégressifs selon surface ou nombre de publications



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Ingenieur methodes Normandie - Bavière

Poursuivre votre jeune carrière en liaison avec la direction technique allemande d'un groupe pour optimiser l'outil de travail de nos trois usines Normandes. Augmenter les capacités de production. Et, en même temps, améliorer la productivité des installations pour fabriquer des produits coton et papier de faible valeur traitée.

Voilà un programme qui vous va ? Vous participerez dans un développement des techniques d'analyse de valeur et de suggestion. Mais surtout, vous étudierez les améliorations des machines, des installations, des moyens de maintenance, des postes de conditionnement, voire des produits eux-mêmes. Homme de projet, de proposition, vous calculerez, planifierez, contrôlerez vos réalisations exécutées par les services techniques de la société. Avec vos collègues allemands, vous échangerez vos know-how respectifs. Dans leur langue, dès le premier jour de votre engagement.

Pour réussir dans notre affaire, votre expérience professionnelle doit être celle d'un ingénieur électro-mécanicien, habitué depuis quelques années à une production de masse. Vous avez dû apprendre à vendre vos idées et à accueillir celles de vos collègues de formation, de préoccupation, de façon à penser différemment. Vous devez avoir l'ambition d'être notre métier pour devenir Directeur d'Usine puisque c'est le chemin tout tracé. A vous d'écouter aux conseils en recrutement à Sirec, sous la référence 824 676M.

Sirec
64, rue La Boétie - 75008 PARIS

Hopital interprofessionnel de Bruyère de Comté (G.I.C.C.)
SON DIRECTEUR
Responsabilités et activités motivantes.
Adresser lettres et C.V. manuscrites, discrétion garantie.
STAGE OUEST, 79300 Bressuire, BP 120.

Importante Compagnie Car-Ferries recherche **DIRECTEUR D'AGENCE** pour son exploitation dans le Pas-de-Calais. Anglais parlé et écrit couramment.
Le candidat doit être :
- Organisateur ;
- Gestionnaire (60 salariés) ;
- Habitué de l'activité portuaire ;
- Libre résident.
Discrétion assurée.
Envoyer curriculum vitae + photographies à :
Monsieur **TAURIS** à 24, rue de la Somme, 75001 PARIS.

BATIMENT
Groupe d'Entreprises Régionales (siège Paris-Sud) recherche pour les régions Midi-Pyrénées, Haute-Normandie, Picardie, (ou Champagne, Ardennes) **TROIS ANIMATEURS COMMERCIAUX**
Résident dans chaque région, ils seront chargés de la prospection et du montage de marchés publics.
Ils possèdent une expérience affirmée de cette fonction et, éventuellement, de la recherche foncière.
Les candidatures (lettre manuscrite + C.V., photo et références) seront adressées (Réf. 732) à :
G.R.A., 4, rue François-Ory, 92128 MONTROUGE.

INGENIEUR D'ETUDES
Nous sommes une grande entreprise industrielle et nous recherchons un jeune ingénieur pour lui offrir au départ missions intéressantes dans les domaines de la mécanique traditionnelle. Vous offrez-vous intéresser, nous vous remercions de nous adresser votre C.V. détaillé à M. BRIZZI, 73 rue Jean Jaurès 92800 PUTEAUX en précisant la référence 210.

LA COMPAGNIE GENERALE D'INFORMATIQUE

Une des premières sociétés de conseil et de services en informatique. Son développement et ses résultats la conduisent à proposer :

Postes de responsabilités

Ingenieurs

Ils ont une formation Grande Ecole ou équivalent en 3 à 5 années d'expérience. Ils encadreront nos équipes chargées de la conception et de la mise en œuvre de systèmes informatiques pour des entreprises très diversifiées. Lieu de travail : région NORD.

Envoyer CV + photo et références à : **BECK - C.G.I.** - 230, avenue Jean-Jaurès, 59790 RONCHIN.



emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

(et départements d'Outre-Mer)

(et départements d'Outre-Mer)

(et départements d'Outre-Mer)

Dans le cadre de ses activités de DISTRIBUTION une filiale d'UNILEVER PLC implantée en **AFRIQUE NOIRE Francophone** recherche **UN INGENIEUR ELECTRONICIEN** pour animer et gérer un Département Radio/TV/ Réfrigération/Climatisation.
Ce poste pourrait également convenir à un **SUP de CO** ayant une expérience de la distribution de ce genre de produits.
UN INGENIEUR ELECTRICIEN pour assurer la commercialisation de matériel d'équipement électrique destiné à la ligne, l'industrie et le bâtiment.
Les candidats devront justifier plusieurs années d'expérience de la vente et de la gestion dans ces domaines professionnels.
Des séjours antérieurs en Afrique seraient appréciés.
Envoyer C.V. détaillé en précisant le poste et la rémunération souhaitée à **CONTESSÉ** Publicité 20, Avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

GROUPE SCS
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE SERVICE ET DE GESTION
SGS Luxembourg
offre de réelles opportunités de carrière à de jeunes **Analystes-Programmeurs confirmés**
Une expérience d'au moins 5 ans est nécessaire, avec une bonne connaissance de COBOL, Méthode Warrier et/ou programmation structurée, sur IBM, UNIVAC 1100, QJ-HB DPS 7 ou 8.
Langue allemande et/ou anglaise souhaitée.
Candidature et CV sont à adresser, sous la réf. AZ 02/88, à **SGS**, 12/24, avenue Van-Whitcomb - 75016 PARIS.

TUNISIE
LE MINISTRE DU PLAN ET DES FINANCES recrute pour la constitution de nouveau corps du contrôle général des finances **DE JEUNES UNIVERSITAIRES TUNISIENS**
de diplômes :
- D'expertise comptable ;
- De 3^e cycle ou équivalent : droit, sciences économiques, gestion ;
- D'études supérieures : révision comptable.
Statut et régime, fixes dans Journal officiel de la République Tunisienne n° II et II de l'année I.
Adm. dom. + c.v. + diplôme au Ministère du Plan et des Finances, place Ali-Zouaoui, TUNIS.

Entreprises internationales offrent de réelles opportunités de carrière à de jeunes **CHEFS MECANICIENS** et **MECANICIENS DIESELISTES** ainsi que des **ELECTRO-MECANICIENS** grande expérience requise.
Envoyer C.V. détaillé à **SGS**, 12/24, avenue Van-Whitcomb - 75016 PARIS.

Nous sommes une maison d'édition ouest-allemande en expansion continue. Nos bureaux sont situés à environ 50 km de Cologne et à une heure de route au maximum de la frontière française. Nos publications résultent d'une grande expérience et sont continuellement adaptées aux fluctuations du marché. Leur retentissement est exceptionnel, grâce à leur conception soignée de succès.
Si vous êtes déjà secrétaire à haut niveau et que vous ne disposez plus de possibilités de promotion dans votre situation actuelle, saisissez la chance exceptionnelle de pouvoir travailler dans notre maison d'édition en qualité d'
ASSISTANTE de DIRECTION
Nous recherchons une personne ayant une excellente présentation, de l'assurance, du dynamisme, de l'ambition et une certaine habileté lors des discussions.
Si votre langue maternelle est le français, vous devez en moins parler allemand à la perfection. Vous serez assez peu à votre bureau, car votre activité se déroulera principalement en France et en Belgique.
Et, de par votre formation et votre activité professionnelle, vous êtes en mesure de prendre seule des décisions et d'agir en vue de réaliser le but que s'est fixé notre maison, nous vous proposons un salaire d'
ENVIRON 16.000 FF
y compris commission sur le chiffre d'affaires. Les frais de voyage sont réglés séparément.
Envoyer lettre de motivation et renseignements utiles, et une photo récente à :
Walter Wirtschaftswerbung, Genthstr. 60, D-4008 Düsseldorf 1.

GABON recrute
PROFESSEURS ET INSTITUTEURS
LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE DE LA REPUBLIQUE GABONAISE recherche pour la rentrée 1983-1984
PROFESSEURS :
P.E.G.C., licenciés, maîtres et pour enseignement 2^e degré général et technique en mathématiques, physique, chimie, sciences naturelles, enseignement manuel et technologique, français, espagnol dans lycées et collèges, capitale et provinces. Aucune expérience requise en anglais, philosophie, histoire et géographie.
ATTACHÉS ET CONSEILLERS D'ADMINISTRATION SCOLAIRE
INSTITUTEURS :
Normaliens pour enseignement 1^{er} degré capitale et provinces.
Avantages pour tout personnel :
Logement subventionné ; avantages familiaux ; tous les ans :
- Salaire brut pour ancienness professionnelle de 5 ans, après le diplôme le plus élevé, prouvée par état de services :
- P.E.G.C. : indice 330 = 4.410 F
- Licenciés : indice 410 = 5.010 F
- Maîtres : indice 515 = 6.060 F
- Certifiés : indice 665 = 7.560 F
- Avant le 1^{er} avril 1983 à :
cultural, du Gabon, 33 bis, avenue, 75016 Paris (comprenant lettre manuscrite, 2 photos, copie certifiée des diplômes, C.V., état des services, extrait du casier judiciaire, état civil, état médical).
N.B. : Tout non strictement conforme à l'annonce incomplet sera retourné à l'expéditeur.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ B.T.P. recherche pour l'ÉTRANGER (SPECIALITÉ BATIMENT) **UN INGENIEUR RESPONSABLE DES CORPS D'ETAT**
(Passation des contrats, suivi des travaux, etc.)
Cinq à dix ans d'expérience.
Anglais courant.
Adresser C.V. complet + photo d'identité et prétentions - sous n° 42008 M HAVAS COM F.A.C.T. 150 bd Hausmann, 75008 PARIS.

COMINAK Niger
Filiale de COGEMA, recherche son **CHEF DE SERVICE INFORMATIQUE**
Basé sur le site de MINIER d'AKOUTA, il assurera toutes les applications et gèrera les tâches liées à la généralisation de l'informatique dans l'entreprise :
- amélioration de l'existant (gestion du personnel, paie, applications scientifiques)
- transfert au NIGER de la sous-traitance extérieure (comptabilité)
- création (gestion des stocks, etc.)
Les candidatures souhaitées pour ce poste sont celles d'ingénieur ENSI (ESE, ENSIMAG, N 7...), titulaires du MIAGE et ayant une première expérience de 2 à 3 ans acquise dans l'industrie ou dans une SSC.
Ecrire avec C.V. explicite sous référence CK/CSI à **CETAGEP** 30, Av. André Lemaître 78180 MARLY LE ROI.

Ingénieur associé 1983...
Claire Devaerleux



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Ingénieur Electronicien

d'abord un produit à microprocesseur, à terme, un service de développement.

A Rosheim (15' de Strasbourg) nous sommes 180 et nous fabriquons des appareils électroniques de régulation industrielle. Vous vous sentez motivé pour créer et mener jusqu'à sa production industrielle un produit à microprocesseur (prévisions : 1000 appareils/an). Après cette première étape et suivant vos goûts et aptitudes, vous développerez d'autres produits ou dirigerez une équipe plus large. Si qu'il vous faut pour rejoindre : une formation d'ingénieur électronicien et une première expérience d'études. De toutes formes du talent, des idées, une bonne mobilité intellectuelle. Adressez votre candidature à : M. MURZ, Chef d'Établissement - 26, rue de l'École - 67100 ROSHEIM. Téléphone : (03) 50 23 33 ou J. GENOT, Responsable du Personnel - 100, rue du Paris - 67100 ROSHEIM. Téléphone : (1) 50 11 00.

SEREG

Selinger

Chargé de mission Bordeaux

Un Organisme Economique d'Initiative Générale recherche un collaborateur de son bon niveau pour assurer les relations avec les instances Régionales. La fonction consiste, sous le contrôle des instances Régionales et en collaboration étroite avec son Président, à réaliser des études économiques et à participer aux travaux de planification et de développement régional, à l'extérieur, à assurer les missions des diverses instances Administratives auprès desquelles, notamment, il présentera les projets de l'organisme. L'intérieur de l'organisme, il devra dispenser les informations et les conseils dans le cadre des orientations définies. Ce poste de fonctionnaire s'adresse à une personne âgée d'au moins 25 ans, au Formation Supérieure, ayant acquis une expérience professionnelle, ayant acquis une expérience en Entreprises ou en Administration et des postes différents, l'assurant d'être au courant de l'environnement économique régional, voire national ; une formation financière, administrative, organisationnelle professionnelle etc... Une culture économique et l'expérience des relations professionnelles plus variées requises. Le travail en équipe et le montage des projets désignent à la fois un homme communicatif et synthétique. L'exercice des responsabilités dans des organismes interprofessionnels peut être un atout supplémentaire. Pour une candidature, merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. (résumé, photo et prétentions sous la Réf. 244) à OCS pour Conseil, qui vous garantit la plus grande discrétion. Conseil en Recrutement 37 Quai Richelieu 33020 DEULX cedex

jeunes ingénieurs

CENTRALE, AM, SUPLEC, ESTP, INSA

Chargés de missions, ils ont une première expérience, ils ont des responsabilités qui leur permettent, selon les résultats, d'être affectés à terme vers des postes de haut niveau dans l'entreprise. Postes à pourvoir sur l'ensemble du territoire métropolitain (Lyon, Dijon, Lille...).

attaché commercial

REGION RHONE-ALPES

25 à 30 ans de formation électro-mécanique, il aura pour mission la commercialisation d'équipements électriques industriels. Il sera chargé sur la région Rhône-Alpes du suivi commercial d'une clientèle qui aura des perspectives. Une expérience en ce domaine sera appréciée. (Réf. RA 155) Poste basé à Lyon.

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant sur l'enveloppe la réf. du poste et en indiquant vos préférences géographiques à :

Cabinet J.C.M. Rhône-Alpes Immeuble Le Président 3 av. Condorcet - 69600 VILLEURBANNE

PERSONNEL RHONE-ALPES

Importante entreprise industrielle siège à LYON (1000 personnes)

adjoint au directeur du personnel

Agé de 35 ans, de formation supérieure et ayant acquis une première expérience professionnelle, la fonction personnelle, si possible en milieu industriel. Les missions prévues lui permettront d'appréhender progressivement l'ensemble des aspects de la fonction. Une évolution rapide vers un poste de responsabilité est possible pour un candidat de valeur.

Envoyer C.V., détail, photo et prétentions en précisant l'enveloppe la référence 156 :

Cabinet J.C.M. Rhône-Alpes Immeuble Le Président 3 av. Condorcet - 69600 VILLEURBANNE

IMPORTANTE ENTREPRISE DU HAUT-RHIN

JURISTE

titulaire d'une maîtrise en droit.

- Spécialisé en affaires, il est capable de participer efficacement à la mise au point de l'entreprise et à la négociation ;
- En outre, il possède un goût pour l'examen des textes dont il est en mesure de faire la synthèse opérationnelle ;
- Il est aussi chargé de la partie juridique du base du réseau commercial ;
- La connaissance du droit sera appréciée ;
- La préférence sera donnée à un candidat ayant déjà une expérience de quelques années.

Les candidats voudront écrire avec C.V., photo et photo à n° 25.439 CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75001 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

JEUNE ADJOINT AU DIRECTEUR DU PERSONNEL

Une entreprise de 1.100 personnes (Fabrication + 22 agences Travaux) à STRASBOURG recherche un JEUNE CADRE Niveau min. DUT Gestion du personnel, ayant 2 à 3 ans d'expérience diversifiée de la fonction personnelle : Mésierien, contractuel, rémunération, etc. Une connaissance des applications informatiques dans ce domaine sera appréciée. Poste d'avenir stable et évolutif. Adr. C.V. dét. s/réf. A.P. à : SELETEC CONSEIL

Pour l'ensemble au développement de ses activités à l'exportation

roset

leader français du mobilier contemporain haut de gamme crée le poste de

RESPONSABLE EXPORT HORS EUROPE

Intégré au Directeur Export, il aura une large autonomie un ensemble de missions touchant à l'ensemble de la société dans le cadre de la grande exportation. Ce poste, basé au Siège (60 km à l'EST de LYON) conviendrait à un diplômé d'une GRANDE ECOLE de COMMERCE maîtrisant parfaitement l'anglais et prêt à accepter la mobilité inhérente à la fonction. Une expérience acquise à l'exportation sera un atout apprécié. Ecrire au CABINET GATIER, 37 rue de la République 69001 LYON, ou référence 237M

Cabinet Gatier

Directeur achats

250 000 F +

recherché par Groupe International de Matériel Electronique

France Paris

Ce poste conviendrait à un ingénieur de haut niveau formation électronique et/ou mécanique, ayant une dizaine d'années d'expérience industrielle comme acheteur dans une entreprise produisant en grande série.

Animant une équipe d'ingénieurs acheteurs, il aura à assumer des responsabilités :

- les négociations menées avec tous les fournisseurs de nos produits français,
- la coordination des achats dans le cadre de la division internationale.

Devant se déplacer fréquemment en France et à l'étranger, il devra parler l'anglais et l'allemand.

Le traitement offert, fonction de l'expérience et du potentiel du candidat, sera très motivant. Un développement de carrière sur le plan professionnel est envisageable.

Adresser lettre manuscrite + C.V. + photo sous référence 138, à M. O'DELANT, 10 rue de la B.P. 846 - 44020 NANTES Cedex.

CAPFOR

LYON - SAINT-ETIENNE - MONTLUCON - NOYAT

EUROTECHNIQUE

FILIALE DE SAINT-GOBAIN PONT A MOUSSE

ET DE NATIONAL SEMICONDUCTOR

recherche POUR SON CENTRE ELECTRONIQUE DE RECHERCHE SUR AIX (près d'AIX EN PROVENCE)

UN ASSISTANT AU CONTROLEUR DE GESTION

CHARGE DES COUTS STANDARDS

INGENIEUR + FORMATION COMPLEMENTAIRE GESTION ANGLAIS COURANT

Merci d'adresser plus d'une candidature joignant un curriculum vitae et un indicant vos prétentions à :

EUROTECHNIQUE, ZONE INDUSTRIELLE DE PEYNIER ROUSSET - 13000 ROUSSET

Institut de Recherche Lyonnais propose poste de responsabilité Techniques à un

INGENIEUR

Arts et Métiers ou Formation équivalente, min. 35 ans. Ecrire sous le n° T 031.875 M Régie-Presses 85 bis, r. Franklin, 75002 Paris

LA PREFECTURE DE L'ISERE recrute pour son service informatique

UN RESPONSABLE DES ETUDES

Formation : un bachelier en informatique, un ingénieur, un technicien de gestion transactionnelle néces. Connaissances de T.O.S. souhaitées. Adressez C.V. avec une courte lettre manuscrite à : M. J. LEBLANC, Directeur du Personnel, 17, 1046 69001 LYON Cedex 01. (078) 54-31-31, poste 34-40.

PÉTROCHIMIQUE

cherche pour son service S.O.

TECHNICIEN MATIÈRES PLASTIQUES

Formation B.T.S. matières plastiques, chimie ou physique ayant de préférence une première expérience industrielle et possédant notions anglaises et tout au moins (poste comprenant déplacements, y compris à l'étranger) pour service développement, technique et maîtrise des matières plastiques (tenue de compte des coûts, études menées dans le laboratoire, etc.). Ecrire C.V. + photo + prétentions à : J. ANNONCE, 22, rue de l'Épée, 69001 LYON Cedex 01.

Nous sommes la filiale européenne d'une société internationale spécialisée dans la fabrication et la vente de matériel de conditionnement d'air. Nous employons 1.300 personnes et réalisons un chiffre d'affaires de 400 Millions de Francs.

POUR NOTRE DIVISION TECHNIQUE nous recherchons un

Ingénieur étude

Assisté par une équipe de dessinateurs, il sera notamment chargé :
- d'assurer les programmes de développement des produits,
- concevoir une gamme d'équipements en fonction des besoins du marché,
- de promouvoir des études de réduction des coûts.

Il devra être à l'écoute du client et de la clientèle dans les Vosges.

Profil souhaité : Ingénieur diplômé, ayant de bonnes connaissances en mécanique et en mécanique, le candidat devra être capable de la communication et une première expérience industrielle ou aéronautique.

Anglais nécessaire.

Si la proposition vous intéresse, envoyez C.V., photo et prétentions sous référence 8016 à PIERRE LICHOU, 11 rue Joseph Guerber 67100 - STRASBOURG qui transmettra.

Une ADMINISTRATION DE COLLECTIVITES LOCALES située dans l'Ouest de la France, recherche son

Responsable de Centre Informatique

missions :

- responsabilité du Schéma directeur, de son évolution et de sa mise en œuvre ;
- collaboration étroite avec les services utilisateurs ;
- gestion, organisation et suivi d'un service de 25 personnes ;
- la maîtrise technique et administrative ;
- une bonne connaissance des problèmes des collectivités locales ;
- les compétences et une expérience d'informaticien rigoureux et organisateur ;
- un bon sens de la négociation.

Adresser lettre, C.V. et prétentions sous réf. 8016 à ACLES (chargé du recrutement) 11 HONEYWELL BULL. 67100 - STRASBOURG

67100 - STRASBOURG

acles

Barclays Bank

recherche pour ses Agences de Province, BORDEAUX, GRENOBLE, LILLE, MARSEILLE, ROUEN, STRASBOURG

CADRES EXPLOITANTS

CLASSE V OU VI selon expérience et qualités

pour développer le secteur "CLIENTÈLE PRIVÉE"

Une grande aisance dans les relations, une bonne connaissance des produits de placements, les critères déterminants pour le choix du candidat.

Écrire C.V., photo et prétentions, BARCLAYS BANK, Direction du Personnel, 33, rue du 4-Septembre, 75002 PARIS.

Chambre de Commerce et d'Industrie de Lot-et-Garonne

1 ASSISTANT TECHNIQUE AU COMMERCE RURAL

Fonction :

- Conseil en matière commerciale ;
- Conduite de stages de formation à la gestion ;
- Formation supérieure et expérience gestion financière commerciale ;
- Sens du contact et des relations ;
- Pédagogie.

Adresser Dossier complet de candidature à :

M. BRET, C.C. de Lot-et-Garonne, B.P. 279 47000 AGEN.

ANIMATEUR SOCIO-CULTUREL

Le CAPES-OUT pour foyer de la population pour l'animation sociale et culturelle.

C.V. + photo + prétentions à :

C.V. + photo + prétentions à :

Avant le 10 mars.

Entreprise Région Nord recherche pour son service

Normes et qualités

UN INGÉNIEUR CHIMISTE

35 ANS ENVIRON

Ayant des notions de statistiques et d'informatique. Une expérience de laboratoire ou de terrain. La connaissance de l'anglais est exigée. La connaissance de l'allemand est appréciée. Ecrire sous n° 31.813 M RÉGIE-PRESSE, 67 bis, Reaumur, 75002 PARIS.

COGEMA

Et de la Région (Gard)

UN CADRE DE PERSONNEL

placé au Personnel, il assurera la gestion en matière de recrutement et de gestion de l'établissement.

Le poste formation juridique (maîtrise ou équivalent) ainsi qu'une première expérience dans le domaine de recrutement.

Ecrire C.V. détaillé, photo et prétentions à :

COGEMA, 17, 30200 Bagnols-sur-Cèze.

SOCIÉTÉ DE PARFUMS ET COSMÉTIQUES DE HAUTE NORMANDIE recherche pour son service contrôle

UN JEUNE INGÉNIEUR CHIMISTE (E.S.C. ou I.N.S.A.)

Sous l'autorité du Directeur Technique, il sera responsable du Laboratoire Analytique et du Contrôle Qualité des emballages et des articles conditionnés. Le candidat devra avoir une bonne connaissance des techniques modernes d'analyse ; une expérience de 3 à 4 ans sera appréciée. Ecrire s/réf. 7888 le Monde Pub. ou ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, Paris.

ANNONCES CLASSES

TÉLÉPHONÉES

296-15-01

4483 001350

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CGEE ALSTHOM

EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

vous êtes

- ingénieur de production,
- passionné par les technologies avancées,
- méthodique et homme de contact.

Si en outre vous avez une bonne formation en électronique industrielle et quelques années d'expérience en packaging électronique et en contrôle qualité

CETTE ANNONCE EST POUR VOUS la division énergie recherche

INGENIEUR METHODES/INDUSTRIALISATION

POUR SON UNITE DE PRODUCTION D'EQUIPEMENTS ELECTRONIQUES DE MASSY

- il devra assurer le lancement et le suivi des prototypes,
- il aura à participer aux actions d'industrialisation des équipes de développement de production,
- il établira les procédures, standards et gammes de fabrication et optimisera les coûts et qualité des actions entreprises.

Merci d'adresser votre candidature, avec C.V. détaillé, photo et prétentions à R. ANDRY - CGEE ALSTHOM - 13, rue A. Raynaud 92309 LEVALLOIS-PERRET.

Nous sommes une importante société de distribution (600 M de CA), filiale d'un grand groupe français, et nous couvrons la région parisienne avec une vingtaine d'implantations fonctionnant en centres de profit. Nous avons le souci de rendre cohérente notre organisation comptable avec notre mission commerciale et de mettre en place des systèmes de gestion adéquats, ce qui nous conduit à intégrer au sein de notre unité de direction un cadre de haut niveau pour lui confier le poste de

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Vous avez une formation supérieure (HEC, ESSEC, ESCP...) et vous avez complété sur le plan comptable (DECS au moins). Vos expériences professionnelles de 10 à 15 ans vous permettent de maîtriser parfaitement les problèmes financiers, comptables, juridiques, budgétaires et informatiques. Vous dirigerez nos services comptables et administratifs et notre organisation informatique, vous assurerez la gestion du personnel auprès du Président, vous coordonnerez les structures administratives de nos implantations. Si votre mission fondamentale consiste à assurer auprès de la direction générale l'ensemble des fonctions d'une direction administrative et financière d'une moyenne entreprise, vous devrez être à même de mettre en place une réorganisation des procédures administratives et une refonte des systèmes informatiques.

Ecrire sous réf. 5569 M

EUROMARCHE Notre importance et notre développement constant font de nous un des leaders de la grande distribution. Nous avons la préoccupation permanente d'affiner nos conceptions, nos équipements et moyens informatiques. Dans cet esprit, nous souhaitons adjoindre à notre directeur informatique un informaticien de haut niveau en tant que responsable

ETUDES ET DEVELOPPEMENT de projets informatiques

Vous êtes diplômé de l'enseignement supérieur - ingénieur en informatique ou équivalent - Vous avez une d'années d'expérience vous permettant de connaître des langages tels que COBOL, BASIC, APL, de maîtriser une informatique interactive et répartie, la gestion des bases de données, les télécommunications (Téranet). Vous occupez déjà des responsabilités importantes où vos qualités de concepteur, d'organisateur et de meneur d'hommes ont pu s'exprimer. Vous prendrez au sein de notre direction informatique la responsabilité des études et des développements informatiques avec l'animation d'une équipe d'analystes-programmeurs depuis la réception du cahier des charges jusqu'à la mise en exploitation. Vous serez bien sûr capable de vous intégrer à l'équipe actuelle et de vous adapter aux nombreuses évolutions qui viendront le jour prochainement.

Ecrire sous réf. 5570 M

Si vous pensez avoir le profil d'une des personnes que nous recherchons, écrivez à Roland Gardeur en précisant la référence: il étudiera vos possibilités de future collaboration.



JERIPPO CONSEILS DE DIRECTION
38, rue de... PARIS
Tél. 01-55-03-10

MEMBRE DE SYNTIC

emplois régionaux

IMPORTANTE SOCIÉTÉ RÉGIONALE RECHERCHE POUR SON SIÈGE SOCIAL A ROUEN RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER RATTACHÉ AU P.-D.G.

IL AURA EN CHARGE:

- La comptabilité;
- L'informatique;
- Les méthodes administratives;
- Les questions financières.

De formation supérieure (diplômé ESC ou équivalent + DECS); minimum 8 à 10 ans d'expérience; expérience informatique requise.
Ecrire à JD/311, HAVAS, B.P. 907 76023 ROUEN CEDEX.

Pour participer à la gestion de son service Directeur Contentieux d'un établissement financier recherche son

ADJOINT

Le profil du candidat répondra aux critères suivants:

- 30 ans minimum;
- Formation juridique;
- Excellent négociateur;
- Sens de l'organisation;
- Goût de l'efficacité;
- Expérience de quelques années dans un poste similaire.

Lieu de résidence: ville universitaire Ouest.
Envoyer lettre manuscrite, c.v. et photo au journal.
Ecrire sous n° 7855 le M. Publicité, service ANNONCES CLASSEES, 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

UNION PATRONALE

INTERMEDIATIONNELLE 100 rue de la République

recherche

POUR SON SERVICE

CONSEIL

AUX ENTREPRISES

UN CADRE

AVANT:

- DES CONNAISSANCES théoriques et pratiques en Droit social, Gestion administrative, comptable et financière.
- DES QUALITÉS particulières de rigueur et d'organisation ainsi que d'adaptabilité.

Poste convenant à homme d'expérience, ayant tenu des fonctions de Chef de personnel (200 à 400 personnes)

Envoyer lettre manuscrite, c.v. + photo (recommandé) à

Centre de Psychologie ET D'EFFICACITÉ

17, rue des Arcades, Paris 17^e.

NICE CENTRE

Centre vacancier 27 ans

recrute un animateur, expérience réelle poste similaire, bonne présentation, disponible, immédiatement, salaire selon référence, logé, nourri, poste à l'étranger.

Adresser C.V. et photo recommandée à M^{me} Wilma Le Scroff, 20, avenue G. Camaracchi.

Centre hospitalier de Portneuf (95) recrute

INFIRMIER (E) D.E. jour et nuit. Postes fixes et temporaires.

INFIRMIER (E) PSYCHIATRIQUE D'ADJ. (30 possibilités logement pour célibataires. Avantages financiers pour parents.

Adress. candidature au directeur ou prendre contact avec l'intermédiaire agréé.

Tél. 030-94-00 poste 20-20.

G. INFO

INGÉNIEURS LOGICIEL

Ingénieurs en informatique, nous recherchons des personnes ayant une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la programmation et de la maintenance de systèmes informatiques.

INGÉNIEURS TÉLÉFOR.

Ingénieurs en télécommunications, nous recherchons des personnes ayant une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la programmation et de la maintenance de systèmes de télécommunications.

INGÉNIEURS D'ETUDES EN TÉLÉPHONE

Ingénieurs en études de systèmes de télécommunications, nous recherchons des personnes ayant une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la programmation et de la maintenance de systèmes de télécommunications.

INGÉNIEURS MICRO

Ingénieurs en micro-informatique, nous recherchons des personnes ayant une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la programmation et de la maintenance de systèmes micro-informatiques.

INGÉNIEURS TEMPS RÉEL

Ingénieurs en temps réel, nous recherchons des personnes ayant une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la programmation et de la maintenance de systèmes temps réel.

INGÉNIEURS PRI PROJETS

Ingénieurs en projets, nous recherchons des personnes ayant une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la programmation et de la maintenance de systèmes.

AUTOMATISATION ET ROBOTIQUE

Ingénieurs en automatisation et robotique, nous recherchons des personnes ayant une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la programmation et de la maintenance de systèmes.

INGÉNIEUR ÉLECTRONIC

Ingénieur en électronique, nous recherchons des personnes ayant une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la programmation et de la maintenance de systèmes électroniques.

CHEF DE PROJET

Ingénieur en chef de projet, nous recherchons des personnes ayant une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la programmation et de la maintenance de systèmes.

INGÉNIEUR MÉCA

Ingénieur en mécanique, nous recherchons des personnes ayant une expérience de 5 à 10 ans dans le domaine de la programmation et de la maintenance de systèmes mécaniques.

4, rue Massenet 75016 Paris

Ecrire en précisant la référence - Direction etat



Chef de département organisation

réf. 385 AM

UNE DES PREMIÈRES COMPAGNIES FRANÇAISES DE TRANSPORTS MARITIMES aborde pour l'ensemble des services une nouvelle phase de développement ses systèmes d'information recherche son Chef Département Organisation.

Sa mission:

- développer les systèmes d'organisation au cours, les pilotes de nouveaux projets en liaison avec les services opérationnels, fonctionnels et les conseils extérieurs;
- animer une équipe spécialisée à procéder à l'analyse des besoins, la conception et la réalisation des systèmes d'information (cahier des charges destiné à l'informatique);
- assurer la mise en place et la formation des utilisateurs.

Sa compétence:

- formation ingénieur grande école ou supérieure de commerce;
- un minimum de 5 ans d'expérience en organisation acquise au sein d'un cabinet Conseil ou du service organisation d'un grand groupe important;
- qualités de contact, de rigueur et le goût des réalisations concrètes.

Rémunération 250 000 F +

UN GROUPE FRANÇAIS RENOMMÉ, réalisant des matériels haute performance impliquant mécanique de précision, électronique, optique et hydraulique, offre un poste évolutif à un ingénieur diplômé d'une grande école type ECP, AM.

Il s'agit de développer ou d'industrialiser, au siège à PARIS, il commencera sa carrière dans le groupe occupant un poste fonctionnel. L'analyse critique des devis. Ce poste lui permettra bien connaître l'ensemble des matériels et d'assumer ensuite d'importantes responsabilités opérationnelles dans une des usines de province. Ce poste conviendrait à un candidat, ayant au minimum 5 ans d'expérience industrielle, de bonnes connaissances en mécanique de précision, des qualités marquées de rigueur et d'animateur.

UN GRAND GROUPE FRANÇAIS (plus de 10 000 personnes), leader dans les "Services" destinés au grand public et composé d'un grand nombre de filiales, recherche le Directeur de la Direction des Services. Il s'agit de créer (avec l'appui du groupe) puis de diriger une nouvelle filiale (effectif 30 personnes environ). Ce poste conviendrait à un candidat, diplômé d'une grande école (de préférence d'ingénieur) ayant déjà des responsabilités opérationnelles (minimum 3 ans d'expérience) impliquant relations extérieures, animation du personnel, gestion (formation techniques du groupe assurée) et ayant le "profil" d'un patron d'entreprise.

La réussite dans ce poste ouvrira au candidat de perspectives d'occasions ultérieures de postes de direction plus importants. Poste: ville de province 100 km sud de Paris. Ordre de rémunération 150 000 F

SOCIÉTÉ FRANÇAISE MATÉRIELS D'ÉQUIPEMENT ÉLECTRIQUE (CA 200 millions - export 20%) filiale d'un important groupe, offre un poste évolutif de Responsable de Zone Exportation.

Il s'agit de développer et de gérer les ventes commerciales de la société en Europe du Nord et l'Amérique du Sud. Ce poste conviendrait à un ingénieur type IEG, AM, ayant au minimum 5 ans d'expérience de ventes de biens d'équipements à l'exportation, dynamique, ayant un excellent esprit d'équipe, à l'entretien des clients à tous les niveaux. Parfaite connaissance de l'anglais indispensable (connaissance complémentaire de l'espagnol appréciée). Poste: grande ville Bourgogne.

PONTS, CENTRALE, ESTP:

Une formation solide pour négocier des contrats nationaux

Génie Civil, Ouvrages d'Art, Travaux Industriels et Nucléaire: des affaires qui se traitent qu'à un très haut niveau de compétences.

Ingénieur Ponts, Centrale, ESTP... vous avez acquis un degré de responsabilité important au niveau Etudes Techniques, Etudes de Prix, Méthodes, Direction de Travaux... en entreprise ou en cabinet-conseil.

Cette expérience (5 à 10 ans) peut être un tremplin vers la Direction Commerciale de notre département Génie Civil, Ouvrages d'Art, Travaux Industriels et Nucléaire.

410 millions de CA, 1100 personnes, siège dans une ville universitaire de l'ouest: nous assurons un appui technique de premier plan. Notre appartenance à l'un des plus grands bâtisseurs français nous garantit une structure financière solide et pour vous, la certitude de pouvoir y faire une carrière à haut niveau, nationale ou internationale.

Nous observerons la plus grande discrétion autour de votre candidature. Merci de l'adresser sous référence 4188 à DESSEIN - 69, rue de Provence - 75009 PARIS, et d'y préciser vos souhaits de rémunération.



CONSEILLER ET FORMER

Filiale de THOMSON-C.S.F. INFORMATIQUE, nous sommes spécialisés dans la conception et la fabrication de systèmes informatiques pour des environnements aéronautiques, spatiaux et industriels difficiles.

La qualité et la technicité de nos produits nous permettent d'être présents dans de nombreuses réalisations prestigieuses que la Spacelab ou la fusée Ariane. Pour conseiller et former, au plus haut niveau, des ingénieurs logiciens et analogiciens nous recrutons un

INGÉNIEUR ÉLECTRONIC EN SI - ISEP - ISEN - CNAM

Il a une expérience minimum 5 ans dans le domaine de l'électronique, tant analogique que logique et de bonnes connaissances en outils informatiques d'aide à la conception de dispositifs analogiques (modélisation, simulation). Outre son rôle de conseil, son activité s'étendra à la caractérisation des systèmes informatiques complexes faisant intervenir des matériels variés.

Une bonne connaissance de la langue anglaise serait appréciée.



Merci d'adresser votre dossier de candidature - Réf. 18682 à Edwige Daquay, CIMSA, Service Emploi, 10-12, avenue de l'Europe - BP 44 - 78140 Vélizy - France.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

FLONIC

Ingénieurs Electroniciens/Informaticiens: Jouez la carte de demain!

FLONIC s'impose sur un secteur en pointe : les systèmes de paiement électronique (cartes à mémoire électronique à haute sécurité, terminaux bancaires, terminaux points de ventes, publicitaires...). L'avenir est prometteur, perspectives ambitieuses...

Nous vous proposons deux opportunités dans une activité

Marketing/Commercial

Votre formation d'ingénieur est indispensable pour bien comprendre le produit. Il s'agit d'assurer le suivi de sa conception marketing jusqu'à sa commercialisation. Vous dialoguerez à haut niveau auprès d'une clientèle bancaire industrielle (Informatique, Organisation, Electronique).

Deux postes, bien que basés à Colombes, impliquent de nombreux déplacements. La connaissance de l'anglais est indispensable, celle de l'allemand souhaitée.

Expérimenté ? Décrivez dans votre CV vos 5 ans d'expérience et dites-nous que vous connaissez la clientèle bancaire.

Débutant ? D'accord mais à bon potentiel, très compétent en électronique et informatique, fortement motivé par le commercial/marketing.

Dans les deux cas, vous serez compris que vous aviez une belle carte à jouer...
Ecrivez-nous aussi sans tarder : CV, photo et prétentions à FLONIC
Service Marketing Commercial, Systèmes Electroniques de Paiement
420, rue d'Estienne d'Orves - BP 144 - 92704 Colombes Cédex.

FLONIC

Schindler

ECHANGEONS NOS IMPRESSIONS

UN ELECTRONICIEN

Vous avez le goût du service et du contact avec les clients, valorisez votre expérience en un poste alliant l'assistance technique préalable à la vente et les besoins de nos utilisateurs. Vous avez une formation I.U.T. ou B.T.S. ELECTRONIQUE et vous avez déjà acquis une pratique des imprimantes et interfaces. Vous êtes capable d'analyser et de résoudre les demandes techniques de nos clients exprimés par téléphone. Votre aptitude à communiquer vous permettra d'introduire nos produits auprès de nos collaborateurs. Votre anglais est suffisant pour utiliser nos notices techniques. Vous êtes disponible pour des déplacements éventuels. (Réf. A 555)

UN ELECTRONICIEN DE MAINTENANCE SEDENTAIRE

chargé d'assurer la réparation de sous ensembles électroniques

Une pratique des micro-processeurs série 8080 serait appréciée pour ce poste. La connaissance de l'anglais est souhaitée. Le salaire multiplié par 13 sera fonction de l'expérience des candidats. (Réf. A 556)

CENTRONICS data computer

Envoyez C.V. et prétentions en référence choisie à conseil F.M.I.
FORMATION-MANAGEMENT-IMAGE
43, rue Liancourt - 75014 PARIS - Tél. : 330.69.29

Notre Entreprise (GROUPE SITA)

connaît sa spécialité (collecte et traitement des déchets solides) un développement constant se réalise dans les municipalités de la Région Parisienne un CA de 25 MF, soit 10 % de notre CA total. Nous souhaitons intégrer dans notre petite équipe la

RESPONSABLE COMMERCIAL

de cette zone. Le candidat devra avoir au moins un BAC et 10 années d'expérience commerciale éventuellement avec les municipalités.

Il assurera le développement de son secteur grâce à son réseau, son contact, sa persévérance, ainsi bien sûr que ses démarches extérieures dans la constitution de son réseau administratif.

Merci de joindre à votre C.V., détaillé, une photo d'identité et vos prétentions.

Ecrire à S.T.A.N. 7, rue de Logelbach 75017 PARIS.

LA TÉLÉMATIQUE

Une nouvelle révolution technologique



CAP SOGETI SYSTEMES conçoit et réalise depuis 1974, sous la direction de son directeur général, des réseaux de télématique de grande envergure. Son expérience, et les références acquises dans ce domaine, lui permettent aujourd'hui d'assurer, sous une même responsabilité, sur les plus importants projets du moment, notamment pour les principales entreprises françaises du secteur bancaire (Banques, Assurances, Tourisme...).

De développement l'amène à renforcer ses équipes de conception et de réalisation de grands réseaux, et à recruter de nouveaux

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

Ils ont une expérience informatique d'au moins 3 ans, et souhaitent orienter leurs activités vers un domaine avancé sans pour autant perdre le contact avec les utilisateurs. Leur intégration aux équipes entraînées de CAP SOGETI SYSTEMES tiendra compte de leur expérience, de leurs souhaits professionnels, de leurs besoins en formation ainsi que de leur capacité à conduire des projets et à diriger. Elle leur permettra de progresser régulièrement vers d'importantes responsabilités techniques et/ou hiérarchiques. Un dossier de candidature est à adresser à Joysane MULLER sous la référence 73554.

CAP SOGETI SYSTEMES

21, rue Lefebvre - 75015 PARIS

ingénieur technico commercial

Nous sommes une entreprise internationale leader depuis 50 ans dans le secteur PETROLE CHIMIE. Le développement constant de nos activités nécessite la création d'une nouvelle structure. Notre jeune EUROPEAN SALES MANAGER crée son équipe avec, pour la France, un ingénieur d'Ingénieur T.C.

Son action consiste à DEVELOPPER les VENTES par la définition d'une stratégie marketing, la négociation auprès d'interlocuteurs à tous les niveaux, la prospection et le suivi de la clientèle. Des responsabilités à l'étranger lui seront confiées.

Pour évoluer dans le milieu professionnel concerné, il est indispensable d'être un VÉRITABLE ENTREPRENEUR, d'acquiescer à la lubrification, l'expérience du gérant industriel ainsi qu'une pratique très courante de l'anglais.

La rémunération motivante tiendra compte de son expérience. Envoyez-nous votre dossier de candidature avec copie de votre salaire actuel. Nous l'étudierons avec intérêt et discrétion. (réponse assurée), sous référence 5680-M à I.C.A. 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris qui vous répondra.

I.C.A. International Career Advertising NEW YORK PARIS

Valeo

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
C.A. 6,8 milliards - 17000 personnes
recherche

JEUNE INGENIEUR DE VENTES

Diplômé Grande Ecole d'ingénieurs mécaniciens, vous avez 3 à 4 ans d'expérience dans la vente de produits industriels ou en études/essais. Pour les appareils de chauffage et de climatisation mobile, vous prendrez en charge les relations techniques et commerciales auprès de nos clients professionnels étrangers. Vous assurerez et coordonnerez les relations avec le client, la définition du cahier des charges à l'homologation du produit et la négociation commerciale. Allemand et/ou anglais exigés. Poste à la Verrière (78). Réf. 44271/1

INGENIEUR DEBUTANT

Diplômé Grande Ecole d'ingénieurs option électricité et électronique industrielles, automatismes. Au sein du Département entretien de cette importante usine d'embranchement, vous prendrez progressivement la responsabilité d'une petite équipe de techniciens pour organiser et effectuer l'entretien préventif et de dépannage du matériel électrique, électronique et automatique de production. Poste à Amiens (80). Réf. 44271/2

Adresser C.V., prétentions et photo, en indiquant la référence du poste choisi à Valeo Service Recrutement I. & C. 43, rue Bayen - 75017 PARIS

ETABLISSEMENTS J. SOUFFLET

Directeur Approvisionnement Culture

Responsable d'un C.A. de 250 M.F., il assure les opérations d'achat et de gestion d'approvisionnement pour l'agriculture (engrais - semences - produits phytosanitaires) et anime une équipe de 15 personnes. Il a acquis une solide expérience commerciale dans ce secteur. Adresser les candidatures (C.V. + photo) à M. J. SOUFFLET, Président Directeur Général, Ets. J. SOUFFLET, Qual du Buisson Serail, 70000 VERMILLY SUR SEINE

VOGERG

L'une des plus grandes SSCI françaises (plus de 120 personnes) dans la micro-informatique sectorielle, recrute pour son département INFORMATIQUE DENTAIRE

UN INGENIEUR ANALYSTE futur chef de projet

Diplômé Supérieures, ingénieur ou Commerce (option informatique). Le candidat doit avoir une expérience de quelques années (2 à 4 ans), être capable de faire en BASIC connaître la micro-informatique. De larges responsabilités lui seront confiées à court terme. Il devra avoir une bonne maîtrise de l'anglais et le savoir-faire. Quelques déplacements sont à prévoir.

Envoyer votre manuscrite avec C.V. et photo (retournée), sous référence 018M à VOGERG (enveloppe), à Patrick DUCEPT

VOGERG - Tour d'Asnières
100 Avenue Laurent Cely
92806 PUTEAUX Cedex
DENTILOG

bureautique, télématique, gestion transactionnelle,...

CERCI recherche pour renforcer le secteur Systèmes de DEPARTEMENT ACTIVITES NOUVELLES

1 ingénieur commercial

Il participera à la mise en œuvre de la stratégie commerciale et prospectera de nouveaux marchés. Il connaîtra le secteur tertiaire. Réf. 02/08

2 ingénieurs d'affaires

Techniciens éprouvés dans les domaines du télémarketing, des minis et des réseaux, ils prendront en charge des actions d'assistance technique avant vente, et l'entretien de la relation d'affaires. Réf. 02/09

2 ingénieurs de réalisation

débutants ou possédant une première expérience informatique. Réf. 02/11

CERCI - l'industriel de l'informatique, filiale directe de Jeumont-Schneider-met à la disposition ses équipes techniques un atelier logiciel (ensemble d'outils de production dans un environnement interactif).

Merci d'adresser candidature manuscrite avec C.V. détaillé en précisant la référence du poste qui vous intéresse à CERCI - Direction du Personnel - 56, rue Roger-Salengro 94120 Fontenay-sous-Bois.

Cerci

GROUPE PHARMACEUTIQUE BANLIEUE NORD DE PARIS, recherche

JURISTE CONFIRME

7 années d'expérience minimum
Spécialiste droit des Sociétés, contrats commerciaux, brevets et marques.
Parfaite connaissance langue anglaise indispensable.

Adresser manuscrite, C.V. et photo à 25218 à CONTESSÉ PUBLICITE 20, av. Opéra 75004 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

Importante Entreprise Industrielle (CA : 1 Md de F), intégrée à un groupe multinational, recherche pour sa Direction INFORMATIQUE, une grande banlieue Nord, un ANALYSTE SPECIALISE en :

C.A.O.

Il sera chargé d'un ensemble de Projets, il participera à la définition et à la mise en œuvre d'un C.A.O. multistades et concernant des domaines variés : mécanique et électronique notamment. La personne recherchée a, au minimum, un an d'expérience des techniques de C.A.O. et, de préférence, une bonne pratique du FORTRAN. Merci de nous adresser votre C.V. et photo + salaire actuel, en rappelant la référence FL 11 M :

CARRIERES SERVICES Groupe CEE
19, rue de la Paix - 75002 PARIS
Conseils en recrutement

44271/1

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOI	Ligne	Ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	71,00	83,50
IMMOBILIER	21,00	24,70
AUTOMOBILES	48,00	56,45
AGENDA	48,00	56,45
ETRE COMM. CAPITAUX	140,00	164,64

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Ligne/col.	La semaine T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	48,00	47,04
IMMOBILIER	12,00	14,10
AUTOMOBILES	31,00	36,45
AGENDA	31,00	36,45

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS



51 Milliards de C.A. - 140 000 personnes - Implanté 17 pays
en recherche et développement dans 7 pays.

SAINT-GOBAIN mise sur la recherche

et a décidé d'accroître ses moyens dans ce domaine.

Vous êtes **INGENIEUR DE HAUT NIVEAU** (X, Centrale, Mines, ESPCI...)
Vous avez une formation scientifique complémentaire (Doctorat, Ph.D., M.Sc.,...)
Vous avez quelques années d'expérience.

Nous offrons, en France et à l'Etranger, des postes d'avenir

recherche et développement industriels

et des possibilités d'évolution de carrières vers d'autres secteurs.

Nous voulons développer nos activités dans le vitrage, l'isolation, les fibres de renforcement, les ciments, les caoutchoucs, la mécanique, les réfractaires, le papier, le bois, les entreprises...

Nous sommes donc engagés dans les grandes filières d'avenir :

- les matériaux à haute performance,
- l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Nous sommes intéressés par les disciplines suivantes :

- Physique des solides et science des matériaux
- Chimie des solides
- Génie Chimique
- Métallurgie
- Polymères
- Mécanique des milieux continus et des fluides
- Thermique
- Physicochimie des surfaces
- Automatismes
- Semi-conducteurs
- Méthodes d'analyse fine
- Optique

Ces postes sont à pourvoir en particulier à :

AUBERVILLIERS (93) - DAMMARI-LES-LYS (77) - RANTIGNY (60) - COMPIEGNE (60) - PONT A MOUSSON (54) - CHAMBERY (73) - AVIGNON (84) - BILBAO (Espagne)

futur pilier de notre recherche ou futur manager de nos sociétés

envoyez votre dossier de candidature avec votre manuscrite, CV et photo à :
SAINT-GOBAIN - Direction de la Recherche - Case 27 - PARIS LA DEFENSE



BICHON S.A.

GRUPE BECKER - PEINTURES INDUSTRIELLES
42800 MONTBRISON

Dans le cadre d'une expansion accélérée, soutenue par un important plan d'investissement, notre société recherche :

DIRECTEUR PRODUCTION

- Evolution vers la Direction d'un établissement
- Solide expérience de la fabrication des peintures, la gestion de production et du personnel
- Poste à pourvoir à Montbrison.

CHEF DES LABORATOIRES

- Parfaite maîtrise de la formulation des peintures industrielles classiques, oil coating, automobile, produits à l'eau.
- Poste à pourvoir à Montbrison

DIRECTEUR COMMERCIAL

- Pour développer les circuits existants et structurer de nouvelles équipes chargées du développement des spécialités.
- Poste à pourvoir à Paris.

Nous offrons de **PORTES REMUNERATIONS** à des candidats expérimentés ayant le goût du challenge et du travail en équipe.

Merci d'adresser votre candidature à notre Conseil, ALEXANDRE LAMY
10, rue Raspail - 92100 COLOMBES, sous référence 719.
Discrétion assurée.



CIMSA

PRÉSENT DANS LE SPATIAL L'AÉRONAUTIQUE ET L'INDUSTRIEL

Fille de **THOMSON-CSF INFORMATIQUE**, nous sommes spécialisées dans la conception et la réalisation de systèmes informatiques pour des environnements aéronautiques, spatiaux et industriels.
La qualité et la technicité de nos produits nous permettent d'être présents dans de nombreuses réalisations prestigieuses telles que le Spacelab ou le Ariane. Notre expansion nous conduit à renforcer les équipes d'études et nous souhaitons recruter :

INGÉNIEURS ÉTUDES GRANDE ÉCOLE ÉLECTRONIQUE

Ils ont de préférence une première expérience dans l'un des deux domaines suivants :

- microprogrammation, calculateurs à base de processeurs en tranches. Réf. IL82,
- matériel analogique. Réf. IAB2.

De bonnes connaissances en outil informatique et la conception - C.A.D. - sont un atout supplémentaire. Selon leurs compétences et affinités, ils intégreront de petites équipes à haut niveau intervenant dans les études de matériels logiques, soit analogiques.

Les postes particulièrement formatifs sur les techniques de pointe doivent déboucher sur des fonctions importantes au sein de notre entreprise en plein développement.

La connaissance de la langue anglaise serait appréciée.

Les dossiers de candidatures précisant la référence du poste choisi, seront traités par Edwige DACQUAY.
CIMSA, Service Emploi, 10-12, rue de l'Europe - BP 44 - 78140 Vélizy - France.



Leader français du **FORMULAIRE EN CONTINU** pour l'informatique et le bureautique (C.A., M.F.), nous souhaitons développer nos relations avec les Constructeurs et les Sociétés de Service et de Conseil en Informatique.

Il s'agit, pour nous, de recruter des ingénieurs sur l'évolution des techniques, d'autre part d'informer les prescripteurs naturels de nos possibilités, de nos produits et de nos solutions performantes.

Dans le cadre de la Direction Générale de DANEL CONTINU, nous recherchons un

ingénieur technico-commercial

Ce profil demande une expérience professionnelle confirmée chez des constructeurs (Vente de systèmes avec logiciel, OEM) ou dans des SSSI, une connaissance pratique des applications, un excellent esprit de synthèse et le goût passionné de la communication.

La rémunération sera liée à l'apport professionnel du candidat et à ses aptitudes à faire évoluer son poste vers une orientation résolument marketing.

Adresser C.V. détaillé, avec motivations et souhaits de rémunération, à L.P.A. sous référence 139, 11, square Jasmin 75016 Paris.



C.A. 6,8 milliards - 27 000 personnes
GRUPE INDUSTRIEL FRANCAIS

10 SOCIÉTÉS ET 47 LICENCIÉS DANS 17 PAYS

Recherche pour PARIS 17ème

JURISTE CONFIRME

Directeur juridique du Groupe

avec ses principaux responsables, il prendra en charge un premier temps les

nos problèmes et intérêts Europe.

Sociétés, contrats et contentieux.

Travaillant en relation étroite avec les responsables juridiques de nos établissements et avec nos

conseils extérieurs, sa compétence et sa personnalité devront lui permettre d'assurer leur coordination et leur animation, et ultérieurement un

aménagement de ces fonctions. Pour cela il doit avoir acquis une expérience de 7 à 10 ans, notamment

Droit International des Affaires, dans un Groupe important et/ou dans un cabinet.

Bilingue anglais-français.

CV, prétentions et photo en indiquant la référence 44254 à VALEO Service Recrutement 43, rue Bayen 75017 PARIS



l'informatique au service de la gestion

Leader européen dans le domaine des paiements (cartes magnétiques, terminaux points de vente, autorisations en temps réel...) nous recherchons :

Jeunes ingénieurs

Grandes Ecoles (X, Mines, Centrale...)

pour participer, dans un premier temps, au développement de systèmes originaux et à l'application de techniques avancées ayant le potentiel nécessaire pour assurer la réussite de nos nouveaux projets.

La première expérience de 1 à 2 ans sera appréciée. Connaissance de l'anglais. Lieu de travail : Puteaux.

Nous avons demandé à Mme CLERE de nous aider à étudier les candidatures. Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération souhaitée sous référence 73587/M, à Mme CLERE, Tour Chénouet, 204, rue de la Fontaine-de-Sèvres, 92251 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.



Le Groupe Sligos : 365 millions de C.A. en 1980. Développement du Groupe de 24% depuis 5 ans. 1650 personnes et plus de 100 emplois en 1981. Principales implantations : Paris, Agnès, Angers, Annecy, Arles, Besançon, Blois, Brest, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Nantes, Nice, Rennes, Rouen, St Etienne, Toulouse, Valenciennes, Vannes, Vendôme, Belgique, Côte d'Ivoire.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SIEMENS

recherche
la région

Technicien de Maintenance
spécialiste audio-visuel.

Il est chargé de la maintenance et de la réparation de nos installations de sonorisation de salles de réunion et de spectacle, de traduction simultanée, de télévision en circuit fermé, de vidéo et prise de vues.

Pour l'emploi dans ce poste il faut posséder une formation en électronique, et de faire preuve d'une première expérience dans ce domaine. (Notamment participation aux réunions de chantier et prise de vues techniques et commerciale).

Une formation complémentaire est prévue en France soit en R.F.A., il est demandé d'avoir une bonne connaissance de l'allemand. Des déplacements sur les chantiers en province sont à prévoir.

Les candidats doivent adresser leur dossier à :

Département du Personnel
SIEMENS SAINT-DENIS
CEDEX 1

Siemens S.A.

LE GROUPE SOFRESID

est l'un des premiers de l'Ingénierie Internationale

plus de 3000 INGENIEURS/TECHNICIENS - 80 % du C.A. à l'exportation, des contrats dans 70 pays dans les domaines suivants : MINES - PETROLE - METALLURGIE - PETROCHIMIE - ENGRAIS - CHIMIE - OFF-SHORE - PIPELINES - CENTRALES.

SOFRESID recherche dans le cadre du développement de son département STRUCTURES METALLIQUES

ingénieur
développement informatique

pour lui confier la réalisation de programmes d'analyse des structures. Sa formation ou son expérience l'auront familiarisé avec les problèmes de résistance des matériaux, ainsi qu'à l'étude de

Réf. 014/A

ingénieur conception et calcul

possédant une expérience en calcul des charpentes métalliques et des structures off-shore.

Réf. 014/M

ingénieur expérimenté
en mécanique des sols

Réf. 014/C

Tous les postes nécessitent une bonne connaissance de la langue anglaise.

Merci d'adresser vos candidatures complètes en précisant la référence du poste à :
B. MATHIEUX - Directeur du Personnel
SOFRESID - 59, rue de la République 93108 MONTREUIL CEDEX

ingénieur
en architecture navale

Le poste conviendrait à un candidat possédant une formation en génie maritime accompagnée de quelques années d'expérience de bureau d'études.

Réf. 014/D

ingénieur confirmé
en soudure et métallurgie

pour participer à la conception des structures et rédiger les spécifications techniques de fabrication et de contrôle.

Réf. 014/E

spécialiste en peinture

ayant une bonne expérience en peintures industrielles acquise et possible un fabricant ou un applicateur. Il est demandé de confier la rédaction des spécifications techniques et la surveillance de travaux.

Réf. 014/F



SOFRESID

annonce parlée*

Jeune ingénieur de projet

Concevoir et réaliser des
systèmes électroniques complets

Telle est la mission que nous proposons. L'ingénieur que nous recherchons aura à mettre en œuvre un ou plusieurs projets faisant appel aux techniques numériques, aux circuits analogiques, basses fréquences, aux micro-processeurs, et aux technologies à la pointe du progrès (micro-électronique, circuits hybrides, composants haute température).

Filière du Groupe Schlumberger, FLOPETROL est leader mondial du test de puits pétroliers et des mesures de pression de fond, sa Direction Recherche et Développement travaille en permanence sur des systèmes nouveaux faisant appel aux techniques les plus évoluées.

Pour ce poste basé en banlieue Sud de PARIS, une bonne pratique de l'anglais est souhaitable. Elle devra au minimum pouvoir être acquise rapidement.

*Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre conçu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion et notre rencontre s'en trouvera accélérée. Appelez le 763.11.15, aux heures de bureau. Référence 1210.

SVP Information Carrière
7 rue de Logelbach 75017 Paris.

Experts en Logiciel

notamment, en conception de systèmes, logiciels de base, logiciels évolués, ainsi qu'en l'absence de 1 à 10 ans d'expérience professionnelle acquise, de préférence, soit dans un CONSTRUCTEUR, soit dans une SOCIÉTÉ DE SERVICE.

Poursuivez votre carrière en tant que CONSULTANTS, au sein d'une SOCIÉTÉ DE CONSEIL A VOCATION INTERNATIONALE

Vous y trouverez :

- Le cadre d'une société à l'échelle internationale (500 collaborateurs) avec la possibilité de lui confier son activité à un des premiers groupes informatiques français.
- Un environnement technique d'expertise internationale en matière de système.
- Des responsabilités de projets ou d'intervention de haute technicité.
- Un développement personnel et professionnel grâce au métier de consultant.

Les personnes intéressées par une opportunité d'ingénieur complète, éventuellement, un diplôme en U.S.A.

Elles sont invitées à nous téléphoner au 742.21.11 ou à nous écrire sous la référence AT 22 M II :

CARRIÈRES SERVICES Groupe ESE
19, rue de la Paix - 75002 PARIS
Conseils en recrutement

L'UN DES TOUT PREMIERS
GROUPES DU SECTEUR
BATIMENT

ET TRAVAUX PUBLICS

recherche pour Services Juridique

JEUNE JURISTE

avant si possible quelques années de pratique dans le secteur du Bâtiment

des Travaux Publics de préférence.

Titulaire de la Maîtrise de droit privé.

D.E.J. ou D.E.S.S. très fortement apprécié.

Droit international.

Anglais courant indispensable.

Espagnol très apprécié.

Veuillez envoyer votre dossier à :

n° 42067 VI, 11-11-81 CONTACT.

136, rue Haussmann, 75001 Paris.

qui garantit la plus grande discrétion.

SCIENCES HUMAINES
consultants

Une importante Société de Conseil recherche des Consultants, psychologues ou psychosociologues de formation, pour participer à des équipes pluridisciplinaires, à des interventions appliquées à des problèmes de transfert de technologie, de stratégie et de développement des entreprises humaines (recrutement, formation, gestion prévisionnelle...). Ces interventions sont tant en France qu'à l'étranger.

Il est demandé une formation en psychologie, 2 années d'expérience professionnelle au minimum, la maîtrise d'une langue étrangère (anglais, allemand, espagnol, italien). Des séjours en expatriation (en famille) sont possibles.

Ces perspectives intéressent, nous sous référence 82-12-M I.C.A. à d'Hauteville 75010 Paris.

I.C.A. International Classified Advertising PARIS

Un des tous premiers groupes européens en électronique, en forte expansion, recherche un candidat ayant l'ambition de vivre une activité professionnelle passionnante comme

JURISTE D'AFFAIRES

Ce poste est confié à une personne de fort potentiel, d'au moins 32 ans, ayant de solides connaissances (niveau Doctorat) en Droit des Affaires (négociation et rédaction de contrats industriels et commerciaux, constitution de sociétés, accords financiers, etc.). Une expérience confirmée en cabinet ou dans une grande entreprise internationale est nécessaire ainsi que la maîtrise de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 407 M (réponse à discrétion assurée) à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

HAVAS CONTACT
AU PALAIS ROYAL

Les bureaux d'Havas Contact sont transférés

1, place du Palais-Royal - Paris 1^{er}

et son numéro de téléphone est le

296.12.92

Important
laboratoire pharmaceutique

Siège PARIS, recherche

MÉDECIN
POUR ESSAIS CLINIQUES
PHASES 2 et 3
D'UN NOUVEAU PRODUIT

Ce poste demande, outre une certaine connaissance de l'organisation des essais cliniques, de bonnes capacités relationnelles et rédactionnelles, ainsi que la connaissance de l'ANGLAIS.

CONTRAT A DURÉE DÉTERMINÉE D'UN AN.

Adresse C.V. manuscrite, photo 30x30 mm, 4993

Publinter Alain LITAS

27, avenue de la République

93200 CHARENTON

مركز البحث

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

SOMMES une Société Française
électricité - électronique comprenant
5400 personnes dont 600 cadres; aux
activités diversifiées, soumet à la pointe
techniques dans les systèmes.



ECRIREZ à COMPAGNIE DE SIGNAUX
ET D'ENTREPRISES ÉLECTRIQUES
Direction du Personnel, Services Cadres,
17, Place Étienne Farnet, 75016 PARIS.
en mentionnant l'annonce sur vos
professionnelles acquiescentes.

NOS OFFRES ACTUELLES DE SITUATION

- **Chef de projets informatiques**
et pilotage pour automatisation de processus
- **Ingénieurs** étude et réalisation logiciels temps réel
automatismes, télétransmissions, réseaux, contrôle de processus
- **Ingénieurs responsables d'affaires**
affaires variées d'installations électriques et électromécaniques.
Pour l'un des domaines: hydraulique de pompes, appareils.
- **Commerciaux** cadres expérimentés
domaine informatique électromécanique
- **Jeunes ingénieurs** que passionnent des
réalisations techniques
orientation selon tempérament: étude, ingénierie, chantiers, production.

PARIS
PARIS
PARIS
LYON
BORDEAUX
PARIS
essentielle-
ment
PARIS

Les deux qualités essentielles des réalisations de la CSEE de par son origine sont la fiabilité et l'innovation. Mais au-delà de la technique et des réalisations, nous pensons que les hommes se développent et se réalisent au travail par l'effort personnel, la volonté commune et l'amour du métier: nous avons besoin, pour continuer l'évolution, d'ingénieurs et cadres adhérents pleinement à notre politique.

"la fibre sociale"

Les trois activités du groupe ROUSSEL UCLAF présentes dans notre établissement
ROMAINVILLE (93): la recherche, la pharmacie, la production chimique.
L'ensemble s'étend sur 22 hectares et occupe près de 3000 personnes. C'est dire l'importance du rôle de conseil auprès de la hiérarchie et l'ampleur des tâches du Service du Personnel et des Relations Sociales dont une partie sera confiée à un

jeune cadre

- Si vous êtes titulaire d'une formation universitaire dominante droit ou (Maîtrise, Sciences Po, Ecole de Commerce), si vous avez fait un 3^e cycle, option per-
sonnel, en
- Si vous êtes en vous-même "fibre sociale", vous pourrez vous intégrer à une équipe jeune qui vous associera progressivement aux tâches assurées par le service (gestion des effectifs, bilan social, paye, recrutement, régime de prévoyance).

Vous avez une imagination pour accepter, un premier temps, des travaux d'études et la conception de projets, et surtout la rigueur et la précision indispensables à la gestion des fonctions. Vos qualités et votre intérêt pour l'importance de la tâche vous permettent de vous intégrer à une équipe intéressante.

Envoyer votre manuscrite, C.V., photo au Service des Cadres, 35 bd des Invalides, 75007 PARIS.



rousseau uclaf

Société en pleine expansion, filiale d'un groupe français d'importance internationale fabriquant des équipements électroniques de haute technologie recherche pour une usine située à proximité de la région parisienne (Nord)

2 INGENIEURS DE PRODUCTION

(Connaissances en électronique souhaitées mais pas indispensables).

UN INGENIEUR ELECTRONICIEN

Ayant de bonnes connaissances en micro-électronique et en anglais technique. Ces postes seront confiés à des ingénieurs débutants, quelques années d'expérience. Les candidats retenus (de formation Grandes Ecoles) seront nécessairement des hommes de terrain, dynamiques ayant la sensibilité du contact, sachant prendre des initiatives et désirant rapidement des responsabilités. Salaire en fonction de l'expérience acquise.

Ecrire avec CV, photo sous 8156
PARFRANCE Agences,
4, rue Robert L. Steiner 75008 Paris,
qui transmettra.



COMPAGNIE FRANÇAISE DU MEUBLE

l'un des huit premiers
GROUPES FRANÇAIS DE L'AMEUBLEMENT

recherche pour sa DIVISION située à HERQUEVILLE
(20 km de ROUEN)
(CA 82: 100 MF effectif: 250 personnes)

- dans le cadre d'importants programmes d'investissement -

directeur d'usine responsable d'établissement

Dépendant du Directeur Industriel du Groupe il sera responsable de la rentabilité de l'usine. Il sera plus particulièrement chargé de la gestion de la production, du développement des produits nouveaux et des projets d'investissement. Avant tout homme de terrain et manager d'hommes, ses efforts porteront sur l'animation d'équipes de collaborateurs expérimentés et efficaces et sur l'amélioration des conditions de travail.

Ce poste conviendrait à un INGENIEUR type ARTS & METIERS âgé de 35 ans minimum, possédant une expérience de Directeur de Production ou grand responsable de service dans les domaines: ELECTROMECHANIQUE, AUTOMOBILE, APPAREILLAGE ELECTROMECANIQUE, TEXTILE.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2354 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.



ARJOMARI
l'un des premiers
GROUPES PAPETIERS FRANÇAIS

(CA: 1,9 milliard - fortement exportateur: 37%)
créé le poste de

gestionnaire trésorerie internationale

Directement rattaché au Directeur Financier, il aura pour mission d'assurer au mieux la position des changes d'une Société fortement importatrice et très exportatrice - couverture des risques de change - opérations de négoce international et de financement en devises - à effectuer en liaison étroite avec le Chef de la Trésorerie du Groupe.

Ce poste conviendrait à un INGENIEUR d'ETUDES SUPERIEURES (type ESC + EXPERTISE COMPTABLE) âgé de 35 ans minimum, ayant quelques années d'expérience - dont obligatoirement 2 à 5 ans dans un poste similaire au sein d'une entreprise industrielle ou un service d'un établissement bancaire. Anglais souhaité.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2351 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

BANQUE INTERNATIONALE
ayant son siège social à PARIS
recherche

ASSISTANT (E) du Chef de Département de Gestion des Crédits

- 35 ans minimum, ayant quelques années d'expérience en gestion des crédits, en euro-
monnaie, crédits acheteurs, si possible; acquies-
sance de préférence à une banque parisienne,
connaissance des procédures et réglementa-
tions bancaires.
- Qualités nécessaires pour aider à superviser une petite équipe de gestionnaires.
- Brevets internationaux d'anglais.
- Pratique du traitement de dossiers par ordinateur.

Adressez curriculum vitae détaillé avec
prétentions sous réf. 7533 M
HAYAS CONTACT
156, bd Hausmann, 75001 PARIS,
qui transmettra.

JEUNE CADRE services comptables

Une importante SOCIÉTÉ d'ELECTRONIQUE, située en BANLIEUE OUEST, recherche pour ses services comptables un jeune CADRE.

Après une période de formation d'adaptation au poste, il assistera le Directeur des Services Comptables et son adjoint dans l'ensemble des tâches du service: comptabilité générale et analytique; fiscalité, statistiques, assurances...

Ce poste conviendrait à un candidat DIPLÔME ESSEC, ESCP... - option finances comptables ou formation équivalente, titulaire du DECS ou le préparant, DÉBUTANT ou ayant 1 à 3 ans d'expérience.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2350 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.



chef de projet informatique

(DÉBUTANT A 3 ANS D'EXPÉRIENCE)

Pour notre SERVICE INFORMATIQUE de MULHOUSE (Haut-Rhin) - 30 personnes - DOS/VSE, CICS, PL1, nous recherchons un

jeune ingénieur ou ÉQUIVALENT

déjà initié aux techniques informatiques, pour lui confier la responsabilité d'études et de réalisations de systèmes de gestion largement appelés en TEMPS REEL.

Les dossiers de candidatures - sous réf. 2353 M à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par

DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

électroniciens informaticiens le choix est difficile

Débutants ou confirmés vous êtes confrontés à une multitude d'opportunités. Quels critères retenir pour le choix de votre prochaine étape?

La taille: humaine pour participer pleinement à toute la vie du produit.

Le produit: une technologie de pointe bien sûr, pour valoriser vos compétences.

Un constructeur: français pour une meilleure efficacité de fonctionnement, un marché international et des responsabilités plus importantes.

Pour le reste, votre carrière, notamment, vous le bâtirez avec l'expansion de l'entreprise dans les différents secteurs selon vos compétences.

- Promotion marketing,
- Support assistance France,
- Support et assistance internationale,
- Formation produit France.

Ecrivez au Service du Personnel, 7 J. Petites-Haies,
1, rue Jean-Lemoine, 94015 CRETEIL.

benson

l'informatique graphique de demain

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE,
filiale groupe américain,
activité internationale dans fourniture
équipements lourds pour industrie
pétrolière, recherche pour son Siège Social
PARIS-LA DÉFENSE

Responsable service achats de produits sidérurgiques

Dans le cadre de l'étude préliminaire et de la remise d'offres pour des projets importants et en l'absence des services techniques le service vente, le titulaire du poste aura la responsabilité de l'orientation et de la négociation avec les fournisseurs (européennes, japonaises).

Une bonne connaissance des normes et qualités (spécialement tôles fortes) ainsi qu'une solide expérience de l'achat ou de la vente de ce type de produits sont nécessaires. Anglois indispensable, allemand apprécié.

Rémunération fonction du poste et de l'expérience.

Ecrire CV, prétentions sous 2246 M à PUBLIPANEL, 20, rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

LE GROUPE SOFRESID est l'un des premiers de l'ingénierie internationale, plus de 3.000 INGENIEURS / TECHNICIENS 80 % du C.A. à l'exportation, des contrats dans 70 pays suivants: MINES - METALLURGIE - PETROLE PETROCHIMIE - ENGRAIS - CHIMIE - OFF-SHORE - PIPELINES CENTRALES. SOFRESID recherche pour son Service Etudes Technico-économiques

Ingénieur grande école

Formation complémentaire Economie-Gestion (INSEAD - MEA - ISA...)

Le candidat qui aura une expérience de 2 à 3 ans acquise dans la gestion de production doit également posséder:

- une grande ouverture d'esprit;
- une maîtrise de la langue anglaise (la connaissance de l'espagnol sera un atout supplémentaire);
- la maîtrise de la langue anglaise (la connaissance de l'espagnol sera un atout supplémentaire).

Ce poste implique de nombreux déplacements à l'étranger. Les candidats intéressés doivent adresser leur candidature complète sous référence à B. MAZIERES Direction du Personnel SOFRESID 59, rue de la République - 93100 MONTREUIL.

Il sera répondu à toutes les candidatures qui seront traitées confidentiellement.



SOFRESID

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

annonce parlée*

Jeunes ingénieurs de grandes écoles partir, c'est aller plus loin

Oser partir, affronter les difficultés d'un métier de haut niveau technique, assumer de vraies responsabilités, seul ou presque à un âge où l'on est plus souvent dépendant. S'engager physiquement, intellectuellement, humainement dans les climats, dans l'un des 75 pays où interviennent nos ingénieurs au service de l'industrie pétrolière. Telles sont les exigences de notre métier, un métier d'homme qui forge des caractères, forme des managers. Les perspectives d'avenir ? Les rémunérations ? A sujet entreprenant, traitement d'exception.

* Avant de faire acte de candidature, pour connaître par téléphone du descriptif de l'offre conçu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé immédiatement en toute discrétion de notre rencontre s'en trouvera accélérée. Appelez 9 h et 18 h 763.11.15. Réf. 1111

SVP Information Carrière
7, rue Logelbach, 75017 Paris

Nous vous donnerons tous les atouts. Sachez en profiter !

ESC, BAC + 4



faire confiance. Former, épanouir, responsabiliser ceux qui intègrent la société. Leur donner les atouts pour démarrer ou accélérer leur carrière en allant, eux, le plus loin possible dans leur développement, ce sont des priorités à AUCHAN.

Comment se concrétisent-elles ? Un exemple :

Un nouvel hypermarché AUCHAN dans quelques mois à (91). La création nécessite, bien sûr, la mise sur pieds d'une organisation très importante. Aujourd'hui, les travaux sont bien avancés. Et l'équipe qui prépare le lancement est prête à accueillir, former et intégrer quelques éléments dynamiques, efficaces. Des hommes et des femmes de l'hypermarché, de la supérette (ESC, BAC + 4), disposant ou d'une première expérience, ayant le goût du commerce et la volonté d'entreprendre.

Après une formation complète, ils se confieront, au sein de l'hypermarché, la responsabilité d'une unité de vente positionnement en fonction de la clientèle et de la concurrence.

gestion, animation commerciale, management de l'équipe). Ils pourront mettre en valeur leur tempérament de patron, leur capacité à allier l'imagination à l'action.

Lancer un hypermarché AUCHAN pour l'occasion d'apprendre et de s'exercer, chaque jour. AUCHAN, c'est aussi une rémunération motivante de réelles possibilités de carrière au sein d'un groupe en pleine expansion.

Si vous souhaitez rejoindre l'équipe qui lance cet hypermarché BRETIGNY-SUR-ORGE, adressez votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence AFD à ADM - 164, Rue de la Croix Nivert - 75015 PARIS. (Embauche possible en juin pour les nouveaux diplômés).

AUCHAN
DES HOMMES RESPONSABLES !



DEPARTEMENT TRANSMISSION

recherche

pour son activité commerciale
synthèse et reconnaissance de la parole
INGENIEUR COMMERCIAL

Il participera à la commercialisation des produits de ce domaine :
- analyse de la clientèle et de la distribution
- prospection et vente
- coordination des réseaux de distribution.

De formation Ecole de Commerce, il aura si possible une expérience de 2 ans minimum dans la vente de matériel informatique et en particulier auprès d'une entreprise de P.M.E. et P.M.I.

Lieu de travail : Région de TRAPPES (78)

Adresser C.V. et prétentions au Service Recrutement CTF à l'attention de M. ROCH, sous la référence CH/CRE 10, rue Louis Lormand - B.P. 22 - 78100 LE MANS - SAINT-DENIS.

GROUPE FRANCAIS DE DIMENSION EUROPEENNE
recherche pour renforcer son marketing

ASSISTANT CHEF DE PRODUITS

Vous êtes diplômé d'Etudes commerciales supérieures, vous avez une première expérience d'au moins 2 ans dans le marketing des produits de grande consommation, la préférence alimentaire.

Travaillant au sein d'une structure légère permettant l'initiative, vous serez confié des responsabilités dans la gestion et l'animation d'une large gamme de produits, en liaison avec les services de production et la filière de vente.

Le poste, qui exige un bon sens de l'analyse, de l'esprit d'équipe peut évoluer rapidement vers la gestion de produits.

Envoyer CV manuscrit, photo et prétentions à M. 23.959 le Contesse Paris 20, rue de l'Opéra 75001 Paris Cedex 01 qui transmettra

Jeune ingénieur gestion de projets industriels

Une première expérience des projets d'ingénierie ou d'opérations clés en main vous a permis d'en comprendre la complexité technique mais l'objectif est d'en assumer la responsabilité globale. Le poste que nous proposons en vous offrant d'approfondir vos connaissances en gestion de projets, sera le complément indispensable de vos compétences techniques.

Détaché auprès des Directeurs de réalisation, vous suivrez le projet pas à pas, long de sa réalisation. Votre rôle sera double :
- Veiller au respect des méthodes en cours (connaissance budgétaire, prévision de trésorerie, règlements clients, planning...)
- Participer à l'élaboration de nouvelles méthodes de gestion et la mise en place d'outils informatiques.

Pour ce poste nous recherchons un ingénieur diplômé d'une grande école.

Merci d'adresser lettre de candidature et CV détaillé à : M. 561, M. Joël Ollivier, Serete, 86 rue Regnaud 75040 Paris Cedex 13.



Des équipes intégrées pour d'importants projets en France et à l'étranger

INGENIEURS

(diplômés grandes écoles ou titulaires Doctorat 3^e cycle ou Doctorat d'Etat), qui voulez travailler dans les recherches et technologies de pointe, dans le domaine aérospatial,

l'OFFICE NATIONAL D'ETUDES ET DE RECHERCHES AEROSPATIALES, vous offre des emplois dans les domaines suivants :

- Aérodynamique Théorique et Expérimentale,
- Mécanique du Vol,
- Thermodynamique,
- Mécanique ; Résistance des Structures,
- Radio-électricité ; Traitement du Signal
- Systèmes Radar et Lidar.

Envoyer lettre de candidature manuscrite avec photo et C.V. détaillé à ONERA, 29, rue de la Division Leclerc, 92320 CHATILLON.

CONSEIL ET APPLICATIONS

Dans le cadre de la diversification de nos prestations de services de haut niveau, le Département Conseil et Applications de CONTROL DATA FRANCE recherche :

INGENIEURS ANALYSTES

Réf. 207

ayant une formation supérieure ou équivalente

Vous avez minimum 3 ans d'expérience en applications de gestion sur IBM ou DPS 8 qui ont permis de porter le DMI/TDS.

Il est souhaitable que vous parliez bien l'anglais.

Nous donnerons la préférence à des candidats ayant fait leurs preuves au sein d'une SSI ou chez un constructeur.

Applications bancaires Traitement de chèques

Le Département Conseil et Applications de CONTROL DATA FRANCE recherche des

ANALYSTES D'APPLICATIONS

Réf. 208

Si vous avez une expérience dans le secteur bancaire et plus spécialement en traitement de chèques et effets de commerce, si vous avez une expérience informatique en particulier sur mini-ordinateur avec la connaissance d'un Assembleur et d'un langage évolué, CONTROL DATA vous propose de participer au développement de ses activités : service et consultant auprès des banques.

Les postes de nature technico-commerciale sont concus dans un juste équilibre entre technique et avant-vente.

Vous avez 1 à 2 ans d'expérience et vous êtes disponible pour de brèves périodes en province.

Proposez votre candidature (en précisant la référence du poste souhaité) à M. GARY - Recrutement Conseil et Applications - CONTROL DATA FRANCE - 195, rue de Bercy - 75582 PARIS CEDEX 12.



UNE GAMME COMPLETE DE SYSTEMES ET DE SERVICES INFORMATIQUES

ETABLISSEMENT FINANCIER dépendant d'un GROUPE INTERNATIONAL recherche son futur

CHEF DU SERVICE CONTENTIEUX

Agé de 40 ans environ, il aura :

- une FORMATION JURIDIQUE DE BON NIVEAU actualisée,
- une FORMATION COMMERCIALE ou FINANCIERE complémentaire serait appréciée,
- une EXPERIENCE CONFIRMEE DE LA VIE DES AFFAIRES et, notamment, des problèmes d'EXPLOITATION DE TYPE BANCAIRE.

Attribué à la DIRECTION DE L'EXPLOITATION, il sera chargé de traiter les DOSSIERS PRE-CONTENTIEUX ET CONTENTIEUX. Il aura également un rôle d'ASSISTANCE ET DE CONSEIL auprès des services pour la MISE EN OEUVRE ET LA GESTION DES CONTRATS signés avec le client. Il participera aux travaux du Comité de Crédit et du Comité de revue des risques. Il devra avoir une bonne personnalité et des qualités relationnelles affirmées, un grand potentiel de travail, le sens de l'efficacité et la capacité à négocier.

Si vous répondez à ces critères et qu'un tel poste vous intéresse, envoyez CV, photo, références et prétentions sous No 82.022M, à :

CAPIC 11 rue Volney, 75002 Paris



COLGATE PALMOLIVE
Plus de 2 Milliards de C.A. en 1981

Principale filiale d'un important Groupe International, leader sur plusieurs continents, les produits de grande consommation avec les marques :

CADUM, PALMOLIVE, ULTRABRITE, COLGATE, TONIGENCYL, DONGE, SOUPLINE, DOULINGE, AXION, GAMA, GENIE, PAIC, AJAX, PRAIRIAL, CALINES, TENDRESSE, recherche pour son usine Compiègne (1100 personnes) fortement mécanisée et automatisée.

2 ingénieurs

pour le Département Industrielle et Gestion

Les candidats à ces postes à caractère évolutif seront :

- diplômés Grandes Ecoles avec si possible une formation complémentaire du type IAE ou ICC,
- des hommes de terrain et d'action,
- attirés par les méthodes modernes de gestion et la réalité professionnelle.

- susceptibles de s'intégrer dans une équipe jeune.

Une bonne connaissance de l'Anglais constitue un atout supplémentaire de réussite.

L'un de ces postes sera proposé à un candidat justifiant d'une première expérience professionnelle et d'une préférence en unité de production.

Les candidats évolueront rapidement vers des fonctions opérationnelles.

Adresser votre candidature avec photo, rémunération souhaitée et délai de disponibilité à : Colgate Palmolive, Service Central de l'Emploi et des Carrières, 92401 COURBEVOIE.

448301350

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

CLIMATISEURS - POMPES A CHALEUR

Airwell

recrute pour ses services Essais et Recherches

INGÉNIEURS ÉLECTRICIENS

GRANDES ÉCOLES
DÉBUTANTS DYNAMIQUES libérés O.M.

ADRESSER RÉPONSE MANUSCRITE
CURRICULUM VITAE ET PHOTO à :
Monsieur le Directeur du Personnel
AIR CONDITIONNÉ ENTREPRISES

24, bd de la République 78400 CHATOU - Tél. 071.92.55

SAPHYMO-STEL

Activités RADIAMÉTRIE

Ingénieur Commercial France

- Diplômé ESE, IEG, ou équivalent
- 2/3 d'expérience minimum
- Chargé de commercialiser des systèmes électroniques pour des applications nucléaires.
- Lieu de travail : MASSY.

Envoyer CV détaillé, lettre manuscrite, photo et intentions à Monsieur MAULIN - BP 53 - 29, av. Carnot

THOMSON-CSF
INFORMATIQUE

IMPORTANTE SOCIÉTÉ - SECTEUR NUCLÉAIRE
(8-500 pers. dont 785 cadres)
recherche pour son Siège Social

JEUNE DUT ou DEUG

Pour seconder le Cadre Responsable du Recrutement du siège,
- Il participera à la recherche et la sélection des candidatures tous niveaux en liaison avec les services intéressés de l'extérieur.
- Il sera chargé de l'étude des postes vacants, des annonces, de certains entretiens de recrutement et de la formation des contrats d'embauche.
- Il assistera également le responsable dans la mise en œuvre et la coordination de la politique de recrutement des établissements de province.

Ce poste conviendrait à un titulaire d'un DUT (option personnel) ou d'un DEUG en psychologie ayant une expérience professionnelle, d'au moins 2 ans dans un service de recrutement.

Envoyer CV, photo et lettre manuscrite, C.V., photo et lettre manuscrite à :
336 à CONTESSÉ PUBLICITÉ
20, av. Opéra 75001 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

GUERBET S.A.

Challenge de 1981 - 100% de l'exportation 1981
Holding d'un groupe pharmaceutique français en expansion - 100% MF de CAI

CHEF DE SERVICE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE 180.000F

L'autorité du directeur administratif et financier, il sera chargé de la comptabilité des 5 sociétés du groupe et animera un service de 10 personnes.
- Tenue de la comptabilité,
- Bilan et compte d'exploitation,
- Consolidation,
- Procédures comptables du groupe,
- Relations bancaires et administratives.

Familiarisé avec les circuits et les contrôles informatiques, il pourra intervenir à la conception des nouveaux programmes découlant notamment de l'évolution des systèmes informatiques.

Envoyer CV détaillé sous référence JPS 19/2/82 à :
guerbet s.a.

guerbet s.a.

B.P. 15
93601-AULNAY SOUS BOIS - Cédex

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

Associez votre avenir au succès de TELESYSTEMES. Ses performances sont probantes. Son C.A. progresse régulièrement de 30 % par an, ses effectifs également. Ils développent la qualité de leurs ingénieurs.

Vous pouvez aujourd'hui les rejoindre :

telesystemes questel

pour son Centre Serveur, devenu en 2 ans l'un des principaux centres européens d'information automatisée, recherche des
INGÉNIEURS CONSULTANTS, INGÉNIEURS D'ÉTUDES, INGÉNIEURS LOGICIELS, INGÉNIEURS PRODUITS ET SERVICES NOUVEAUX.

telesystemes ingenierie

qui recrute des ingénieurs spécialisés en télématique, propose des postes de :
CHEFS DE GROUPE RESEAUX, INGÉNIEURS RESEAUX, INGÉNIEURS SYSTEME MINI 6, INGÉNIEURS LOGICIELS MICROPROCESSEURS, INGÉNIEURS D'APPLICATION, ANALYSTES-PROGRAMMEURS, INGÉNIEURS DÉBUTANTS.

telesystemes centres

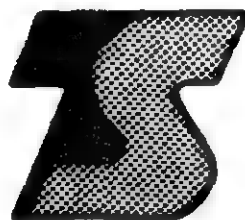
qui recrute des spécialistes de la gestion et de la construction des centres de calculs, propose des postes de :
DEVELOPPEMENT, MAINTENANCE, FORMATION, SUPERVISION RESEAU, ANALYSE, MERIGNAC, VILLEURBANNE, COIGNIERES, ST QUENTIN EN YVELINES, MASSY :
INGÉNIEURS SYSTEME et des EXPLOITANTS SUR HB 66 et IRIS 55

telesystemes eurodial

spécialisée dans la distribution de services télématiques par réseaux propose des postes d'INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL et d'INGÉNIEURS SYSTEME.

Votre avenir est prometteur chez TELESYSTEMES. Partagez avec nous le goût de la réussite et faites-nous part de votre intérêt en adressant votre dossier de candidature à l'adresse ci-dessous (laquelle vous postulez).
TELESYSTEMES - Direction du Personnel - 115, rue du Bac - 75007 PARIS.

LA TRADITION
D'AVANT GARDE



telesystemes

CHARGE D'ÉTUDES COMMERCIALES

D.E.S. Sciences Eco, ESC, ESSEC
Première expérience dans un Service Marketing souhaitée.
Anglais courant.
Envoyer C.V., photo et lettre manuscrite à :
CONTESSÉ PUBLICITÉ 20, av. Opéra 75001 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

CENTRE DE TRAITEMENT DE L'INFORMATION

spécialisé dans le domaine médical

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

débutant ou 1 ou 2 ans d'expérience pour développement d'applications sur bases de données.

Envoyer curriculum vitae à CITI 2 - 45, rue de Saint-Pierre, 75270 PARIS.

OMERA

FILIALE GROUPE T.E.T.
RECHERCHE

POUR ARGENTEUIL

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS

SERVICE APRÈS VENTE
NIVEAU IV/1 ou V/1

LES CANDIDATS doivent avoir de bonnes connaissances en électronique, et grande disponibilité pour déplacements fréquents en France et à l'étranger dans le cadre DES ESSAIS ET DE LA MAINTENANCE DE MATÉRIELS DE PHOTOGRAPHIE AÉRIENNE MILITAIRE.

ANGLAIS APPRÉCIÉ

Envoyer C.V. et photo à STÉ OMER
49, rue Ferdinand-Berthod 95100 ARGENTEUIL

ingénieurs de maintenance

basés à Viry-Châtillon (91)

pour intervenir sur nos équipements en entretien et en dépannage. Ces postes conviennent à des ingénieurs, DUT ou BTS en électronique (ESE, ESE ou SAV) sur du matériel professionnel de technologie moderne (informatique industrielle, électronique industrielle, systèmes d'armes, etc.).
La formation à Viry et à Londres qui font appel à des techniques variées (électronique numérique et analogique, optique, mécanique de précision, assemblage, etc.). Il faut être débrouillard en anglais, aimer le travail en clientèle, et les déplacements.

Jean-Pierre DOURY, ingénieur ESE, vous remercie de lui écrire et vous invite à lui adresser votre candidature (15 jours).



Doury Conseil
6, rue Robert-Estienne,
75008 PARIS

REPRODUCTION INTERDITE

	La ligne	La ligne TTC		La ligne	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOI	71,00	71,00	ANNONCES ENCADRÉES	40,00	47,04
DEMANDES D'EMPLOI	11,00	24,70	OFFRES D'EMPLOI	12,00	14,10
IMMOBILIER	11,00	24,70	DEMANDES D'EMPLOI	31,00	36,45
AUTOMOBILES	11,00	24,70	IMMOBILIER	31,00	36,45
AGENDA	11,00	24,70	AUTOMOBILES	31,00	36,45
PROP. COMM. CAPITALUX	11,00	24,70	AGENDA	31,00	36,45

ANNONCES CLASSEES

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

HYDRAULIQUE MECANIQUE AUTOMATISMES ELECTRONIQUE

LES 4 PALES DE LA CONNAISSANCE

INGENIEUR AUTOMATICIEN

Ingenieur diplômé de l'ENSI, de l'ISEN ou de l'ISEP, vous avez acquis des connaissances en électronique, de bonnes notions en mécanique et/ou en hydraulique.

Situe à l'usine, le poste à pourvoir au sein du département Régulations et Automatismes, aura une mission d'études et de réalisations.

Mais aurez aussi à appliquer vos connaissances à un travail d'entretien et de réparation par une équipe pluridisciplinaire.

Si vous débutez, la candidature sera acceptée avec formation.

L'anglais, langue de travail lors de déplacements de courte durée à l'étranger qui font partie de la fonction, vous sera nécessaire.

Envoyer CV à NEYRPI, Service Gestion des Cadres BP 75 Centre de Travaux Industriels qui vous garantira réponse et entretien.

NEYRPI
GROUPE CREUSOT-LOIRE

Ingénieurs électroniciens le pétrole vous attend au rendez-vous du futur.

Pour concevoir, étudier et réaliser les équipements de haute technologie que nous développons pour assurer nos services à :
L'industrie pétrolière

Nous recherchons deux ingénieurs électroniciens de quelque expérience. Selon leurs compétences, ils pourront être chargés d'études et d'industrialisation soit en électronique industrielle, soit en micro-systèmes basés autour de petits calculateurs.

Pilote du Groupe Schlumberger, FLOPETROL est leader mondial de l'essai de puits.

service organisation industrielle développe en permanence des systèmes nouveaux faisant appel aux techniques les plus évoluées.
Postes basés en banlieue Sud de PARIS. Solides bases en Anglais nécessaires.

* Avant de faire acte de candidature, prenez connaissance par téléphone du descriptif détaillé de cette offre conçu pour vous par SVP Information Carrière. Vous serez informé en toute discrétion et notre rencontre s'en trouvera accélérée. Appelez 763.11.15 de 9h à 18h, référence 1198.

SVP Information Carrière

7 rue de Logelbach 75017 Paris.

Le Printemps recherche pour sa direction technique un

Ingénieur confirmé

ETP - ENSAM - ou similaire possédant 10 ans d'expérience des problèmes d'entretien du bâtiment, tous corps d'état.

Il encadrera l'équipe d'inspecteurs chargés de l'entretien des magasins de Province.

Le poste situé à Paris, nécessite des déplacements de courte durée.

Des qualités de contact, d'animation d'équipe et d'organisation sont indispensables.

Rémunération à négocier en fonction des références.

Envoyer dossier de candidature (lettre manuscrite C.V. photo et prétentions) au service du personnel 102 rue de Provence - 75008 PARIS.

Printemps

recrutement et gestion de carrières

Diplômé d'études supérieures, vous avez abordé, au cours de votre expérience d'au moins 3 ans dans l'industrie, la fonction personnel.

Attiré par des activités de service aux utilisateurs, vous souhaitez actuellement prendre en charge des problèmes humains en intervenant de la manière la plus complète possible : identification des besoins, analyse des fonctions, recrutement des utilisateurs, recrutements internes ou externes, intégration des candidats, suivi des carrières.

Notre entreprise (20000 personnes) intervient dans un secteur de pointe en France et à l'étranger. Elle connaît depuis plusieurs années un développement important.

Cette croissance nous conduit à renforcer notre équipe de management et de gestion des carrières des cadres.

Le candidat que nous recherchons intégrera dans un premier temps le service gestion des carrières puis prendra ultérieurement, en fonction de sa réussite, la responsabilité d'une division opérationnelle.

Il sera également associé à des actions de formation, dans des universités étrangères, de certains de nos ingénieurs.

Les candidatures, accompagnées d'un CV, sont à adresser à HAVAS CONTACT, 166, boulevard Hausmann, 75008 PARIS, sous référence 39604.

JEUNES CADRES FINANCIERS

DIJON, ORLEANS, PARIS, POITIERS, ROUEN, STRASBOURG

Organisme de réputation nationale, nous commercialisons une gamme complète de produits financiers : investissements des entreprises, maîtres d'ouvrages, BTP et Transports.

N° 2 nos délégations régionales, les jeunes cadres nous recrutons devront, sur leurs secteurs, développer le portefeuille de clientèle, analyser les besoins financiers des entreprises, les crédits, promouvoir nos produits et notre image auprès de nos partenaires - banques, organismes professionnels, administrations, etc... Une mission passionnante et difficile que nous ne confions qu'à nos jeunes diplômés (maîtrise de gestion, ESC ou équivalent) débrouillés ou justifiant d'une première expérience (par exemple en analyse financière, en commercialisation de produits...), et attirés par une carrière commerciale.

La mobilité géographique est bien sûr indispensable.

Merci d'adresser votre candidature motivée en précisant l'affectation de votre choix sous référence 4194 à DESSEIN - 17, rue de Provence, 75008 PARIS.

Les contacts auront lieu à Paris et au siège parisien.

directeur commercial

250.000 F. ±

Cette Société Industrielle réalise dans le domaine de la Métallurgie un C.A. de 100.000.000 F., dont 1/3 à l'export avec 2 activités principales, notamment en matériel à sécurité. Elle occupe la 1ère place sur son marché. Pour prendre en charge, dans le cadre d'une Direction Participative, l'ensemble de la Fonction Commerciale : Marketing, Animation, foras de ventes, Gestion, recherche un Cadre Commercial haut niveau, qui sera rattaché à la Direction Générale, d'au moins 10 ans d'expérience (ESSEC, ESCP ou équivalent). Par son expérience, il devra bien les circuits de distribution : du commerce international, déjà exarqué, à la responsabilité de gestion globale de la vente. Allemand demandé. Anglais apprécié.

Environ 214 M. 11, rue de la République 75008 PARIS
Réponse en toute discrétion assurée.

Soderhu

ALSTHOM ATLANTIQUE

recherche pour le Groupe
Etudes et Réalisations
centrales thermiques
Lieu de travail :
PONT DE SEVRES
un

ASSISTANT DE GESTION

- Formation Grandes écoles de Commerce ou Universités
- Plusieurs années d'expérience (4 à 5 ans) dans la gestion de grands projets à l'exportation et le contrôle de gestion
- Pratique du financement des exportations
- Pratique de l'informatique
- Connaissance anglaise.

C.V. et prétentions à adresser au Chef du Département Administration et de Gestion du Groupe - T.M., 204 Rond Point du Pont de Sevrès 92100 BOULOGNE.



Ingénieur B.E. mécanique

Constructeur d'appareils d'éclairage et de signalisation pour la marine et l'industrie, notre entreprise construit à la qualité à la spécificité de ses produits qui occupent une place privilégiée sur le marché.

Dans le cadre de notre plan de développement, notre Directeur Général s'adjoint un Ingénieur Mécanique. Il aura à mener à bien le Bureau d'Etudes, les méthodes, le développement d'Essais et le Service Prototypes, soit une douzaine de personnes.

Outre une expérience Bureau d'Etudes, cet ingénieur devra avoir un sens de la méthode et du goût pour l'organisation. Des connaissances en éclairage, en électronique et en industrialisation seraient appréciées.

Michel Collet vous remercie de lui écrire, sous référence 3441 M, 1 rue de Berni - 75008 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INTERNATIONALE

C.A. > 1 Milliard - 5 000 p. - Leader sa profession

recherche pour son service à PARIS

ATTACHÉE DE PRESSE

170.000 +

Rattachée directement au Président, elle aura pour mission de développer la communication à l'extérieur de l'entreprise, principalement avec la presse. De formation supérieure (ESJ, CFJ, CELSA, EFAP) c'est une jeune femme dynamique, autonome, disponible, et maîtrisant la langue anglaise.

Elle aura quelques années de métier si possible, dans une grande Société. L'expérience du Groupe permet d'intéressantes perspectives d'évolution.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo réponse et discrétion assurée
216
La Boétie
PARIS

Soderhu



SOURIAU

3300 personnes - C.A. 81 : 770 millions

leader européen de la connexion

recherche pour sa Division CONNECTEURS-CIRCUITS IMPRIMÉS

INGENIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

POUR PARIS - 75008

Responsable du développement de la clientèle, il s'intégrera à une équipe jeune et dynamique. De formation technique, il aura une expérience à la vente. Une expérience dans le commerce passifs ou actifs serait un atout important. Son dynamisme et sa personnalité lui permettront de s'affirmer au sein d'une équipe de jeunes cadres de valeur et de bon potentiel.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à SOURIAU - 1, rue de la République 75008 BOULOGNE.

Si vous êtes intéressés par les réseaux de télécommunication en environnement IBM (contrôleurs de communication, terminaux interactifs, systèmes distribués) chez un constructeur, nous vous proposons les postes suivants :

INGÉNIEURS TECHNICO-COMMERCIAUX

BASES PARIS

à 5 ans d'expérience systèmes.

INGÉNIEUR LOGICIEL

DÉBUTANT - BASE PARIS

Ecole d'ingénieur avec spécialité informatique et petite expérience. Goût des contacts clients.

Envoyer lettre manuscrite pour ces postes

Envoyer C.V. et photo à ITT Micro Systems France S.A., Département du personnel, Tour Maine-Montparnasse (Métro 148).

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

148, rue de la République 75008 PARIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

**Organisme de Conseil
recherche**
Consultants

Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, ils auront des missions : diagnostic, PMI, de développement, redressement éventuel et également des missions de formation des cadres. Ces missions sont réalisées tant en France qu'à l'étranger. Ces postes conviendront à candidats :
- 30 minimum
- formation supérieure
- ayant acquis une expérience en l'entreprise ou du conseil.
Adresser dossier : candidature (lettre de motivation, CV et rémunération actuelle) référence 121 C.K. rue de l'Assomption 75016 Paris.



Chantal Kenyvn

Filiale industrielle d'un des premiers groupes mondiaux d'emballage et de conditionnement (C.A. 170 millions de francs)

ATTACHÉ(E) COMMERCIAL(E)

Diplômé(e) d'une grande école : HEC - ESSEC - ESCP - ESCAE
Avec pour mission :
- 1) Développer un C.A. existant par une prospection, selon objectifs décidés en commun.
- 2) Suivi des dossiers des clients du secteur confié.
Profil :
- Candidat ayant déjà eu une première expérience de 3 à 5 ans (expérience dans l'emballage appréciée).
- Secteur à couvrir pour ce poste : principalement région parisienne.
Ecrivez-nous, avec C.V. + photo + rémunération, sous référence 1031747M, à :
RÉGIE-PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

**Chef de produits
Chef d'orchestre**

Vous connaissez déjà la musique...
(2 ou 3 ans d'expérience marketing)

Vous serez responsable d'une gamme qui réalise déjà 15% de notre C.A. Votre job : créer, gérer, animer vos produits, en liaison avec nos équipes technique et achats, et en interaction constante avec la force de vente.
Vous participerez activement à notre croissance explosive (+ 30% par an), dans une entreprise jeune, filiale d'un des tous premiers groupes français.
Vous êtes jeune, ouvert, enthousiaste, car si vous sommes maintenant pour un C.A. de plus de 300 MF (réalisé en France et à l'étranger), nous resterons toujours des pionniers.
Venez gagner avec nous nos prochaines années.
Vous rencontrerez nos responsables marketing dès le premier contact.
Ecrivez à J.L. Meunier avec C.V., photo et salaire actuel à COPERS.

1 rue Moncey 75009 Paris. **COPERS**

Des opportunités de carrière chez **carrefour**
région parisienne

COMPTABLE

Service Paie, chef de service comptable, DUT + HEC, paraît un minimum.

**RESPONSABLE
DU SERVICE CAISSES**

quelques mois en position d'Adjoint pour compléter une solide formation universitaire (Gestion, Comptabilité, Commerce ou Droit + Psychologie du Travail serait idéal).

Des perspectives d'évolution pour les jeunes diplômés à vivre le rythme de la Grande Distribution avec compétence et enthousiasme.
Venez nous rejoindre rapidement :
R4L 12.7.17. par Nelly POITEVIN

CREED 13 rue Faidherbe 59800 LILLE

IMPORTANT GROUPE PRODUITS CHIMIQUES

Pour service EQUIPEMENT de l'industrie

INGÉNIEUR ENSAM

Il dominera le génie THERMIQUE et le génie CHIMIQUE, avec une bonne connaissance de l'ALLEMAND et des notions d'ANGLAIS.

Il sera orienté plus particulièrement vers les technologies et les équipements pour les PROTEINES et CORPS GRAS.

Ce poste pourra, à terme, être situé hors de la Région parisienne.

Envoyer C.V., présentations sous n° 03.800 P.A. SVP, 37, rue du Général-Foy, 75008 PARIS.

**SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
BANLIEUE SUD PARIS**

**RESPONSABLE
SERVICE COMPTABLE
ET FINANCIER**

4 à 5 ans d'expérience comptable et financière.

Adresser C.V. + photo + rémunération à :
BLEU 17, rue du Docteur LAFITTE
94300 VINCENNES

**BUREAU D'ÉTUDES PRIVÉ
(SOCIO-ÉCONOMIE, AMÉNAGEMENT,
URBANISME) RECHERCHE**

CHARGÉS D'ÉTUDES PRINCIPAUX

Pour postes à Paris, une formation supérieure initiale (grande école de préférence) et une expérience diversifiée de plusieurs années (minimum cinq ans) dans le domaine des études et du montage pré-opérationnel.

Ces postes impliquent des responsabilités techniques et de gestion d'affaires, une relation directe avec les clients, une forte capacité d'encadrement, et un engagement principal des interventions de forme et d'objet variées auprès de collectivités publiques (collectivités locales, établissements publics, etc.), en région parisienne ou en province.

Les lettres de candidature accompagnées d'un curriculum vitae, d'une photo et des présentations sont à adresser à :
Bureau d'Études ORGECO,
100, rue Petit, 75019 Paris

(Aucune réponse ne sera faite par téléphone)

**JEUNE
RESPONSABLE
FINANCIER**

Cette société est le distributeur français d'un groupe international spécialisé dans le matériel photo.

Sous l'autorité du Directeur Général, le titulaire du poste est responsable de plusieurs missions. Il anime et supervise une petite cellule comptable de 2 personnes. Il assure personnellement la gestion de la trésorerie et la liaison avec les banques. Enfin, il prépare les états financiers et effectue le reporting financier au siège international.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de l'enseignement commercial supérieur possédant d'un an ou deux ans d'expérience acquise dans le département financier d'une société internationale. Il connaît les procédures informatiques et possède une bonne connaissance de l'anglais.

Lieu de travail : Banlieue Sud.
Merci d'adresser une lettre manuscrite de motivation, CV, photo et salaire actuel, sous réf. M 13280 B à :
EGOR PROMOTION
63 rue de Valenciennes 75008 Paris.

PARIS LYON MEANO NEW YORK CALGARY MONTREAL TORONTO

130.000 +

**MOYENNE INDUSTRIE EN FORTE EXPANSION
SECTEURS BIENS D'ÉQUIPEMENT DURABLES**

souhaite :
RENFORCER SA DIRECTION COMMERCIALE
et à cet effet recherche :

**UN JEUNE
CADRE COMMERCIAL**

Formation Sup. de Co (ou équivalent) ou Ingénieur.
Première expérience (5 ans minimum) de la négociation des biens d'équipement en milieu industriel.

Pour lui confier :
LA RESPONSABILITÉ DE LA COORDINATION ET DE L'ANIMATION DES RELATIONS ENTRE LES CLIENTS À IMPLANTATION NATIONALE ET LES AGENTS RÉGIONAUX DE LA SOCIÉTÉ.

de 91 (bordure A 6)
Adresser C.V. détaillé, niveau situation actuelle et prétentions, sous réf. 25.308 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris Cedex 01, qui transmettra.

**GRANDE BANQUE
installée à Paris**

**UN RESPONSABLE
en charge des
investisseurs
institutionnels**

LE POSTE REQUIERT :
- formation de base de niveau universitaire ;
- enseignement supérieur : Mathématiques, Économiques, HEC, Sciences Politiques ;
- un réel dynamisme et une aisance dans les contacts de haut niveau.

Les candidats doivent disposer d'une large culture générale et financière ; une expérience professionnelle d'au moins 5 ans est souhaitable.

De fréquents déplacements en province et à l'étranger sont indispensables ainsi qu'une pratique des langues étrangères.

Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions à :
A.N. 1848 - PUBLICITES REUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

Région Parisienne - 130 000 +

**Jeune Ingénieur
Grande Ecole**

Responsable d'Études d'Innovation technologique

Entreprise industrielle française, C.A. annuel 800 M, recherche un ingénieur ayant une expérience de trois ans minimum (R&D, études, développement, production) acquise de préférence dans une industrie de grandes séries.

Intégré au Département Technique et Industrialisation, il aura pour mission l'élaboration des schémas de fabrication existantes, étudier et promouvoir le développement de nouvelles unités de production, en liaison avec l'évolution des produits.

Cette mission suppose une large maîtrise sur l'extérieur en même temps que des relations variées à l'intérieur de l'entreprise nécessitant des déplacements de longue durée.

Adresser lettre man. C.V., photo, sous réf. 71610M à R. VERDET, 26A, rue de la Tour Charbonnière, 92000 Nanterre ou par le point de contact : 01.42.25.15.15. FAX : 01.42.25.15.15. CEDEX

EGOS

CHEF DE PROJET INFORMATIQUE

société de premier plan, région Nord Paris, produits grande consommation, recherche pour son service informatique (IBM 38)

UN INGÉNIEUR INFORMATICIEN

(ou équivalent) ayant expérience confirmée analyse et programmation (GAP si possible).

Il devra, dans un premier temps, prendre en charge les études, la réalisation et l'exploitation d'une large partie des programmes.

Développement de la compétence.

Adresser candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 2970 à PIERRE LICHOU S.A., B.P. 220, 75063 Paris Cedex 02, qui transmettra.

CABINET D'AUDIT

SON BUREAU DE PARIS

2 CHEFS DE MISSION

Ayant une expérience de 3 à 4 ans en tant que chef de mission.

2 ASSISTANTS RÉVISEURS

Débutants, ayant une formation supérieure D.E.C.S. souhaitée.

**LIBRES RAPIDEMENT
POUR MISSIONS VARIÉES DE RÉVISION.**

**UNE SECRÉTAIRE BILINGUE
(FRANÇAIS/ANGLAIS)**

Ayant une 1^{re} expérience professionnelle.

Adresser C.V. et photo à :
Bernard MONTAGNE, André AMIC et associés,
128, boulevard Haussmann, 75008 PARIS.

fb Fives - Cail Babcock

DIVISION CHAUDIÈRES recherche pour ses bureaux d'études

INGÉNIEUR

Formation type A.M., IDN ou ENSMA...

Cet ingénieur sera chargé du suivi complet d'une affaire, de l'étude et de la conception à la réalisation et à l'installation sur le site du matériel thermique.

Lieu de travail : SEINE SAINT-DENIS. Possibilité de déplacements en longue durée en France ou à l'étranger.

Ecrire avec C.V. - FCB - Emile Zola LA COURNEUVE - Tél. 834.91.11

**Contrôleur
de gestion
financière
des produits**

Il aura pour mission :
- établir des plans financiers,
- contrôler les prévisions budgétaires,
- être en contact fréquent avec les services de marketing.

Après réussite dans ce poste, il évoluera rapidement vers un autre département financier, ou vers la fonction marketing.

Le candidat retenu sera :
- diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou de Gestion,
- attiré par les fonctions Finance et Marketing, débutant de préférence.

Une bonne connaissance de l'anglais est nécessaire.

Si cette orientation de carrière vous intéresse, adressez votre dossier de candidature à :
Media-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, sous référence 5444, qui transmettra.

Important groupe d'assurances recherche

**INGÉNIEURS
INFORMATIENS**

pour participer à la conception et à la mise en place de systèmes informatiques de gestion pour les agents généraux.

Les postes à pourvoir demandent des qualités techniques (analyse des besoins des utilisateurs) et commerciales et des aptitudes à la formation et au conseil.

Lieu de travail : Paris - La Défense. Déplacements en province de courte durée à prévoir.

Adresser CV et prétentions, sous référence 0476 à Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

**PROGRAMMEUR
FORTRAN**

Pour une expérience de 3 à 5 années dans le secteur Automatismes, Mesures et Régulation.

Le candidat sera chargé du développement de Logiciels en plateforme, mise en service et Assistance Technique sur le site, tant en France qu'à l'étranger.

Une expérience sur DEC Système d'exploitation RSK 11 M est souhaitée.

La connaissance des langages de programmation serait appréciée.

Anglais indispensable. Poste basé à Paris.

Adresser C.V., photo et prétentions sous référence 8827 à AXIAL Publicité, 27, rue Talbot 75009 Paris, qui transmettra.

SOCIÉTÉ AÉRONAUTIQUE RÉGION PARISIENNE

DIRECTEUR

Chargé de la coordination générale.

Formation de école, expérience technique aéronautique, gestion commerciale et administrative. Anglais indispensable, langue française appréciée.

300.000 +

Ecrivez sous référence 312 à SWEETTS, B.P. 269, 75424 CEDEX 09, qui transmettra.

**ÉTABLISSEMENT INDUSTRIEL PUBLIC
PARIS RECHERCHE**

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

- Animation d'un groupe d'études, chargé de la conception et du développement de logiciels dans le domaine des arts graphiques ;

- Mise en œuvre de nouvelles applications dans un environnement de télétraitement ;

- Première expérience professionnelle dans un environnement de télétraitement ;

- Formation et connaissance de l'anglais. CU - HS - 7700 ou IBM 43XX souhaitées.

Adresser lettre manuscrite, photo et prétentions sous réf. T 1111 M à RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

**PROSPECTEURS (TRICES)
PAR TÉLÉPHONE**

Lieu de travail : PARIS.

Emploi à temps aménageable par tranches horaires de trois heures au maximum.

Nous offrons : Une formation, un emploi rémunérateur.

Nous demandons : Des qualités sérieuses, ténacité, et un très grand dynamisme commercial.

Pour un premier contact, appelez le 296-36-87, de 15 h à 18 h 30 ce jour et demain.

MERCI DE NE PAS APPELER EN DEHORS DE CES HORAIRES.

سكز لمن زلعل

Le Monde

équipement

L'ÉCOLOGIE FAIT SES COMPTES

II. — Portion congrue pour l'environnement

par MARC AMBROISE-RENDU

Puisque les années de chers grumes sont passées, les écologistes, comme tout le monde, apprennent à compter et à comparer les comptes. Le langage des chiffres ne leur est pas familier, eux qui parlent de qualité plutôt que de quantité (le Monde du 23 février). Pourtant, même au regard de l'économie, leur compte n'est pas mauvais, bien au contraire. Selon les estimations des experts, pollutions et nuisances amputent le produit intérieur brut des Français de 3 à 4 %, soit 100 milliards de francs par an. Que dépense-t-on pour réduire ces pertes immenses (égales à celles du chômage) ?

Il ne s'agit pas de tenir les comptes de l'écologie ! Certes, on peut comprendre que l'estimation monétaire des dégradations du cadre de vie induit d'un montant si périlleux que seule la France l'ait jusqu'ici tentée. Et que l'on n'obtienne au mieux que des ordres de grandeur. Mais il est plus étonnant de constater que, depuis la création d'un ministère « ad hoc »,

on n'a eu peine quel que soit le montant des dépenses engagées par les pouvoirs publics, les industriels et les particuliers en faveur de l'environnement.

Il n'est pas facile — il faut le reconnaître — de déterminer ce qui dans les sommes versées à la construction d'un barrage ou à la production d'électricité, revient à la production d'électricité. Mais chose pour un appareillage technique qui peut à la fois réduire les rejets de l'entreprise et améliorer sa productivité.

Il est tout aussi difficile de connaître l'équipe de chercheurs qui, dans ces comptes, se sont occupés de l'environnement. On ne dispose pas d'une véritable observation indépendante. Mais les chiffres avancés sont-ils, en fait, davantage des ordres de grandeur que des données exactes. En gros, les Français ont dépensé, en 1978, 200 milliards de francs pour tenter de protéger la nature et améliorer la vie.

Les dépenses les moins mal contrôlées sont celles de l'Etat. On

peut les connaître depuis 1972, première année du fonctionnement « normal » du ministère de la protection de la nature. Elles figurent dans le tableau ci-dessous qui n'avait jamais été publié.

Les dépenses (comptes) sont celles qui ont été attribuées, non par le ministère de la protection de la nature, mais par le ministère de l'économie, sous forme d'autorisations de programme, à des ministères de l'environnement étant un département nouveau, c'est-à-dire sans investissement, plutôt que par ses dépenses de routine qu'il lui faut juger.

Première constatation : les crédits alloués au ministère de l'environnement, symboliques, ne l'ont jamais dépassé (jusqu'à trois milliards du budget de l'Etat) et se situent entre 10 et 15 milliards de francs. La protection de la nature (parcs nationaux et réserves naturelles), la prévention des pollutions et des nuisances (air, eau, déchets, bruit) et la recherche scientifique

ponctuelles améliorent la qualité de la vie (espaces verts, aménagement du temps).

Ces maigres crédits sont répartis par ceux qu'une dizaine d'autres ministères ont attribués, chacun pour leur part, à l'amélioration de l'environnement. Le total de ces crédits — imaginé il y a dix ans et jamais réajusté depuis — est assez intéressant. Un exemple : on a estimé, hâtivement, que les crédits attribués par le ministère de la santé aux établissements thermaux concernaient en totalité l'amélioration de l'environnement. En revanche, 2 % des investissements autorisés sont réputés favorables à la nature et — on ne sait pourquoi — 10 % des crédits du ministère de la culture. Ne sommes-nous pas en droit de nous demander si la gestion de l'environnement ne coûte pas plus cher et, en tout cas, vaut plus

passée de 1 à 2 milliards en six ans. Un doublement en faveur courants. Cette progression, même en 1972, en 1973 et en 1974, cache ensuite une érosion, mais continue, durant tout le mandat de M. Giscard d'Estaing et le début de celui de M. François Mitterrand.

En fait, la part des investissements « environnement » dans les investissements globaux de l'Etat est passée de 2,48 % en 1974, ce qui n'était déjà pas substantiel, à 1,10 % en 1982, un chiffre réellement squelettique. En dépit des affirmations officielles on n'a vu chaque année un peu moins pour l'amélioration du cadre de vie. L'Etat se désengage. Il se désengage de gérer les organismes de protection mis en place, comme si les problèmes étaient résolus.

Est-ce dans la gestion qui coûterait de plus en plus cher ? Même pas. En crédits de paiement et en dépenses ordinaires, le total du ministère de l'environnement dans le budget de l'Etat a évolué depuis six ans dans une fourchette comprise entre 0,06 et 0,1 %. Proportionnellement, elle est en 1982 au même niveau qu'en 1973. La gestion de l'environnement ne coûte ni plus ni moins cher et, en tout cas, vaut plus

Mais une entorse majeure au fameux principe d'équité réaffirmé : « qui pollue paie ». Son application conduit les entreprises à s'équiper de dispositifs anti-pollution puis à intégrer le supplément de dépense dans leurs prix de vente. C'est ce qu'en jargon d'économiste on appelle « internaliser les coûts externes ».

Un exemple : des voitures silencieuses et non polluantes seraient vendues plus chères à l'achat, mais la pollution n'aurait pas été ajoutée à l'entretien des routes, l'achat des logements et la lutte contre les maladies respiratoires.

Japonais et Américains en tête

Autre constatation : les dépenses les plus élevées sont logées à la maison des entreprises. Les papeteries, grandes pollueuses de rivières, consacrent 15 % de leurs investissements aux techniques d'épuration, les usines de transformation des métaux 11 %, les fours à incinération d'énergie (centrales électriques, incinérateurs, etc.) 8 % et les transports 1 % seulement. Ces dépenses pèsent essentiellement sur notre politique de protection du cadre de vie qui a privilégié jusqu'ici la réduction des coûts d'eau. Les entreprises qui rejettent des effluents liquides dans les rivières depuis 1974 ont en première ligne, 55 %, les gouvernements, 25 %, les entreprises, 10 %, les particuliers ou obligés les entreprises à épurer leurs eaux à l'égout, mais aussi à ménager le paysage, les effets financiers sont plus harmonieusement répartis.

Enfin, on peut confirmer l'observation précédente, les entreprises françaises consacrent moins d'argent à préserver l'environnement que leurs collègues étrangers. Ainsi en 1975 (dernière année autorisée des comparaisons) l'industrie japonaise affectait 4,8 % de ses investissements à des dispositifs antipollution, les patrons américains 3,4 %, les Allemands et les Néerlandais 1,9 % et les Français 1,7 %, alors que les Français n'y affectaient que 1,37 %.

Restent les particuliers qui, eux aussi, concourent à la réduction de l'impact commun. Par exemple, en achetant des sacs poubelles, en aménageant leur jardin, en réglant leur chauffage ou en payant leurs impôts locaux, en doublant les vitres de leurs habitations contre le bruit, etc. Ces dépenses sont encore plus difficiles à comptabiliser que celles des services publics et des industriels, mais on les a estimées à 5 milliards de francs en 1978.

Cette année-là, les Français auraient donc dépensé au total 32,5 milliards de francs pour l'environnement, soit 1 620 F par foyer. Les pouvoirs publics y sont pour 68 %, les industriels pour 16 % et les ménages pour 16 % également.

On s'efforce de modérer, si l'on songe qu'il ne représente que 1 % du produit national brut. Pour autant que les comparaisons soient possibles, il semble au même niveau que celui des Suédois, mais inférieur à celui des Japonais (1,6 % du P.N.B.), des Allemands (1,8 %) et moitié moins que celui des Américains (2 %).

Les raisons ne manquent pas pour expliquer cette situation. Les pollutions sont, dans tous les pays, moins aiguës qu'au Japon, en Allemagne ou aux Etats-Unis. Mais il est vrai aussi que nos industries reçoivent moins d'incitations à les combattre.

Prochain article :

PRÈS DE
500 000 EMPLOIS
À L'HORIZON

ventes
dans les
5, 6, 7, 8, 15, 16
arrondissements

Régie Presse le Monde
Tél : 296.15.01

Évolution des budgets de l'environnement (en autorisations de programme) (en millions de francs)

ANNÉES	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982
Budget global de l'Etat	51 510	56 567	63 864	73 154	82 233	91 625	104 702	118 382	134 678	152 860	184 130
Budget du ministère de l'environnement	199	201	238	268	278	254	344	353	387	541	417
Budget « environnement » des autres ministères	971	1 080	1 323	1 355	1 486	1 272	1 266	1 389	1 538	1 365	1 624
Total des budgets environnement	1 130	1 281	1 591	1 623	1 764	1 526	1 610	1 742	1 925	1 906	2 041
Pourcentage dans le budget de l'Etat	2,19	2,26	2,48	2,21	2,11	1,66	1,53	1,47	1,42	1,24	1,10
Variation des budgets d'une année à l'autre		+ 13,4	+ 24,2	+ 2	+ 8,6	- 13,5	+ 5,4	+ 8,2	+ 10,5	- 1	+ 7
Taux d'inflation		+ 6,2	+ 7,3	+ 13,7	+ 11,8	+ 9,6	+ 9,6	+ 10	+ 10,5	+ 13,6	+ 14

Transfert. Un mensuel insolite.



Dans tous les kiosques: 15F

Un trait d'union

QUINZE ANS
LA VIE
INDUSTRIELLE
MADEIRA

pour vos vacances
en France,
à deux heures

سكس (من الإيجل)

YVES TAVERNIER

ÉNERGIE

L'Iran ramène le prix de son pétrole de 32 à 30 dollars le baril

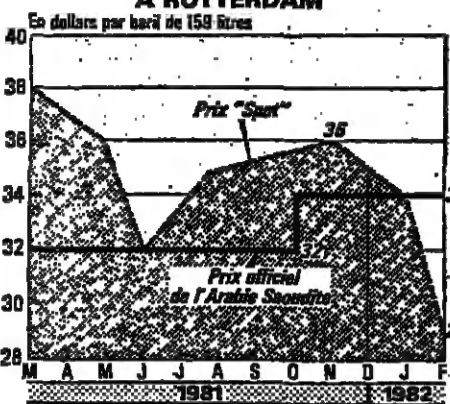
Pour la troisième fois depuis le début de février 1982, l'Iran a réduit le prix de son pétrole, le ramenant de 32 à 30 dollars le baril de brut léger, soit 4 dollars au-dessous du prix officiel de 34 dollars pratiqué le 1^{er} février, et qui avait été imposé par l'Arabie Saoudite à l'automne dernier. La politique iranienne de vente à tout prix, au risque de « casser » complètement un marché déjà fortement excédentaire, s'explique par les besoins de ce pays, qui n'arrive plus à financer à la fois ses importations, notamment de produits alimentaires, et une guerre ruineuse avec l'Irak. Elle ne peut qu'accroître le processus de baisse générale des prix, illustré par le graphique ci-contre, qui retrace l'évolution, sur le marché libre du pétrole à Rotterdam, du prix « spot ».

Ce prix, qui s'applique seulement à des quantités disponibles, prises à être livrées à n'importe quel endroit sans référence à aucun contrat de longue durée, et tarifiées au jour le jour, est tombé, depuis le début de l'année, très largement au-dessous du niveau officiel des 34 dollars le baril, glissant même en début de la barre des 30 dollars. On sait

qu'aux États-Unis certains experts prédisent la persistance d'excédents pendant deux ans, et la possibilité de voir le prix du baril descendre à 20 dollars.

En attendant, les pays membres de l'OPEP multiplient leurs pressions sur l'Arabie Saoudite pour obtenir une réduction de sa production, annoncée la semaine dernière comme quasi certaine, mais démentie officiellement dimanche 21 février par le vice-ministre du pétrole du Royaume. « La production continuera sur la base du décret fixant un plafond de 4,5 millions de barils par jour », a déclaré le ministre, à Alger, de source proche du ministère de l'énergie et des produits chimiques, qu'une réunion extraordinaire des pays membres de l'OPEP pourrait se tenir le 27 février à l'initiative du président en exercice, M. Chirak, et après une série de consultations avec les représentants de ces pays. L'objet d'une telle réunion serait d'annoncer à une réception de l'économie excédentaire la réduction de production et en diminuant certains prix. Jusqu'à présent, toutefois, aucune confirmation officielle de ce projet n'a été enregistrée.

LA CHUTE DU PRIX « SPOT » DU PÉTROLE À ROTTERDAM



AFFAIRES

L'avenir de Roussel-Uclaf

(Suite de la première page.) Les pouvoirs publics ont donc bien été obligés de composer. Pouvaient-ils le faire autrement ? Roussel et le gouvernement français devaient impérativement trouver un terrain d'entente, et surtout ne pas s'enliser dans d'interminables négociations. Trop d'intérêts étaient en jeu.

Roussel-Uclaf ne pouvait rien faire sans Hoechst. C'est grâce aux travaux de son partenaire ouest-allemand, doté de moyens financiers énormes, que la firme pharmaceutique du boulevard des Invalides s'est parvenue à développer les céphalosporines, un antibiotique à très large spectre thérapeutique découvert dans ses laboratoires. C'est aussi Hoechst qui a pris en main la commercialisation mondiale de ce produit, dont les ventes d'ici à 1990 atteindront plusieurs milliards de deutschemarks, et aussi celle de Decis, un insecticide révolutionnaire non polluant, dix fois plus efficace que tous ceux existant, lui aussi promis à un brillant avenir.

En se couplant de Roussel-Uclaf, Hoechst, de son côté, aurait perdu énormément d'argent. On ne voit pas très bien de quelle façon l'État français aurait pu le dédommager, ni reprendre les parts de marché qui auraient nécessairement échappé à Roussel-Uclaf en se dissociant de son partenaire, ni comment même la firme de Francfort serait parvenue à compenser les pertes occasionnées par ce départ. De plus, Hoechst a traversé consciencieusement, depuis des années, et encore plus depuis le 10 mai, une immense tourmente autour de Roussel-Uclaf, au point de faire disparaître des pans entiers de son groupe à l'intérieur de ses propres structures.

À défaut de prendre totalement le contrôle de Roussel-Uclaf, les pouvoirs publics ont tenté de faire de cette affaire un exemple de coopération franco-allemande.

ANDRÉ DESSOT.

EQUIPEMENT

AUTOROUTES A L'ÉCONOMIE

Péages autoroutiers différents vers 1985 sur les autoroutes de plaine (0,21 F le kilomètre) et sur les autoroutes de montagne (0,29 F le kilomètre), construction de mini-autoroutes à une voie dans chaque sens, avec une chaussée de 7 mètres mais sans croisement et sur lesquelles la vitesse sera limitée à 90 km/h. Telles sont deux des principales propositions présentées dans le rapport sur la politique autoroutière, rédigé par M. Gilbert Dreyfus, inspecteur général des ponts et chaussées à la demande du gouvernement.

Autres propositions de M. Dreyfus : création d'une « cellule nationale des autoroutes » (C.N.A.) qui reprendrait les concessions des dix sociétés actuelles et laisserait l'exploitation et l'entre-

lien à ces sociétés devenues prestataires de services ou concessionnaires de la C.N.A. ; financement (sous forme de subventions au concessionnaire) qui ferait plus largement appel au budget de l'État et aux régions.

M. Dreyfus, qui fut aussi directeur des routes, note aussi : « Toute autoroute construite aujourd'hui et recevant moins de 20 000 véhicules par jour en moyenne est pour une part à la charge, soit du contribuable soit des usagers des sections plus fréquentées. Sous le régime du budget de l'État, l'extinction des péages ne peut être envisagée avant l'horizon 1994. Il est économiquement inutile de mettre en place une autoroute traditionnelle sur les liaisons qui recevront un trafic inférieur à 2 000 véhicules par jour. »

VOIR POUR LIRE

READY MADE

SPECIALISTE DE RÉPARATION

38 et 40, rue Jacob - 75006 PARIS - Tél. 266.24.25

ANGLAIS en ANGLETERRE

et aux États-Unis pour 8,12 ans, 12-15 ans et 15-18 ans.

● matin : 15 heures de cours par semaine sur grandes et 4 heures minimum.

● après-midi : tennis, aquathlon, golf, natation, voile, piano à voile.

● module encadrément franco-britannique.

● sélection rigoureuse et contrôle constant des résultats.

OISE

OXFORD INTENSIVE SCHOOL OF ENGLISH

21, rue Théophraste Renaudot - 75004 Paris - Tél. (1) 82.14.15

CONJONCTURE

SELON L'INDICE PROVISOIRE DE L'INSEE

La hausse du coût de la vie a été de 1 % en janvier

Les prix à la consommation auront augmenté en janvier de 1 %. Indique l'INSEE. Cette estimation aurait dû être publiée au début du mois de février, mais elle a été retardée, les pondérations de l'indice ayant été modifiées — comme il est de tradition chaque début d'année — pour tenir compte de l'évolution de la composition du budget des ménages. Le résultat définitif doit être connu le jeudi 25 février.

Le coût de la vie avait augmenté de 0,8 % en décembre et de

0,9 % en novembre. Traditionnellement, la hausse des prix de détail enregistrée en janvier est plus forte que la moyenne (1,2 % en janvier 1981). Toutefois les majorations de tarifs publics qui interviennent à cette époque de l'année ont été plus étalées que d'habitude, ce qui pèsera donc sur les indices de février et de mars. Quant à l'opération « trêve des prix » lancée par le ministre de l'économie et des finances le 15 janvier, elle ne semble pas avoir donné jusqu'ici les résultats escomptés.

La campagne pour la stabilité : peu suivie et discutée

C'est un peu comme si le ministère de l'économie et des finances ne croyait plus guère — déjà — au succès de la campagne « Trêve des prix, pour construire la stabilité », qu'il a officiellement lancée le 15 janvier. Certes, l'opération doit durer jusqu'au 14 avril, mais hormis les affiches d'engagement apposées dans des magasins cette « campagne » contre l'inflation ne paraît plus guère sonder ni les pouvoirs publics, ni les commerçants ni les consommateurs.

En proposant cette trêve, M. Delors n'entendait pas peser d'abord sur l'évolution de l'indice des prix : aussi bien l'engagement qu'il demandait aux 400 000 commerçants était de bloquer volontairement la hausse à la mi-avril les prix d'un certain nombre d'articles choisis par eux dans une liste de produits alimentaires et non alimentaires de « base ». Les produits sur lesquels les commerçants s'engagent, doivent représenter 80 % du chiffre d'affaires de chacune de ces familles d'articles.

En lançant sa campagne, le ministère de l'économie et des finances entendait faire œuvre pédagogique. Elle avait pour

objectif (...) de maîtriser en profondeur et durablement l'inflation sans recourir à la contrainte ou à des moyens artificiels. « Cet objectif, ajoutait-il, peut être atteint si chacun prend conscience de la nécessité de modérer la hausse des prix et exerce pleinement ses responsabilités. »

Si on en croit les résultats d'une rapide enquête tant à Paris que dans certaines villes de province, M. Delors devra remettre plusieurs fois encore son ouvrage sur le métier.

À la mi-février, un grand nombre d'affiches n'étaient pas encore apposées sur les vitrines, remarquant ces derniers jours des responsables de la chambre de commerce et d'industrie.

Cette constatation n'est pas partagée par les services de la concurrence et de la consommation de la région Nord-Pas-de-Calais, nous rapporte notre correspondant à Lille, du moins en ce qui concerne le grand commerce. Dans les grands magasins, les magasins populaires et les super-marchés, 80 à 100 % des professionnels se sont associés à l'effort demandé, mais 15 % des commerçants indépendants seule-

ment prennent part à l'opération. En fait, écrit notre correspondant, les grands de la distribution utilisent la campagne sur la trêve des prix (qu'ils jugent « commercialement bien montée ») comme une « opération publicitaire ». L'un d'eux, spécialisé dans l'électroménager, « espère (de cette campagne) des ventes significatives par rapport à certains concurrents ».

Cette récupération commerciale et publicitaire de la « trêve des prix » — qu'avait prévue les pouvoirs publics — agace nombre de petits commerçants, et révèle chez eux, le plus souvent, une hostilité envers les « grandes surfaces ». Celles-ci, disent-ils, peuvent négocier leurs prix d'achat avec les fournisseurs et se « rattraper » sur d'autres produits. Et, en professionnels indépendants, de réclamer plutôt une diminution de la T.V.A. sur les produits de grande consommation, une « trêve des impôts ».

Toujours dans la région du Nord, tel de ces petits commerçants qui participe à la campagne va jusqu'à donner ironiquement quelques chiffres d'augmentation de ses charges (les factures d'E.D.F. ont été multipliées par

six en six ans ; la taxe professionnelle par dix). Et de rappeler les vertus de la concurrence, seul moyen de limiter les prix.

C'est un même langage que l'on tient du côté de Lyon nous précise notre correspondant dans le Rhône.

Les consommateurs eux-mêmes sont sceptiques nous rapportent nos correspondants. À Lyon, M. René Depolis, responsable de l'association F.O. consommateurs, est sévère. Pour lui « l'idée de la campagne a été bien reçue au début, mais elle l'est moins maintenant ». « Faute de contrôles efficaces, dit-il, tous les truquages sont possibles. »

M. Depolis est particulièrement sévère envers des commerçants de stations de sports d'hiver, la pratique d'une « véritable arnaque », dit-il. « Là-haut » nombre d'affiches trahissent même pas les articles dont les prix de vente sont bloqués, ou alors y figurent des articles « haut de gamme », par exemple des skis à 1 000 francs la paire.

En somme, si la campagne trêve des prix a bien été lancée, on ne peut pas dire qu'elle ait vraiment pris corps. — A. T.

Il y a 5 ans Wang a révolutionné le traitement de textes. Et aujourd'hui tout le monde a encore 5 ans de retard.

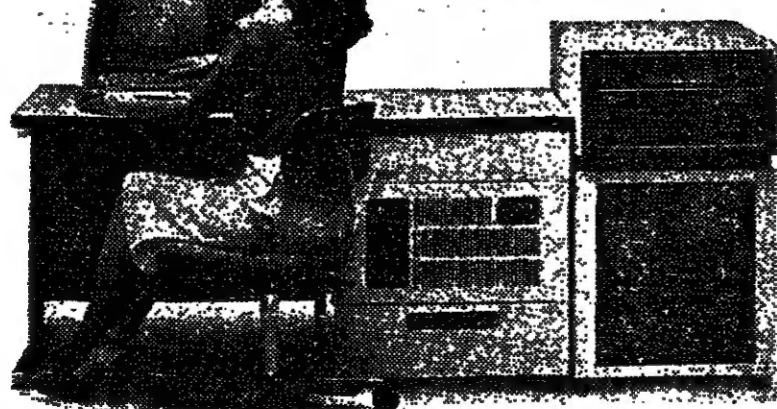
Il y a cinq ans, nous avons révolutionné le traitement de textes en lançant la première machine de traitement de textes aussi facile à utiliser qu'une machine à écrire. Avec en plus, un écran-télé qui affichait ce que vous tapiez.

Il y a cinq ans déjà, si vous vouliez corriger des fautes, ajouter ou effacer des mots, ou remanier des paragraphes entiers, c'est tout simplement sur l'écran que vous obteniez tout cela. En quelques secondes. Quand vous désiriez sortir un document définitif, une imprimante séparée bourdonnait discrètement à 200 mots-minute. Et vous pouviez stocker jusqu'à 120 pages d'informations sur une petite disquette.

Les gens étaient déjà si contents de notre traitement de textes qu'aujourd'hui, Wang est le premier dans le monde.

Plus de 50.000 entreprises dans le monde utilisent nos systèmes pour gagner du temps et de l'argent. Du petit comptable en Finlande au grand fabricant d'appareils stéréo de Francfort. De fait, 85% des 500 entreprises classées par le magazine Fortune.

Cette expérience nous aide à toujours améliorer la productivité de tous les types d'affaires. Elle nous a aussi aidés à développer le seul système de traitement de textes qui permette de passer d'un poste de travail unique à un



Aujourd'hui, les systèmes d'automatisation de bureau Wang, système tolérant plus de cent vingt-huit postes (selon les cas). En intégrant les capacités de traitement de textes, de traitement de données et de courrier électronique. Et voilà pourquoi nous conservons cinq ans d'avance sur tout le monde.

WANG

Rendre le monde plus efficace.

IWP 60/LM 2242

Coupon-réponse : si vous souhaitez assister à une démonstration du traitement de textes Wang, téléphonez à (01) 360.22.11 ou bien, renvoyez ce coupon-réponse à : Wang France, Tour Gallieni 1, 78 Avenue Gallieni, 93174 Bagnolet Cedex.

Nom _____

Prénom _____

Fonction _____

Société _____

Adresse _____

Code Postal _____

Téléphone _____

l'ingénierie absolue des produits américains. Mais il n'y a eu des succès que pour ceux qui ne se sont pas laissés aller à la débauche. Les exportateurs ind-

CLAIRE DEVARREUX

SOCIAL

LA «TABLE RONDE» DE L'ENCADREMENT

F.O. demande un congé-formation d'un an pour dix ans d'activité professionnelle

Journée marathon, mardi 23 février à l'hôtel Matignon, où plusieurs ministres, y compris le premier, ont participé à la «table ronde» de l'encadrement organisée par le gouvernement — à la demande initiale des cadres cédistes

La C.G.C., qui désirait être placée à niveau d'égalité avec les cadres ouvriers et contreparties des points de vue des dirigeants confédéraux des autres centrales, a décidé, lundi après-midi, en l'absence de MM. Serruys, Maître, Bergeron et Jorand — que M. Jean Menu, président de la C.G.C. ne participerait pas à la «table ronde». Septuaginta sur l'efficacité d'une journée «sur-tout», M. Paul Marchetti, délégué général, conduisait la délégation de l'encadrement et entendait défendre les revendications techniques des cadres tant sur l'emploi, les investissements industriels, que sur l'autonomie des retraites complémentaires et sur la pause décalée.

Le président de la C.G.C. a

avec les cinq organisations syndicales représentatives au niveau national : la Confédération française de l'encadrement C.F.E.C. et les quatre syndicats de cadres affiliés aux confédérations ouvrières C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C.

d'autre part envoyé, après décision du bureau confédéral réuni lundi après-midi, une lettre au président de la République pour obtenir un rendez-vous. L'Union des cadres et ingénieurs F.O. a insisté sur la nécessité d'organiser «la transparence du marché du travail» et réclamé la constitution d'un institut «syndicaliste» patronal. Elle a aussi demandé la mise en place d'une politique de coopération en matière d'études, de recherches et d'expérimentation sur l'emploi. Les cadres F.O. ont aussi mis l'accent sur la nécessité de prévoir des «plans pour l'emploi» dans les secteurs faibles de l'industrie française et de demander un tel effort pour la formation. F.O. réclame «le développement

du congé formation hors de la tutelle de l'entreprise», «deux semaines de congé tous les quatre ans pour organiser des sessions de bilan professionnel» et un «congé formation ou enseignement de longue durée, d'un an par dix années d'activité professionnelle». Les cadres F.O. se sont aussi prononcés pour la «réévaluation de la carte» et, comme les autres organisations, ont rappelé la nécessité d'une meilleure connaissance des revenus afin que la solidarité intégrée, dans l'effort, tous les français.

En ce qui concerne la durée du travail, les cadres C.F.T.C. ont préparé des «contrats d'objectifs» dans les entreprises. Ils insistent sur le droit d'alerte des représentants du personnel demandant que l'absence de comité d'entreprise, dans les petites firmes, les délégués cadres disposent de ce droit.

Les cadres C.F.D.T. qui ont exposé la semaine dernière, leurs revendications (Le Monde des 21 et 22 février), ont souligné la nécessité d'une «concertation continue et méthodique».

Pour la C.G.T., qui, à l'instar de la C.G.C., n'est pas «fonctive d'une réunion du type table ronde», les priorités sont : la remise à jour des classifications dans les grands secteurs de l'industrie et du commerce, le respect du pouvoir d'achat, la dévaluation des contrats de solidarité, la création d'une commission spéciale des cadres au sein des comités d'entreprise, l'octroi de 10 % du temps de travail pour la formation et une refonte des retraites complémentaires avec développement des cotisations.

A la veille de la tenue de cette table ronde, le ministre du budget, M. Fabius, avait déclaré, à France-Inter, qu'il souhaitait une «concertation» entre les représentants du monde du travail et le monde de l'entreprise, afin de faire passer la réforme de la loi de finances.

A Caen M. LOUIS MEXANDEAU EST RETENU PENDANT DEUX HEURES PAR DES MANIFESTANTS DU C.I.D.-UNATI

(De notre correspondant)

Caen. — M. Mexandeu, ministre des P.T.T., a été retenu pendant deux heures, le lundi 22 février, dans son bureau à Caen par un commando du C.I.D.-UNATI composé de vingt personnes. Cinq collaborateurs du ministre étaient avec lui.

Les membres du C.I.D.-UNATI ont collé des affiches réclamant la suppression de la taxe professionnelle et la diminution des charges, tandis que M. Mexandeu indiquait aux manifestants qu'il était prêt à entendre une délégation pour exposer les problèmes des artisans et des commerçants. Il y eut à ce moment un échange de coups de poing entre les manifestants et les collaborateurs du ministre, mais finalement l'un d'eux mettait comme condition à l'évacuation des locaux que M. Mexandeu obtienne, sur-le-champ, du préfet, la mise en état de la rue pour M. Nicond. Cette revendication, de l'avis de M. Mexandeu, ne pouvait que conduire à une impasse. Dans ces conditions de contrainte, aucun membre du commando ne pouvait accéder à une telle demande. J'ai catégoriquement refusé.

M. Penfollies, préfet de région, qui venait de quitter la séance du conseil régional pour se rendre sur place, décidait à 18 heures de faire intervenir les forces de l'ordre. Une quinzaine de policiers en tenue passaient par une terrasse, brisant des fenêtres à la matraque et se précipitant dans les locaux occupés, traquant même, emportés par leur élan, une collaboratrice de l'antenne ministérielle venue à leur rencontre. «Les revendications des artisans et des commerçants valent mieux que ces scènes déplorables et l'emploi de ces méthodes», a déclaré M. Mexandeu, qui s'est retiré vers son bureau.

Les membres du commando, placés en garde à vue pour vingt-quatre heures, devaient être présentés au parquet de Caen le 23 février. — J. A.

Compromis en vue aux usines Céramer de Tarbes occupées depuis plus de cinq semaines

De notre correspondant

Tarbes. — M. J.-P. Brunet, nouveau P.-D.G. de la C.G.E. nationalisée «à l'essai», selon les termes employés à Tarbes, lundi après-midi 22 février, par M. Durand-Rival, directeur général de la filiale de ce groupe : la Céramer dont deux usines à Tarbes-Bazet et Tarbes-Bordères sont occupées depuis plus de cinq semaines, avec l'appui de la C.G.T. majoritaire, malgré les désapprobations répétées des syndicats C.F.D.T. et C.G.C.

La Céramer était insoumise contre les prétentions de la C.G.T. à contrôler sa gestion et sa volonté de conserver le plein emploi dans cette période de crise. La Céramer ne désire donner une impulsion nouvelle qu'à la seule usine désormais rentable : celle de Tarbes-Bazet à travers un plan de production de céramique fine portant sur une période de cinq ans. Mais cinq cent quarante personnes sont sur un total de mille cent vingt qui constituaient jusqu'ici les effectifs des deux usines pourvues, selon la Céramer, être conservées dans un premier temps.

La situation bloquée ces dernières semaines, malgré les efforts du ministère de l'Industrie, a commencé à évoluer samedi 20 février lorsque le maire communiste de Tarbes, M. Paul Chastellat, a reçu de M. Brunet un télégramme lui précisant : «Le dossier de l'usine de Bazet est un de ceux que je vais examiner en premier, en liaison avec les dirigeants de la Céramer». L'annonce a été certainement piquée car il a donné lieu lundi après-midi, simultanément à Tarbes et à Paris, à la publication de la soumission de la Céramer à la C.G.E. jusqu'à présent demeurée discrète dans ce conflit : «En accord avec la direction générale de Céramer il a été décidé de suspendre l'approvisionnement du plan industriel et social de reconversion de l'établissement de Bazet-Bordères. Le délai ainsi dérogé doit permettre d'achever la préparation du plan d'investissement et de concrétiser les opérations destinées à assurer le reclassement des personnes dans ces conditions, il est demandé aux personnes de reprendre le travail dans les plus brefs délais de façon à éviter la perte des marchés qui conditionnent l'existence de l'usine de Bazet. Les dispositions du plan social seront appliquées pendant la période intermédiaire. (...) Les négociations seront poursuivies avec les organisations syndicales.»

Une issue honorable est ainsi offerte à la C.G.T.

La C.F.D.T. elle, était dans l'ignorance de cette position conciliante de la C.G.E. lorsqu'elle a manifesté lundi matin devant la préfecture des Hautes-Pyrénées pour que les grilles de l'usine soient «réouvertes». Puis à 10 heures 30, un commando de soixante militants C.F.D.T. a pris, sans aucune réaction de la gendarmerie de l'air et de la police

de l'air, le contrôle de l'aéroport de Lourdes. Le Mercure Air Inter assurant la liaison Paris-Lourdes n'a pu atterrir, les syndicalistes s'étant rassemblés en bout de piste. Pour éviter tout incident, l'air est allé se poser sur l'aéroport de Pau où cent cinquante et un passagers se rendant de Lourdes à Paris ont été acheminés par des autocars qui ont ensuite rapatrié pour Lourdes les passagers «déroulés». En fin de journée, la C.F.D.T. et la C.G.C. ont cependant pris acte avec satisfaction des propositions faites par la C.G.E. La seule inconnue réside dans la réaction de la C.G.T. qui aura le repère de son appareil central des recommandations de modération et de bonne volonté.

GILBERT DUPONT.

● **Concertation et contestation dans la fonction publique.** — Avant la réunion, les 8 et 9 mars, du conseil supérieur de la fonction publique devant M. Mauroy tracer les grandes orientations de la réforme statutaire, M. Le Fort, ministre de la fonction publique et des réformes administratives, a présenté aux fédérations de fonctionnaires — reçues séparément les 22, 23 et 24 février — plusieurs projets de textes législatifs, qui seront soumis au Conseil supérieur et qui porteront sur la titularisation des vacataires, l'hygiène et la sécurité, le statut des agents de la fonction publique et le règlement des conflits de travail. M. Le Fort a déclaré l'invitation du ministre, en raison de l'actuel blocage de la négociation salariale : elle demande à être reçue par M. Mauroy, pour demander au premier ministre d'arbitrer la situation. Une nouvelle séance de discussions sur les rémunérations doit avoir lieu le 25 février. La C.G.T. a appelé, pour le 24 février, à des débrayages d'un jour, une heure dans la fonction publique et les collectivités locales pour réclamer le maintien du pouvoir d'achat, tandis que M. Michel Charzat, secrétaire national du P.F., a exprimé sa «confiance» sur la conclusion rapide d'un accord salarial.

● **Des marchands ambulants étrangers ont manifesté** lundi 22 février devant le ministère de la Solidarité nationale pour demander la parution d'une circulaire leur permettant de régulariser leur situation. Une centaine de travailleurs immigrés salonniers continuant leur grève de la faim à Arvignon.

● **Après le démantèlement** d'une cure et d'un tour de 800 kilos, dans la nuit du vendredi 19 février, à l'usine Gipelec-C.G.E. de Gisors (Eure), par des militants cégétistes de l'unité Gipelec d'Arvignon (Val-d'Oise) (Le Monde du 23 février), la section C.G.T. de cette dernière usine affirme qu'il «a aucun moment la violence n'a été utilisée» et que la manifestation concernant la fabrication actuelle de Gisors n'a pas été touchée.

SYNDICATS ET REPRÉSENTATIVITÉ

C.G.C. — Président : M. Jean Menu. Délégué général : M. Paul Marchetti. Adhérents : 450 000 (cadres, ingénieurs, V.E.P., agents de maîtrise et techniciens). Aux élections des prud'hommes, en 1979, tous collèges confondus, sur 12 179 431 voix, la C.G.C. en a obtenu 382 290, soit 3,1 %. Pour le seul collège encadrement, la C.G.C. a recueilli 877 063 voix, soit 1 237 078 voix, soit 38 %.

C.F.D.T. — Secrétaire général : M. Pierre Vanlerberghe. L'Union confédérale des ingénieurs et cadres (U.C.I.C.-C.F.D.T.) déclare 50 000 adhérents, seulement cadres et ingénieurs. Aux prud'hommes, l'U.C.I.C. a obtenu 138 476 voix dans le collège encadrement, soit 18 %.

C.G.T. — Secrétaire général : M. René L. Guet. L'Union générale des ingénieurs, cadres et techniciens (U.G.I.C.-C.G.T.) revendique 520 000 dans les secteurs privé et public. Aux prud'hommes, l'U.G.I.C. a recueilli, dans le collège encadrement, 129 443 voix, soit 18,6 %.

F.O. — Secrétaire général : M. Robert Cottare. L'Union des cadres et ingénieurs (U.C.I.-F.O.) affiche regroupement 60 000 adhérents.

Aux prud'hommes, elle a obtenu 107 894 voix, soit 14 %.

C.F.T.C. — Président : M. Bernard Ibal. L'Union générale des ingénieurs et cadres et assimilés (U.G.I.C.A.-C.F.T.C.) rassemble 10 000 adhérents, mais 30 000 adhérents directement à la confédération. Aux prud'hommes, l'U.G.I.C.A. a recueilli 52 421 voix, soit 6,8 %. Dans la fonction publique, c'est la F.E.N. qui est la plus représentative. Elle a obtenu, sur appel du cadre «A», selon une enquête du ministère de la fonction publique pour la période 1978-1980, la F.E.N. a recueilli 41,2 % des voix devant la C.F.D.T. (17,4 %), la C.G.C. (9,4 %), F.O. (9 %) et la C.G.T. (7,4 %).

Chez les agents de maîtrise et techniciens qui, pour la C.F.D.T. n'adhèrent pas à l'U.C.I.C. mais seraient au nombre de 250 000 à avoir une carte confédérale, les résultats aux élections dans les comités d'entreprise, si l'on se base sur celles dites du deuxième collège, en 1979, sur 23 148 voix, la C.F.D.T. obtenait 58 008 voix (19,3 %) devant la C.G.T. (54 159 voix, soit 18 %), la C.G.C. (53 527 voix, soit 18,3 %), F.O. (39 809 voix, soit 9,9 %) et la C.F.T.C. (11 380 voix, soit 3,7 %).

NATIONALISATIONS

DANS LA PRESSE HEBDOMADAIRE

Nouveaux patrons

Avec la nomination des dirigeants des sociétés nationalisées s'achève la mise en place d'un dispositif jugé essentiel aussi bien par les adversaires que par les partisans de l'extension du secteur public.

Jean Daniel, dans LE NOUVEAU OBSERVATEUR, le souligne en écrivant : «pour la première fois depuis neuf mois qu'il est au pouvoir, le gouvernement socialiste donne la création d'une nouvelle entreprise à la loi sur les nationalisations constitue un acte de rupture, presque toutes les autres réformes, n'importe quel autre gouvernement — y compris le précédent — aurait pu les accomplir. Celle-ci, non. Pour Jean Daniel, il s'agit d'un « pari » qui consiste à démontrer «qu'on a découvert un système inédit aussi éloigné du capitalisme sauvage que du collectivisme bureaucratique, qui met la France «socialiste» en mesure d'affronter la crise mondiale et de la dominer dans le monde des travailleurs comme dans celui de la nation entière».

Dans LE POINT, Jean-Marie Adine et Christian Baudelaire relient : «Les polémiques et les discours ont banalisé l'événement : depuis des semaines, on parle des nationalisations comme d'une réalité acquise et déjà au passé. (...) Ils poursuivent : «Elles sont pourtant un événement capital. Par elles, la France quitte l'ère du corporatisme et entre dans celle du socialisme. Logique, bien sûr, depuis le 10 mai, mais d'une amplitude exceptionnelle. (...) Dans l'hebdomadaire communiste REVOLUTION, qui publie les propos de plusieurs responsables du parti communiste, l'un d'eux, Jean-Claude GARYS, membre du bureau politique affirme : «Un acte historique vient d'avoir lieu. Nous devons le valoriser. Ça fait des années et des années que l'on parle de nationaliser et maintenant on y est. Mais (...) l'essentiel est à faire et peut être fait. On a parlé de trois mille cinq cents entreprises.

Elles doivent devenir trois mille cinq cents foyers de propositions constructives, pour commencer l'emploi le terme «commencer» pour qu'il n'y ait pas de démarche utopique — (...) à traverser les tendances négatives du passé ; à faire admettre l'idée que de nouveaux critères de gestion sont à mettre en œuvre, favorisant le développement de la qualification et de l'emploi, permettant la création de postes nouveaux (...). Pour que cela se fasse, on a besoin non seulement de valoriser la qualification des travailleurs, leur formation, mais aussi l'intervention des travailleurs eux-mêmes dans la gestion. Ce champ qui est offert doit être l'objet d'une intervention politique ; tous les communistes doivent se sentir concernés.»

«Mobiliser l'opinion» est un «impératif», explique dans LE POINT, GARYS. TROGNADE, CHERTIEN Bernard Bellon, responsable du Centre de recherche en économie industrielle de l'université Paris-Nord, a établi une politique industrielle en six autres. Et il ajoute : «Il faut maintenant constituer l'around des P.-D.G. un véritable noyau de personnes compétentes et soudées, gage essentiel du bon fonctionnement ultérieur des nationalisées. A ce titre, nous espérons vivement la présence de personnalités politiques et des postes-clés dans chacune de ces équipes. Autrement, la stratégie industrielle et la mobilisation des énergies pour un nouveau mode de relations sociales risquent de ne jamais véritablement être tentées.»

Jacques Barraux et Alain Jemain évoquent, dans LE NOUVEAU ECONOMISTE, les «deux inconnues» qui peuvent entraver le programme de nationalisations dans des voies radicalement différentes. La première, indiquent-ils, est d'avoir qui l'emportera de ceux qui, dans la nouvelle majorité, préconisent «un changement profond dans le mode de fonctionnement des entreprises publiques», change-

ment «qui se résume en une accentuation du dirigisme au nom de l'intérêt national», et de l'ensemble des travailleurs de la grande période à observer le «arrêt de travail le jeudi 4 mars, de 10 h à midi, et à participer massivement à la manifestation organisée pour accompagner une délégation de comités d'entreprise de la presse, qui est reçue le même jour, à 11 heures, par le ministre de la communication, M. Filloux.» Le Livre parisien C.G.T., précise le communiqué, veut ainsi

«interroger le ministre sur les dispositions qu'il entend prendre le gouvernement pour : sauvegarder la constitution de la presse de presse, lutter contre les concentrations de moyens de fabrication de la presse écrite, donner les moyens à toute la presse écrite pour que celle-ci dispose d'une égalité de chances pour sa fabrication et sa distribution, enfin, garantir et maintenir les emplois pour les ouvriers du livre.»

Sous le titre «Voilà l'Etat-patron», Noël-Jean Bergeron, dans L'EXPRESS, commente la nomination des patrons des entreprises nationalisées : «Un communiste, un ancien dirigeant de la C.F.D.T., un socialiste de l'époque de Guy Mollet, un gauchiste, d'anciens responsables confirmés, de grands cadres du régime précédent appelés à de nouvelles responsabilités, de précédentes en attendant que soient définies les nouvelles structures de la direction générale.

Dans LA VIE FRANÇAISE, Delphine Girard met l'accent sur des conditions de la réussite des nationalisations. Elle note : «Pour les Français, travailler dans une entreprise nationalisée, c'est faire confiance à l'Etat, donc aux socialistes qu'ils ont portés au pouvoir. Ils ne peuvent être trompés, car la débauche de la dette et la débauche du pays probable.»

Constatant que «la majorité a aujourd'hui les moyens d'agir», Pierre Réme, dans ROUGE, hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), préconise : «Les moyens, au travers des banques nationalisées, d'imposer un contrôle sur la masse des petites et moyennes entreprises qui dépendent des aides des banques privées depuis des années : quoi de plus simple que de faire dépendre les aides publiques du respect d'un plan de production et du respect des droits des travailleurs. Rester neutre sur ce plan après la nationalisation des banques serait cautionner, autoriser même, les pires conditions d'exploitation et le chômage qui résultent. De même dans l'ensemble des grands groupes nationalisés, la majorité a les moyens de faire pénétrer la démocratie dans les entreprises, grâce à la publication de tous les accords, et tous les projets, afin que ces décisions, souvent parmi les plus lourdes de conséquences, soient soumises à un contrôle des travailleurs et cours des débats politiques nationaux.»

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

B. I. A. O.

Avant d'être tenue à la B.I.A.O. le 18 février 1982, le Fonds d'entraide et de garantie des emprunts du conseil de l'Union institué par la convention signée entre :

- le gouvernement de la République du Bénin ;
- le gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire ;
- le gouvernement de la République de Haute-Volta ;
- le gouvernement de la République du Niger ;
- le gouvernement de la République togolaise ;
- la Banque internationale pour l'Afrique occidentale ;
- la Banque de l'Indochine et de Suez ;
- la Banque Worms.

La cérémonie s'est déroulée sous la présidence de M. Paul Kaya, secrétaire administratif du Fonds, assisté de M. Verzet et de M. Jean Dromer, président de la B.I.A.O.

Participaient à cette réunion :

- Pour la Banque de l'Indochine et de Suez :
- M. Jencourt - Gaignant, président-directeur général ;
- Verzet, directeur ;
- Pour la Banque Worms :
- M. Serruys, directeur général adjoint ;
- Pour la B.I.A.O. :
- M. Spila, administrateur ;
- M. Serruys, directeur général ;
- M. Jarry, directeur adjoint.

Les participants ont été heureux à cette occasion de se féliciter du développement actif d'une coopération efficace entre ces banques françaises et le Fonds de garantie du conseil de l'Union sur des bases qui permettent d'assurer le financement d'opérations intéressant les différents États membres.

BANQUE NATIONALE DE PARIS

M. René Thomas, administrateur général de la Banque nationale de Paris, a confirmé M. Gérard Lefebvre dans ses fonctions de directeur de la direction générale.

CESSION DE GARANTIE

Sur la demande de la société Carat-Voyages, S.A. au capital de 100 000 F, dont le siège social est à Paris, 114, rue du Château, la garantie qui lui a été accordée par la Banque Worms et commerciale de Paris, S.A. au capital de 126 048 800 F, dont le siège social est à 15008 Paris, 82, av. Hoche, dans le cadre de ses activités d'agent de voyages, visées par la loi du 11 juillet 1975, cessera trois jours francs après la publication du présent avis, la société précitée ayant obtenu la garantie de l'APSAV, 4, rue Villard-de-Joyeuse, 75017 Paris.

Les créances, s'il en existe, devront être produites au siège de la Banque Worms et commerciale de Paris dans les trois mois de cette insertion.

NEUBAUER

PEUGEOT - TALBOT
EN FÉVRIER !
VOTRE TALBOT 82 MOINS CHÈRE
RACHAT DE VOTRE VOTURE PLUS CHER
M. GÉRARD - Tél. : 821-60-21

Handwritten signature or text at the bottom of the page.

سكوت لامل

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

22 février

Baisse de tonus

L'or au plus bas depuis deux ans
Retardé d'un quart d'heure en raison de l'absence des ordres, la séance de lundi n'a pas vraiment répondu aux espoirs de hausse nourris par de nombreux boursiers. Le démarrage fut même laborieux et vingt minutes au moins s'écoulèrent avant que le marché ne s'active un peu dans un climat tiède et, surtout, avec des cours souvent orientés à la baisse, tant sur les D.T.I. que sur les autres valeurs. Finalement, la journée s'est terminée sur un score légèrement négatif, l'indice instantané rénové affichant un recul moyen des cours de 0,50 % environ.

On était loin de cette atmosphère de liesse qui avait régné les deux derniers jours de la semaine écoulée. Mais faut-il s'en étonner? L'habitude dit-on, est une seconde nature. La Bourse n'est pas couturière des promesses le lundi, et après sa récente montée en force, il était bien naturel qu'elle fléchisse un peu à la recherche d'un second souffle. Du moins, était-ce l'avis de professionnels chevronnés, qui voyaient dans la baisse de tonus et le tassement des cours des signes de bonne santé, que d'autres, en revanche, interprétaient comme étant le reflet des inquiétudes causées par les craquements monétaires.

Encore chère à l'ouverture, la devise-titre s'est détournée en cours de séance, revenant de 7,36 F-7,40 F à 7,28 F-7,32 F, contre 7,26 F-7,32 F vendredi.

En baisse outre-Manche de 5,25 dollars l'once à 340 dollars, l'once et tombée à son plus bas niveau depuis le 18 février 1980 avec le lingot à 70 130 F (après 70 150 F) contre 71 600 F précédemment. Recul également du napoléon, revenu à 603 F (- 6,90 F).

NEW-YORK

Lourde chute

En dépit de l'annonce, le vendredi précédent, d'une contraction de 3,1 milliards de dollars de la masse monétaire américaine pour la semaine au 10 février dernier, bien au-delà de ce qu'escomptaient les professionnels, le marché new-yorkais a subi une lourde chute, lundi, alors que l'ouverture était empreinte de fermeté.

Au premier son de cloche, l'indice Dow Jones des industriels s'ajustait en effet une avance de près de huit points qui se trouvait rapidement ravalée au fur et à mesure des transactions jusqu'à ce que cet indicateur s'inscrive « en rouge », terminant sur un repli de 13,04 points, à 811,26, ce qui ramène le Big Board à son plus bas niveau depuis mai 1980.

Le volume des échanges est resté effaillé puisque 58,31 millions d'actions ont trouvé preneur contre 51,34 millions la veille, mais les replis ont concerné 871 titres contre 629 valeurs en hausse, les spécialistes faisant état d'un certain nombre de prises de bénéfices, alors que la cote ne semblait pas encore « mûre » pour une reprise prolongée et que la tendance qui devrait se dégager sur les taux d'intérêt était encore difficilement appréciable.

Pour sa part, le secrétaire américain au Trésor, M. Donald Regan, considère que les « taux d'intérêt devraient faire marche arrière, le « prime rate » tombant en-deça de son niveau actuel (17 %) tandis que les taux des bons du Trésor devraient se situer aux alentours des 13 % à 14 %.

VALEURS	Cours de 19 fév.	Cours de 22 fév.
Alcoa	22 1/2	22 1/4
Alcan	34 3/4	34 1/2
Am. Can. Pac.	58 1/2	58 1/4
Am. Express	69 1/2	69 1/4
Am. Int'l. Corp.	30 3/4	30 1/2
Am. Oil	30 3/4	30 1/2
Am. Tel. & Tel.	30 3/4	30 1/2
Am. Tobacco	30 3/4	30 1/2
Am. Water	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Nickel	30 3/4	30 1/2
Am. Silver	30 3/4	30 1/2
Am. Gold	30 3/4	30 1/2
Am. Platinum	30 3/4	30 1/2
Am. Palladium	30 3/4	30 1/2
Am. Rhodium	30 3/4	30 1/2
Am. Iridium	30 3/4	30 1/2
Am. Osmium	30 3/4	30 1/2
Am. Rhenium	30 3/4	30 1/2
Am. Vanadium	30 3/4	30 1/2
Am. Manganese	30 3/4	30 1/2
Am. Chromium	30 3/4	30 1/2
Am. Cobalt	30 3/4	30 1/2
Am. Nickel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2
Am. Zinc	30 3/4	30 1/2
Am. Iron	30 3/4	30 1/2
Am. Steel	30 3/4	30 1/2
Am. Copper	30 3/4	30 1/2
Am. Lead	30 3/4	30 1/2
Am. Tin	30 3/4	30 1/2

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES
2. LES CADRES : « Pour une nouvelle donne », par Jean Cordier ; « Les oubliés », par Eric Zaborowski ; « Un contrat pour l'avenir », par Pierre Vanlerenberghe.

ÉTRANGER

- 3. EUROPE
— POLOGNE : la presse lance une campagne contre M. Walesa.
- 4. DIPLOMATIE
- 5. AFRIQUE
- 6. PROCHE-ORIENT
- Les laborieuses « clarifications » du gouvernement français sur sa politique.
- 7. AMÉRIQUES
- La politique d'engagement de M. Reagan au Salvador suscite des protestations aux États-Unis.
- 8. ASIE

POLITIQUE

- 7. Au Conseil de Paris, la progression de l'insécurité dans la capitale provoque de vifs débats.

SOCIÉTÉ

- 8. JUSTICE : l'assassinat de M. Max Martin illustre la tension des rapports sociaux en Guedeloupe.
- 9. DÉFENSE
- 11. ÉDUCATION : le syndicat C.F.T.C. de l'enseignement catholique se refuse à entrer dans l'« engrenage intégrationniste ».

LE MONDE DE LA MÉDECINE

- 9. Les cyclotrons au chevet du corps humain.
- 10. L'ACTUALITÉ SCIENTIFIQUE : la croissance des dépenses de recherche.

CULTURE

- 13. CINÉMA : Riches et célèbres, de Georges Cukor.
- 16. TÉLÉVISION : — VU : « Culture et culture ».

EQUIPEMENT

- 30. « L'écologie fait ses comptes » (II).

RÉGIONS

- 31. PROVENCE - ALPES - COTE D'AZUR : vives richesses.

ÉCONOMIE

- 32. ÉTRANGER.
— Les conséquences de la dévaluation du franc belge.
- 33. ÉNERGIE : l'iran réduit de 32 dollars à 30 dollars le prix du baril de son pétrole.
- 34. CONJONCTURE : la hausse du coût de la vie, à été de 1 % en janvier.
- 35. SOCIAL : la « table ronde » de l'encadrement.

RADIO-TELEVISION (18) INFORMATIONS
— SERVICES : (12) :
— La mode ; Météorologie ;
— Journal officiel ; Mots croisés.
— Annonces classées (17 à 29) ; Carnet (11) ; Programmes spectacles (14 à 16) ; Bourse (30).

Le numéro de « Monde » daté 23 février 1982 a été tiré à 570 568 exemplaires.

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRIX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un maître tailleur

COSTUMES MESURE
NOUVELLE COLLECTION
A partir de 1.350 F.
3.000 tissus
Luxeuses draperies anglaises
Fabrication traditionnelle
Boutique Femme
TAILLEURS et ROBES sur MESURE
Prêt-à-porter Homme
LEGRAND Tailleur
27, r. d'Alsace, Paris. Opéra
Tél. : 755-70-61
du lundi au samedi de 10 h. à 18 h.

Apprenez l'anglais qu'il vous faut... l'anglais efficace!
Sessions intensives : 1^{er} mars - 15 mars
325.41.37
ILC - International Language Centre - 20, passage Dauphine - 75006 Paris

LA RÉDUCTION DE LA DURÉE DU TRAVAIL

La C.F.D.T., F.O. et la C.G.C. signent l'accord dans la métallurgie (2,5 millions de salariés)

La C.G.T. et la C.F.T.C. la rejettent

Le succès ou l'échec des négociations nationales sur la durée du travail dans les branches professionnelles dépendait en grande partie, à-t-on dit, dès le début des discussions par secteurs, de la signature ou non d'un accord dans la métallurgie qui constitue, avec ses quelque deux millions et demi de salariés, la plus importante branche professionnelle du secteur privé.

Il semble, avec l'approbation donnée lundi 22 février par F.O., puis mardi 23, par la C.F.D.T. et la C.G.C., qu'on ne puisse pas parler d'insuccès, même si la C.G.T. majoritaire dans cette industrie avec plus de 40 % des suffrages exprimés aux élections professionnelles, et la C.F.T.C. ont rejeté le texte de l'accord négocié avec l'Union (patronale) des industries métallurgiques et minières (U.I.M.). En effet, les trois organisations signataires, qui to-

La France n'a signé aucun contrat nouveau pour la fourniture d'uranium à l'Afrique du Sud

Au « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche 21 février, M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de la technologie, a été interrogé sur la fourniture d'uranium enrichi à l'Afrique du Sud. M. Pierre Salinger lui a demandé pourquoi « un contrat a été signé en novembre avec l'Afrique du Sud pour livrer à ce pays 80 tonnes d'uranium enrichi français », uranium actuellement « traité à Roumanie par l'usine d'Eurofuel ». Le ministre a répondu qu'il ne consentait pas à la question, mais qu'il n'y a eu aucun contrat signé et qu'il n'y a eu aucun enrichissement. M. Chevènement a précisé que le contrat signé en novembre avec l'Afrique du Sud pour livrer à ce pays 80 tonnes d'uranium enrichi français, uranium actuellement « traité à Roumanie par l'usine d'Eurofuel ». Le ministre a répondu qu'il ne consentait pas à la question, mais qu'il n'y a eu aucun contrat signé et qu'il n'y a eu aucun enrichissement.

La fourniture d'uranium enrichi à l'Afrique du Sud avait déjà suscité des remous en novembre dernier, quand on apprit qu'il s'agissait d'un enrichissement trinité sud-africain. L'accord signé en novembre avec l'Afrique du Sud pour livrer à ce pays 80 tonnes d'uranium enrichi français, uranium actuellement « traité à Roumanie par l'usine d'Eurofuel ». Le ministre a répondu qu'il ne consentait pas à la question, mais qu'il n'y a eu aucun contrat signé et qu'il n'y a eu aucun enrichissement.

LE DÉPART DE M. CAVADA SERAIT IMMINENT

Présent depuis plusieurs mois, annoncé depuis quelques semaines, le départ de Jean-Marie Cavada de la direction de l'information de TF1 ne serait plus, mardi 23 février, qu'une question d'heures. Les négociations avec la présidence de TF1 (M. Jacques Boutet, président-directeur général, et sans doute M. Robert West, son principal conseiller) devraient, en effet, aboutir incessamment. M. Cavada, prenant lui-même l'initiative de boucler une situation qu'il juge préjudiciable à tous.

Des plans de restructuration sont en préparation du côté de la présidence et du côté des journalistes eux-mêmes. Certains vont même jusqu'à adresser des propositions concrètes de redressement, aussi bien à la direction de leur chaîne qu'à certains hauts responsables du gouvernement. Un paradoxe, si l'on se souvient des discours passionnés sur l'urgence d'une indépendance totale à l'égard du pouvoir.

Quant à M. Cavada, on ignore encore s'il pourra choisir entre une rupture complète avec la chaîne — rupture assortie d'importantes indemnités — ou s'il se verra confier la direction d'un magazine important sur TF1. Quel qu'il en soit, le vol est en quelque sorte « en réserve » de la télévision. — A. C.

Apprenez l'anglais qu'il vous faut... l'anglais efficace!
Sessions intensives : 1^{er} mars - 15 mars
325.41.37
ILC - International Language Centre - 20, passage Dauphine - 75006 Paris

La Règle à Calcul
L'HP-IL ET LES NOUVEAUX PÉRIPHÉRIQUES DU HP 41
Le nouveau système d'interface HP-IL, mis au point par Hewlett-Packard, permet à votre calculateur HP 41C ou HP 41CV de dialoguer avec une variété de périphériques compatibles tels que des unités de stockage de masse ou des imprimantes. Le résultat : un système de calcul économique et portable.

La boucle d'interface permet de relier jusqu'à 30 périphériques à votre HP 41. Les nouveaux périphériques existant actuellement sont : une unité de cassette digitale et une imprimante possédant de nouvelles fonctions.

L'unité HP 82161 A est un lecteur de cassette haute performance ayant une capacité de stockage de 131 000 octets par cassette.

L'accès rapide aux informations, n'importe où sur la bande, fait de ce périphérique un dispositif idéal de stockage de masse.

L'imprimante thermique 82162 A possède des caractéristiques comparables à celles de l'imprimante 82143 A auxquelles s'ajoutent d'autres possibilités : formatage de l'impression, nombre de caractères de la mémoire tampon porté à 101 caractères spéciaux.

Ainsi, grâce à l'interface HP-IL, votre HP 41 atteint la puissance et la simplicité d'utilisation de systèmes de calcul beaucoup plus onéreux.

La Règle à Calcul 65/67 B4 St-Germain, 75005 Paris
Tél. : 325.68.85 - Téléc. : 220.064 - PÉTRAV/1305 RAC
Mo 24/2/82

AU TCHAD

Les partisans de M. Hissène Habré auraient repoussé une offensive des forces de N'Djamena

De violents combats se sont déroulés, dimanche 21 et lundi 22 février, dans l'est du Tchad, où les partisans de M. Hissène Habré ont apparemment réussi à repousser, dans la région d'Oum-Hadjer, une offensive des forces de la coalition de N'Djamena.

Lundi matin, un communiqué du ministère tchadien de la défense avait annoncé la reprise sur l'axe N'Djamena-Abéché, à 150 kilomètres à l'ouest de cette dernière, l'information paraissant d'autant plus importante que celle abréviale, trois semaines auparavant, avait annoncé que les Forces armées du Nord (FAN) de M. Habré depuis le 22 décembre, commandaient l'accès d'Abéché et qu'elles abritaient, dans ce secteur, des unités de soldats, comme l'avait affirmé la veille un porte-parole des FAN. D'autre part, la dernière livraison d'armes françaises à M. Goukouni Oueddei (des obus de mortier de 80 mm et quatre véhicules utilitaires) a été débarquée le 16 février sur l'aéroport de la capitale tchadienne.

Intervenant à la veille de la conférence des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de l'unité africaine, ouverte lundi à Addis-Abeba, un tel succès militaire aurait remis en selle M. Goukouni Oueddei et offert des arguments aux gouvernements « progressistes » (Algérie, Congo, Bénin) pour s'opposer au « plan de paix » adopté par le comité ad hoc de l'O.U.A. le 11 février à Nairobi (le Monde du 13 février). Le président tchadien aurait alors trouvé devant lui des arguments pour appuyer son refus du calendrier de l'O.U.A. lequel prévoit un cessez-le-feu le 28 février, et l'annonce de pourparlers avec M. Hissène Habré le 15 mars.

Rien ne devait, cependant, confirmer ce succès. Lundi, en fin d'après-midi, de source bien informée à Paris, on indiquait, au contraire, que l'offensive de N'Djamena avait échoué. Les forces de la coalition, dit-on, ignorent encore les effectifs et les moyens, étaient sur le repli. Dans la soirée de lundi, le représentant des FAN à Paris devait apporter « un démenti catégorique » à la chute d'Oum-Hadjer et affirmer que deux autres localités, situées au sud-est, celles de Mangabé et d'Am-Dau, demeurent aux mains des FAN, de même que celle de Koro-Toro, dans le nord, qui commande l'accès à Faya-Largeau. N'Djamena, en effet, n'aurait, cependant, la reprise de ces trois villes.

C'est la troisième offensive, en l'espace de trois mois, des forces de N'Djamena en direction d'Abéché, dont M. Hissène Habré a fait son quartier général. La première était soignée, les 20 et 21 décembre, par un cuisant échec. La deuxième, le 22 janvier, fin janvier, n'avait rien donné. Aux deux reprises, les FAN avaient contre-attaqué en prenant Oum-Hadjer (fin décembre) et en occupant Abéché (le 25 janvier). Leur communiqué de lundi soir, en rejetant la « responsabilité » de la reprise des combats sur leurs adversaires, pourrait indiquer

DIAMANTS-RUBIS SAPHIRS-ÉMERAUDES
LE MOMENT D'ACHETER!
à des conditions exceptionnelles de Particulier à Particulier.
LA BOURSE DU PARTICULIER
12 rue de la Paix - Paris 2ème
296 54 95

Chaque jour dans Le Monde
ventes et locations dans les 5^e, 6^e, 7^e, 8^e, 15^e, 16^e arrondissements

Que choisir pour bien dormir?
Le sommier articulé automatique CAD TRÉCA
1. Couchage complet à plat.
2. Boute relevé pour lire, écrire, regarder la télévision ou prendre un repas au lit.
3. Couché, les jambes relevées avec une légère courbure adéquate au point de repos du genou.
4. Boute relevé pour lire, écrire, regarder la télévision ou prendre un repas au lit.
Venez l'essayer chez CAPELOU
DISTRIBUTEUR
37, Avenue de la REPUBLIQUE
75011 PARIS - Métro Parmentier
TEL. : 357.48.35

La Règle à Calcul
L'HP-IL ET LES NOUVEAUX PÉRIPHÉRIQUES DU HP 41
Le nouveau système d'interface HP-IL, mis au point par Hewlett-Packard, permet à votre calculateur HP 41C ou HP 41CV de dialoguer avec une variété de périphériques compatibles tels que des unités de stockage de masse ou des imprimantes. Le résultat : un système de calcul économique et portable.

La boucle d'interface permet de relier jusqu'à 30 périphériques à votre HP 41. Les nouveaux périphériques existant actuellement sont : une unité de cassette digitale et une imprimante possédant de nouvelles fonctions.

L'unité HP 82161 A est un lecteur de cassette haute performance ayant une capacité de stockage de 131 000 octets par cassette.

L'accès rapide aux informations, n'importe où sur la bande, fait de ce périphérique un dispositif idéal de stockage de masse.

L'imprimante thermique 82162 A possède des caractéristiques comparables à celles de l'imprimante 82143 A auxquelles s'ajoutent d'autres possibilités : formatage de l'impression, nombre de caractères de la mémoire tampon porté à 101 caractères spéciaux.

Ainsi, grâce à l'interface HP-IL, votre HP 41 atteint la puissance et la simplicité d'utilisation de systèmes de calcul beaucoup plus onéreux.

La Règle à Calcul 65/67 B4 St-Germain, 75005 Paris
Tél. : 325.68.85 - Téléc. : 220.064 - PÉTRAV/1305 RAC
Mo 24/2/82

